

DES LIBERTÉS PUBLIQUES EN DROIT FASCISTE

THÈSE

soutenue

devant la Faculté de Droit de l'Université de Montpellier

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Marcelle BREILLAT-MILHAUD

Président : M. DELBEZ, Professeur

Assesseurs { *MM. LÉGAL, Professeur*
OURLIAC, Agrégé

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1939

**DES LIBERTÉS PUBLIQUES
EN DROIT FASCISTE**

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit international public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit civil.

BECQUÉ, professeur de Droit civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif.

BOSC, professeur de Procédure civile.

VIALLETON, professeur de Droit civil.

GUENOUN, professeur de Droit romain.

COURTIN, professeur d'Économie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Économie politique.

DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.

TISET, professeur d'Histoire du droit.

OURLIAC, agrégé.

DIJOL, chargé de cours de Capacité.

BABY, secrétaire.

DUBOIS, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY

Président : M. DELBEZ, professeur

Assesseurs { MM. LÉGAL, professeur
 OURLIAC, agrégé

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES LIBERTÉS PUBLIQUES EN DROIT FASCISTE

THÈSE

soutenue

devant la Faculté de Droit de l'Université de Montpellier

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Marcelle BREILLAT-MILHAUD

Président : M. DELBEZ, Professeur

Assesseurs { *MM. LÉGAL, Professeur*
OURLIAC, Agrégé

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1939

A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Les libertés publiques en droit fasciste. Il n'est pas besoin de longues phrases pour faire valoir l'intérêt du sujet. On ne connaît pas encore en France le vrai visage du Fascisme : les uns le prônent, les autres l'accusent, sans savoir exactement ce qu'il est. Or on conviendra aisément que la notion de liberté, complémentaire de la notion d'Etat, et par suite le régime juridique des différentes libertés constituent l'un des aspects principaux, pour ne pas dire l'aspect essentiel à nos yeux, de la doctrine nouvelle.

L'étude des libertés en Italie est un problème complexe et abondant ; on peut dire d'un mot : moins la liberté existe et plus sévit la réglementation. Nous avons tâché d'être le plus complet possible, en gardant toutefois la concision et l'ampleur de vues nécessaires. Ainsi avons-nous envisagé successivement les libertés fondamentales correspondant aux grandes branches de l'activité humaine : libertés d'ordre matériel (liberté physique et du travail) ; libertés d'ordre spirituel (enseignement, presse, religion, réunion) ; libertés de fondation (association). Une division aussi nette est sans doute beaucoup plus théorique qu'effective ; les divers chapitres se compénètrent nécessairement : par exemple, nous avons pu traiter du droit à l'association syndicale en même temps que de la liberté du travail et des formations catholiques pour la jeunesse en même temps que de la liberté de religion.

Problème complexe, la question de la liberté en Italie est encore un problème changeant, mobile, en perpétuelle évo-

lution. C'est au premier chef un problème d'actualité : aussi avons-nous tâché d'être au courant des toutes dernières mesures législatives comme de la bibliographie la plus récente. Enfin, s'il est vrai qu'on ne peut parler de certaines choses sans prendre parti, si l'on ne peut prononcer le nom même de Fascisme sans passion, nous avons visé au plus d'objectivité possible ; nous avons essayé de reconnaître ce qu'il y avait d'excellent dans le régime actuel, mais nous n'avons pas craint non plus de dénoncer ce qui nous paraissait offenser la conscience humaine.

De l'Italie elle-même, où nous avons eu le plaisir de vivre pendant près de deux ans, nous gardons le meilleur souvenir. Nous avons été accueillie avec la plus grande complaisance par MM. les Bibliothécaires, aussi bien à l'Université de Rome qu'à la Bibliothèque Nationale Victor-Emmanuel, et avec la plus grande bienveillance par MM. les Professeurs de la Faculté des Sciences politiques, en particulier M. C. Costamagna, qui nous a dispensé tant de conseils précieux et à qui nous adressons nos remerciements les plus respectueux.

Mais la plus grande part de reconnaissance, nous la destinons à nos maîtres de l'Université de Montpellier, à qui nous sommes redevable de notre formation juridique tout entière ; nous la destinons plus particulièrement à M. le Professeur Louis Delbez qui nous a indiqué ce magnifique sujet et qui n'a cessé de nous guider au cours de notre travail : qu'il veuille bien en accepter l'hommage.

TABLE DES MATIÈRES

SOURCES LÉGISLATIVES

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

L'HISTORIQUE ET LES SOURCES DOCTRINALES DU MOUVEMENT FASCISTE	1
--	---

TITRE PREMIER

LES CONCEPTIONS FASCISTES DE L'ÉTAT ET DE LA LIBERTÉ

CHAPITRE PREMIER. — La notion d'Etat. Les éléments extrinsèques et intrinsèques de l'Etat	13
CHAPITRE II. — L'existence réelle de l'Etat. La théorie de S. Panunzio : <i>le sentiment de l'Etat</i>	21
CHAPITRE III. — La primauté de l'Etat. Les raisons d'ordre sociologique et d'ordre mystique de la primauté reconnue à l'Etat par le Fascisme	25
CHAPITRE IV. — La notion de liberté. L'opinion ¹ fasciste : <i>Le régime ne prétend pas seulement respecter la liberté mais l'accroître</i>	30

TITRE II

LE RÉGIME JURIDIQUE DES LIBERTÉS

CHAPITRE PREMIER. — La liberté physique. Le tribunal spécial, la loi de sûreté publique de 1926 (et 1931) ; les conditions de l'émigration ; la perte de la nationalité ; l'admonition ; le <i>confino di polizia</i> ; les crimes internationaux ; l'état de guerre ou de danger public ; les mesures anti-sémitiques	37
CHAPITRE II. — La liberté du travail. La loi de 1926 sur les associations syndicales reconnues, la Charte du travail de 1927 ; l'organisation corporative ; le fonctionnement du système syndicalo-corporatif. Conclusion : les résultats obtenus dans la vie économique du pays	55

CHAPITRE III. — **La liberté d'enseignement**

Section I. — L'enseignement proprement dit. La réforme Gentile ; l'enseignement religieux ; le livre unique d'Etat ; la situation des enseignants ; les associations professionnelles de maîtres ou d'étudiants. Conclusion : les réactions de l'Université 67

Section II. — L'éducation de la jeunesse. L'historique de l'*Opera Nazionale Balilla* ; l'organisation de l'œuvre ; la *Leva fascista* et les *Fasci giovanili* ; l'instruction militaire ; les Jeunes filles fascistes ; les Groupes universitaires fascistes ; les Cours de préparations politique. Conclusion : pour et contre cette main-mise de l'Etat sur la jeunesse ... 75

CHAPITRE IV. — **La liberté de la presse.** Les conditions d'existence des journaux et périodiques ; le Directeur responsable ; le dépôt légal ; l'ordre des journalistes ; la licence ; la caution ; la direction et le ministère de la Presse. Le régime du théâtre, du cinéma, de la radio. Conclusion : justification partielle du régime de contrainte par l'énorme responsabilité qui incombe à ceux qui font l'opinion publique 92

CHAPITRE V. — **La liberté de religion.** Les accords du Latran ; le régime du mariage ; l'éducation catholique de la jeunesse. Conclusion : les heurts inévitables entre l'Eglise et l'Etat fasciste. Les autres cultes, dits *cultes admis* 117

CHAPITRE VI. — **La liberté de réunion.** Le régime prévu par la loi de 1926 et par la loi de sûreté publique de 1931 ; la réglementation des réunions religieuses tenues hors des lieux destinés au culte 127

CHAPITRE VII. — **La liberté d'association.** Les conditions d'existence d'une association ; les conditions d'adhésion pour les simples citoyens et pour les fonctionnaires ; les associations subversives, anti-nationales et internationales 131

TITRE III

LES GARANTIES JURIDICTIONNELLES DES LIBERTÉS

Introduction ; le recours administratif simple ; le Conseil d'Etat ; la Junta provinciale ; la Cour des Comptes ; le jugement des conflits entre les autorités administratives et judiciaires 139

CONCLUSION 157

SOURCES LÉGISLATIVES

Pour consulter les lois et décrets, cités au cours de cet ouvrage, on se reportera au recueil chronologique de la législation italienne, *Lex*. La mention de chaque loi ou décret est suivie de deux numéros, dont le premier est un simple numéro d'ordre, tandis que le second renvoie à la page correspondante du volume de *Lex* de la même année¹. C'est le principe adopté dans le répertoire analytique alphabétique, *La legislazione vigente 1937* (Turin, 1937), qui donne pour chaque sujet la liste des lois et décrets actuellement en vigueur.

Certaines lois, règlements ou documents, ont fait en outre l'objet de publications spéciales, généralement accompagnées de commentaire, par exemple :

LUCIFERO (F.). — *Le leggi fasciste per la sicurezza e la difesa dello Stato*, Rome, 1931, 62 p.

MARCHETTI (U.). — *Mussolini e le Corporazioni. Con... il testo completo della legge e del regolamento sindacale*, Mantoue, 1926, 71 p.

La Carta del lavoro illustrata da G. Bottai e A. Turati, Rome, 1929.

MUSSOLINI (B.). — *L'Etat corporatif. Avec un appendice contenant la Charte du travail, les principaux textes de lois* ; Florence, 1936.

FANTINI (O.). — *Legislazione corporativa del lavoro*, Milan, 1938.

Leggi sul Consiglio nazionale delle Corporazioni, Rome, Libreria della Stato, 1938.

Opera nazionale Balilla... Norme legislative e regolamentari, Rome, 1928.

1. Si la loi a paru dans le tome de *Lex* de l'année suivante, le renvoi est fait comme suit, par exemple : loi du 26 décembre 1929, n° 2239 (1930, 60), ce qui indique la p. 60 de l'année 1930.

Giornalismo e giornalisti [Legislazione], Turin, éd. de la *Gazzetta del Popolo*, 1937.

Trattato e Concordato fra la Santa Sede e l'Italia ed allegati e disposizioni relative, sottoscritti in Roma nel Palazzo del Laterano l'11 febbraio 1929-VII, ed approvati con legge 27 maggio 1929, n° 810, Rome, 1929.

PISTOCCHI (M.). — *Il Codice dei laici (col Concordato lateranense)*. Milan, 1932.

PIACENTINI (M.). — *La legge 24 giugno 1929, n° 1159, contenente disposizioni sull'esercizio dei culti ammessi nello Stato, e sul matrimonio celebrato davanti ai ministri dei culti medesimi*, Rome, 1929.

ALESSIO (Fr. d'). — *Le leggi sulla giustizia amministrativa commentate*, Turin, 1938.

Signalons enfin, comme sources importantes, les différents Codes :

Codice penale ... a cura di G. Casini. Allegati : Codice di procedura penale, testo unico delle leggi di pubblica sicurezza, Udine-Tolmezzo, 1937.

CRESPOLANI (R.). — *Codice dello Stato corporativo*, Modène, 1936.

CASELLI (A.). — *Manuale di legislazione scolastica*, Rome, 1925.

SORBELLI (T.). — *Indice sistematico della legislazione fascista riguardante la scuola media, classica, scientifica, magistrale e tecnica*, Modène, 1934.

Codice della stampa e degli autori, con un discorso di S.E. B. Mussolini, illustrazione e commenti di E. Amicucci, G. Donato, etc., a cura di G. Benedetti, Milan, 1930 (autre édition, toujours de G. Benedetti, *Codice della stampa*, Bologne, 1933).

LA TORRE. — *Codice della giustizia amministrativa*, 2^e éd., Rome, 1935.

BIBLIOGRAPHIE

I. Généralités

Recueils de bibliographie fasciste. Oeuvres et discours de B. Mussolini. La doctrine du Fascisme : ouvrages italiens, ouvrages étrangers, ouvrages de polémique. Appendice bibliographique sur les partis politiques en Italie.

RECUEILS DE BIBLIOGRAPHIE FASCISTE

BRACALE (G.), URBAN (C.). — *Guida bibliografica di cultura fascista*, Rome, 1925, 126 p.¹.

Catalogo Guida per la scelta di opere di cultura fascista e di cultura generale, Rome, s.d., 252 p.

MADARO (L.). — *Saggio di bibliografia fascista*, dans *La Civiltà fascista*, Turin, 1928, p. 649-680. — *Bibliografia fascista*, Milan, 1935, 182 p.

MOSCA (R.). — *Bibliografia del Fascismo*, Milan, 1930, 65 p.

Opere sul Fascismo possedute dalla Biblioteca della Camera dei Deputati al 28 ottobre 1932, Rome, 1932, 394 p.

SANTANGELO (G.), BRACALE (C.). — *Guida bibliografica del Fascismo*, Rome, 1928, 320 p.

Bibliografia generale del Fascismo.

Vol. I. *Opere straniere*.

Vol. II. *Opere italiane...* a cura di A.V. Pellegrino, Rome, Confed. Naz. Profess. e Artisti, 1932-1934 (la même association publie depuis 1926 une revue mensuelle intitulée : *Bibliografia fascista*).

1. Nous indiquons ici le nombre de pages des volumes, afin qu'on puisse juger au moins de l'importance matérielle de ces recueils bibliographiques. Plus loin, le nombre de pages n'est mentionné que pour signaler qu'il s'agit seulement de brochures, c'est-à-dire d'ouvrages n'atteignant pas 100 pages.

ŒUVRES ET DISCOURS DE B. MUSSOLINI

Edition définitive, parue chez U. Hoepli, Milan.

Edition française (trad. de Maria Croci), chez Flammarion, Paris.

Vol. I. — *De l'interventionnisme au Fascisme* (15 novembre 1914-23 mars 1919) — y compris le *Journal de guerre*.

Vol. II. — *La révolution fasciste* (23 mars 1919-28 octobre 1922) — y compris les *Discours de la Révolution* et les *Discours à la Chambre des députés*.

Vol. III. — *Les débuts de la politique nouvelle* (1922-1923).

Vol. IV. — *L'année 1924* — y compris l'*Introduction à Machiavel*.

Vol. V. — *Ecrits et discours de 1925 à 1926*.

Vol. VI. — *Ecrits et discours de 1927 à 1928*.

Vol. VII. — *Ecrits et discours de 1929 à 1931* — y compris les *Discours relatifs au traité du Latran*.

Vol. VIII. — *Ecrits et discours de 1932 à 1933* — y compris *La doctrine du Fascisme et l'Etat corporatif*.

Vol. IX. — *Ecrits et discours de janvier 1934 au 4 novembre 1935* — notamment les *Discours sur le conflit italo-éthiopien*.

Vol. X. — *Ecrits et discours de l'Empire* (novembre 1935-4 novembre 1936) — ce volume est précédé de la lettre *A visage découvert*, adressée au Duce par G. d'Annunzio.

Vol. XI. — *Ecrits et discours. L'autarcie, l'axe Rome-Berlin* (novembre 1936-mai 1938).

Une anthologie des *Œuvres et discours* du Duce a été publiée à Milan en 1937, par G.-S. Spinetti, sous le titre : *Spirito della Rivoluzione fascista*.

OUVRAGES ITALIENS SUR LA DOCTRINE DU FASCISME ¹

Fasci italiani di combattimento : Orientamenti teorici, postulati pratici, S.l.n.d., 28 p.

Il Fascismo : origini, sviluppo, finalità, a cura di un deputato al Parlamento, Milan, 1921, 62 p.

1. Comme la doctrine du Fascisme s'est formée peu à peu avec le temps et l'expérience du pouvoir, nous suivons le plus possible dans ce chapitre de notre bibliographie, l'ordre chronologique des ouvrages.

- AGNESI (G.). — *I nostri orientamenti : appunti programmatici del Fascismo*, Crema, 1921, 43 p.
- Programma del P.N.F.*, edito a cura del gruppo pavese del P.N.F. Pavie, 1922, 31 p.
- GORGOLINI (P.). — *Il Fascismo nella vita italiana*, avec préface de B. Mussolini, Turin, 1922 (trad. franç., de E. Marsan, *Le Fascisme*, Paris, 1923).
- GRANDI (D.). — *Le origini e la missione del Fascismo*, dans Zerbolio e Grandi : *Il Fascismo*, Bologne, 1922, p. 44-71.
- PAPASOGLI (E.). — *Fascismo*, Florence, 1923.
- PANUNZIO (S.). — *Che cos'è il Fascismo ?* Milan, 1924, 85 p.
- *Lo Stato fascista*, Bologne, 1925.
- *Il sentimento dello Stato*, Rome, 1929.
- *Leggi costituzionali del regime* (relation faite au premier Congrès juridique italien, octobre 1932).
- *Teoria generale dello Stato fascista*, Padoue, 1937.
- GENTILE (G.). — *Che cos'è il Fascismo ?* Florence, 1925.
- *Origini e dottrina del Fascismo*, Rome, 1929, 65 p.
- Pagine fasciste : I fondamenti ideali* (a cura di G. Gentile, G. Volpe, G. Masi, A. Volpicelli), Rome, 1926.
- ROCCO (A.). — *La dottrina politica del Fascismo*, Rome, 1925.
- *La trasformazione dello Stato*, Rome, 1927.
- Opere e leggi del Regime fascista*, Rome, 1927.
- Riforme fasciste nel diritto pubblico* (conférences de O. Ranelletti, M. Roberti, A. Solmi, C. Petrocchi, A. Ranelletti), Milan, 1927.
- PETRONE (C.). — *L'essenza della dottrina fascista*, Rome, 1927.
- CHIMIENTI (P.). — *L'organizzazione nazionale fascista nel diritto pubblico italiano*, Turin, 1927.
- CARENA (A.). — *Lo Stato fascista*, Pavie, 1928.
- DE MONTEMAYOR. — *Lo Stato fascista*, Palerme, 1928.
- GUASCO (F.). — *La riforma dello Stato italiano*, Rome, 1928.
- ORSI (N.). — *Fascismo e legislazione fascista*, Milan, 1928.
- CORSO (G.). — *Lo Stato fascista*, Rome, 1929.
- Dottrina e politica fascista* (a cura di A. Turati, E. Bonaudi, C. Capasso, G. Capra, M. Colucci, etc...), Pérouse, 1930.

- GAROFALO (P.). — *Principi di diritto costituzionale e ordinamento politico dello Stato fascista*, Catane, 1930.
- LO PRESTI (D.). — *Il nuovo Stato italiano sotto il Regime fascista*, Rome, 1930.
- VOLPICELLI (A.). — *Natura, oggetto e limiti della dottrina generale dello Stato*, Rome, 1930.
- Il Partito nella dottrina e nella realtà politica* (a cura di G. Gentile, S. Panunzio, P. Chimienti, A. Rossi, G. Bortolotto, C. Costamagna, etc...), Rome, 1931.
- Il Partito fascista nella dottrina e nella realtà politica*, a cura del Prof. O. Fantini, Rome, 1931.
- BORTOLOTTO (G.). — *Lo Stato fascista e la Nazione*, Rome, 1931.
- RAVA (A.). — *Le teorie filosofiche sullo Stato*, Padoue, 1932.
- PAGLIARO (A.). — *Il Fascismo, commento alla dottrina*, Rome, 1933.
- MONTEMAGGIORI (A.). — *Dizionario della dottrina fascista*, Turin, 1934.
- ERCOLE (Fr.). — *La Rivoluzione fascista*, Palerme, 1936.
- Partito Nazionale Fascista, Testi per i corsi di preparazione politica. — *L'ordinamento dello Stato fascista*. — *La politica sociale del Fascismo*. — *La cultura fascista*. — *Il Partito Nazionale Fascista*, etc...
- PANUNZIO (S.). — *Teoria generale...*, 1937 (cf. *supra*).
- FARINACCI (R.). — *Storia della rivoluzione fascista*, vol. I, *Il 1919*, Crémone, 1937.
- COSTAMAGNA (C.). — *Storia e dottrina del Fascismo*, Turin, 1938.
- Statuto del P.N.F.* — R. d. 28 aprile 1938 - XVI, n° 513, Turin, *Gazzetta del Popolo*, 1938, 32 p.

OUVRAGES ÉTRANGERS

- HAZARD (P.). — *L'Italie vivante*, Paris, 1923.
- PERNOT (M.). — *L'expérience italienne*, Paris, 1924.
- VRIES DE HEEKELINGEN (H. de). — *Le Fascisme et ses résultats*, Bruxelles, 1925.
- LOMBARDE (P.). — *Ce qu'il faut connaître du Fascisme : origine et tendances*, Paris, 1926.

- VALOIS (G.). — *Le Fascisme*, Paris, 1927.
- NAUDEAU (L.). — *L'Italie fasciste ou l'autre danger*, Paris, 1927.
- LESCURE (J.). — *L'Etat fasciste* dans la *Revue de Paris*, du 15 mars 1929.
- NOLVA (R. de). — *Mussolini disciple de Nietzsche*, dans le *Mercur* de France, octobre 1929.
- RABEAU (G.). — Articles divers parus dans la *Vie intellectuelle* de mai, juillet et décembre 1929.
- SILLANI (T.). — *L'Etat mussolinien et les réalisations du Fascisme en Italie*, Paris, 1931.
- CROSTI (R.). — *La conception fasciste de l'Etat*, dans l'*Europe Nouvelle* du 22 octobre 1932.
- CUCHE (P.). — *L'Etat fasciste* dans *La société politique et la pensée chrétienne*, Paris-Lyon, 1933.
- MASSOUL (H.) — *La leçon de Mussolini*, Paris, 1934.
- REALE (E.). — *L'Italie*, Paris, 1934.
- HUSSAR (J.). — *Du parti à l'Etat. Essai sur l'évolution et la situation actuelle du P.N.F...*, Paris, 1935.
- PREZZOLINI (G.). — *Le Fascisme* (trad. G. Bourgin), Paris, 1935.
- PRÉLOT (M.). — *L'Empire fasciste*, Paris, 1936.

OUVRAGES DE POLÉMIQUE

- BERGAMO (G.), FALCO (G. de), ZIBORDI (G.). — *Il Fascismo visto da repubblicani e socialisti*, Bologne, 1922.
- BIANCHINI (G.). — *Rivoluzione fascista e partito liberale*, Milan, 1923, 27 p.
- AMENDOLA (G.). — *Una battaglia liberale : discorsi politici (1919-1923)*, Turin, 1924.
- BERGAMO (G.). — *Il Fascismo visto da un repubblicano*, Bologne, 1924.
- CRUCIO (L.). — *L'esperienza liberale del Fascismo*, Naples, 1924.
- RIGNANO (E.). — *Democrazia e Fascismo*, Milan, 1924.
- STURZO (L.). — *Pensiero antifascista*, Turin, 1924.

- LABRIOLA (A.). — *Polemica antifascista*, Naples, 1925.
- NITTI (F.). — *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie*, Paris, 1926.
- LETTERLE (H.). — *Fascisme, Communisme ou Démocratie*, Paris, 1929, 88 p.
- TRENTIN (S.). — *L'aventure italienne*, Paris, 1928.
- *Les transformations récentes du droit public italien*, Paris, 1929.
- *Aux sources du Fascisme*, Paris, 1931.
- *Antidémocratie*, Paris, 1934.
- SFORZA (C.). — *Les bâtisseurs de l'Europe moderne*, Paris, 1931.
- ANGELO (A.). — *Combattentismo e Fascismo*, Milan, 1932.
- ROSSI DELL'ARNO (G. de). — *Cattolicesimo e Fascismo*, Rome, 1932.
- ZIBORDI (G.). — *Critica socialista del Fascismo*, Bologne, 1932, 61 p.
- COUDENHOVE-KALERGI (R.). — *L'homme et l'Etat totalitaire* (trad. de M. Beaufils), Paris, 1938.

LES PARTIS POLITIQUES EN ITALIE

PARTITO REPUBBLICANO ITALIANO.

- Congresso dei consiglieri comunali e provinciali*, Bologne, 9 et 10 juin 1901 ; Milan, 1901, 22 p.
- Resoconto sommario del quinto congresso nazionale repubblicano*, Ancône, 1^{er}-3 novembre 1901 ; Milan, 1901, 79 p.
- Resoconto del XVI congresso nazionale*, Rome, 17-19 décembre 1922 ; Rome, 1922, 53 p.
- Il Partito Repubblicano dopo la guerra, la crisi e la rinascita* (1918-1921), dans *L'Attualità politica*, série II, n° 2, Rome, 1921, 46 p.
- Partito Repubblicano Italiano, le sue direttive politiche*. Relazione di A. Bandini-Buti, S.l.n.d.
- Repubblicani e Fascisti, pagine documentali*, Rome, 1924.

PARTITO SOCIALISTA ITALIANO.

- Da Parma a Firenze : relazione morale e statistica presentata dall'ufficio esecutivo centrale al Congresso nazionale del Partito, tenutosi a Firenze nei giorni 11-13 luglio 1896*, Milan, 1896.
- Rapporto sull'azione del gruppo parlamentare. Congresso nazionale del Partito*, Bologne, 18-20 septembre 1897 ; Milan, 1897, 35 p.

Relazione per la riforma del programma minimo politico amministrativo. Congresso nazionale del Partito, Bologne, 19-20 settembre 1897; Milan, 1897, 35 p.

Relazione morale dell'ufficio esecutivo centrale. Congresso nazionale, etc... Milan, 1897, 23 p.

Statuto-programma massimo e minimo del Partito, Florence, 1900, 16 p.

Frazione concentrazione socialista, XVII Congresso nazionale, Livourne, 15-20 janvier 1921. *Indirizzo politico del Partito e rapporti con la terza Internazionale* (relatore : G. Baldesti), Rome, 1921, 22 p.

Partito socialista unitario : le direttive del Partito, Rome, s.d., 22 p.

Partito socialista unitario : un anno di dominazione fascista, numeri, fatti e documenti raccolti a cura della S. Statistica Segretaria del Partito, Rome, 1924, 91 p.

PARTITO POPOLARE ITALIANO.

Il partito popolare italiano, il nostro proposito, il nostro programma, documenti, Rome, 1919, 64 p.

Il partito popolare italiano dalle origini al congresso di Napoli, Rome, 1921.

STURZO (Don L.). — *Popolarismo e Fascismo*, Turin, 1924.

— *Il partito popolare italiano*, Città di Castello, 1924.

PARTITO CATTOLICO.

Il partito cattolico in Italia, Rome, 1872, 40 p.

MISCIATELLI (P.). — *Fascisti e Cattolici*, Milan, 1924.

RENZETTI (L.). — *Il Regime e i Cattolici del centro nazionale italiano*, Urbino, 1928, 34 p.

ROSSI DELL'ARNO (G. de). — *Cattolicesimo e Fascismo*, Rome, 1932 (op. cit.)

PARTITO COMUNISTA.

Partito comunista d'Italia. La struttura, organizzazione, i metodi ed il contenuto del lavoro dei partiti comunisti (tesi approvate dal terzo Congresso della I. C., Mosca, 12 juillet 1921), Rome, 1921.

GRIECO (R.), REPOSSI (L.). — *I Comunisti al Parlamento contro il Fascismo e contro le opposizioni*, Rome, 1925, 39 p.

PARTIDE G. D'ANNUNZIO: « FIUMANESIMO ».

D'ANNUNZIO (G.). — *Contro uno e contro tutti*, Rome, 1919.

— *Italia o Morte*, Rome, 1919, 61 p.

— *Italia e Vita*, Rome, 1920, 98 p.

— *Le orazioni del Natale Fiumano*, Brescia, 1921, 32 p.

— *Vogliamo vivere : al legionario Alceste de Ambris*, Pescia, 1922, 30 p.

— *Per l'Italia degli Italiani*, Milan, 1923.

— *Il sudore di sangue*, Rome, 1924.

Documenti delle cinque giornate di Fiume, Fiume, 1921.

ANIANTE (A.). — *Gabriele d'Annunzio, Saint-Jean du Fascisme*, Paris, *Mercure de France*, 1934.

BERRI (G.). — *La gesta di Fiume : storia di una passione inesausta*, Florence, 1920.

BOTTI (F.). — *Natale di sangue : memorie di un legionario fiumano*, Udine, 1921.

CABRUNA (E.). — *Fiume : 10 gennaio 1921-23 marzo 1922*, Montegiorgio, 1932.

CARLI (M.). — *Con d'Annunzio a Fiume*, Milan, 1920.

FOSCANELLI (U.). — *D'Annunzio e il Fascismo. Con... lo statuto della reggenza del Carnaro*, Milan, 1923.

FRASSETTO (R.). — *I disertori di Ronchi. L'organizzazione della marcia su Fiume. La diserzione dei granatieri. Lo stato libero del Carnaro. Il Natale di sangue*, Milan, 1927.

GIULIOTTI (A.). — « *Disobbedisco* ». *Vicende dell'impresa fiumana*, 12 settembre 1919-31 dicembre 1920, La Spezia, 1933.

MELCHIORRI (A.). — *Fiume e Roma*, Rome, 1928.

PUCCIO (G.). — *Sbocchi impensati del fenomeno dannunziano. Da « La Vergine delle rocce » all'Italia di Mussolini*, Rome, 1920, 86 p.

SUSMEL (E.). — *La città di passione. Fiume negli anni 1914-1920*. Milan, 1920.

ZOLI (C.). — *Le giornate di Fiume*, Bologne, 1921.

II. La liberté physique

- CATALANO (E.). — *La riforma penale e i suoi riflessi educativi*, Palermo, 1930.
- DEL GIUDICE (A.). — *Il progetto del nuovo Codice penale italiano. Esposizione critica*, Naples, 1928.
- GAMBERALE (P.). — *Il Fascismo e i delitti politici*, Agnone, 1926, 28 p.
- JANNITTI PIROMALLO (A.). — *Il nuovo Codice penale italiano nel progetto preliminare*, Milan, 1928.
- LE CONTE. — *La politique de l'Italie en matière d'émigration*, dans *Revue de droit public et sciences politiques*, t. 45.
- MAAS GESTERANUS (H.G.). — *La réforme pénale en Italie. Etude sur le nouveau projet préliminaire*, Paris, 1929.
- MAGRI (F.). — *I diritti di libertà nel regime fascista. Risposta al Senatore Fr. Ruffini*, Pise, 1926, 55 p.
- MANNI (E.). — *Il problema della nazionalità. Studio di diritto internazionale pubblico*, Modène, 1928.
- MARCIANO (G.). — *Il nuovo Codice penale (Innovazioni)*, Naples, 1932.
- NITTI (F.F.). — *Nos prisons et notre évasion*, Paris, 1930.
- ROCCO (A.). — *Riforma del Codice penale, del Codice di procedura penale e delle leggi sull'ordinamento giudiziario*, Rome, 1925, 51 p.
- *Discorso (sul Codice penale) pronunciato il giorno 30 novembre 1927*, Rome, 1927, 9 p.
- RUFFINI (F.). — *Diritti di libertà*, Turin, 1926,
- SALTELLI (C.), ROMANO DI FALCO (E.). — *Commento teorico pratico del nuovo Codice penale* (con pref. di A. Rocco), Rome, 1930.
- SALVEMINI (G.). — *La terreur fasciste*, Paris, 1929.
- SIGNORINI (V.), GATTA (L.). — *Della nuova legge di pubblica sicurezza*, Turin, 1928.
- SPIRITO (U.). — *Il nuovo diritto penale*, Venice, 1929.
- TRENTIN (S.). — *Le Code pénal fasciste*, Paris, 1931.
- *La libertà e le sue garantigie*, Paris, 1934.

III. La liberté du travail

A. — BIBLIOGRAPHIE ITALIENNE

SYNDICALISME ET CORPORATISME

Bibliografia corporativa, vol. I, 1928, Rome, 1932.

ACERBO (G.). — *Studi corporativi. Con un saggio bibliografico generale sulle associazioni professionali e sui problemi sindacati*, Florence, 1927.

— *La politica economica finanziaria dell'Italia fascista*, dans *Romana*, 1938.

AMBROSINI (G.). — *Sindacati, Consigli tecnici e Parlamento politico, con riferimento alle costituzioni russa e tedesca, alla carta di libertà del Carnaro e ai progetti italiani*, Rome, 1925.

ARENA (C.). — *Problemi italiani del lavoro*, Rome, 1927.

— *La Carta del Lavoro. Schema dell'ordine corporativo*, Milan, 1938.

ARIAS (G.). — *L'economia corporativa. Precedenti, sviluppi, dottrine*, Florence, 1934.

ASQUINI (A.). — *La Carta del Lavoro*, nella serie, « *Le Conferenze sul corporativismo* », Rome, 1929.

BABELLA (G.). — *Lezioni di legislazione del lavoro*, Rome, 1927.

BARNI (U.). — *Tecnica dell'organizzazione sindacale*.

Parte I : *Storia dell'organizzazione professionale*.

Parte II : *Ordinamento sindacale fascista*, Gênes, 1929-1930.

BEGNOTTI (L.). — *Evoluzione corporativa*, Rome, 1934.

BIAGI (B.). — *Lineamenti di economia corporativa*, Padoue, 1935.

— *Scritti di politica corporativa*, Bologne, 1934.

BORTOLOTTO (G.). — *Lo Stato e la dottrina corporativa*, Bologne, 1931.

— *Politica corporativa*, 2^e éd., Milan, 1937.

BOTTAI (G.). — *L'ordinamento corporativo dello Stato*, Rome, 1927.

— *Il Consiglio Nazionale delle Corporazioni*, Milan, 1932.

— *Esperienza corporativa (1929-1935)*, Florence, 1935.

BRUCCOLERI (A.). — *Intorno al Corporativismo*, Rome, 1934.

CAPOBIANCO (S.L.). — *Sindacalismo e diritto. L'ordinamento corporativo dello Stato. Disciplina dei rapporti collettivi del lavoro e riorganizzazione giuridizionale nelle controversie del lavoro*, Milan, 1929.

- CARLI (F.). — *Teoria generale dell'economia politica nazionale*, Milan, 1931.
- CASALINI (A.). — *Scritti sindacali*, Gênes, 1925, 31 p.
- CIOFFI (A.). — *Organizzazione sindacale e rapporti collettivi di lavoro nella legislazione italiana*, Milan, 1927.
- COLITTO (F.). — *Le funzioni del Consiglio nazionale delle Corporazioni*, Campobasso, 1937.
- CONTRI (G.). — *La Carta del Lavoro, la Rivoluzione e lo Stato*, dans *Critica Fascista*, 1927.
- COSTAMAGNA (C.). — *Diritto corporativo italiano*, Turin, 1928.
- FANTINI (O.). — *Politica economica del Fascismo (dottrina, organi, atti)*, Rome, 1929.
- FERRI (C.E.). — *La corporatività*, Florence, 1931.
- FONTANA (A.). — *Il procedimento delle controversie individuali del lavoro avanti i pretori, i tribunali e la magistratura del lavoro*, Trévisé, 1931.
- FONTANELLI (L.). — *Logica della corporazione*, Rome, an XIII.
- FOSSA (D.). — *Dal Sindacalismo romantico al diritto corporativo*, Bologne, 1932.
- FOVEL N. MASSIMO. — *Economia e corporativismo*, Ferrare, 1929, 85 p.
- *Politica economica ed economia corporativa*, Rome, 1929.
- GANGEMI (L.). — *Lineamenti di politica economica corporativa*, Catania, 1932.
- GUARNIERI-VENTIMIGLIA (A.). — *I principi giuridici dello Stato corporativo*, Rome, 1928.
- Istituzione delle Corporazioni. Relazioni, Discussioni, Voti* (Discours du Chef du Gouvernement au Conseil National), Rome, 1933.
- LOJACONO (L.). — *Le Corporazioni fasciste*. Scritti di F. Angelini, G. Arias, A. Bigini, G. Bortolotto, A. Buffa, V. Buronzo, A. Carena, F. Carli, C. Costamagna, etc... (avec le discours de B. Mussolini sur la Constitution des Corporations), Milan, 1934.
- LUCCHINI (C.). — *Elementi di attivismo corporativo. Etica sociale del corporativismo. Idea e realtà*, Rome, 1928.
- LUCIFERO (E.). — *I delitti contro il lavoro*, Rome, 1931.

- MALUSARDI (E.). — *Elementi di storia del sindacalismo fascista*, con prefazione di G. Bottai, Turin, 1930.
- MEZZETTI (N.). — *Mussolini e la questione sociale*, Rome, 1931.
- MICELI (G.D.). — *Studi di politica corporativa*, Naples, 1929.
- MINISTERO DELLE CORPORAZIONI. *Atti del I Convegno di studi sindacali e corporativi*, Rome, 2-3 mai 1930 ; Rome, 1930.
- *Atti del II Convegno di studi sindacali e corporativi*, Ferrare, 5-8 mai 1932 ; Rome, 1932.
- *Atti dell'Assemblea generale del Consiglio Nazionale delle Corporazioni*, Rome, 1931-1933.
- MUSSOLINI (A.). — *Il Fascismo e le Corporazioni*, Rome, 1931.
- OLIVETTI (E.M.). — *Sindacalismo nazionale. Dal riconoscimento giuridico allo Stato organico corporativo*, Milan, 1927.
- PANUNZIO (S.). — *Riforma costituzionale. Le Corporazioni, il Consiglio delle Corporazioni, il Senato*, Florence, 1934.
- *Il diritto sindacale corporativo. Programma, concetto e metodo*, Pérouse, 1930, VIII-77 p.
- P.N.F. (Partito Nazionale Fascista). — *Il problema sindacale*, Rome, 1925, 24 p.
- PERGOLESI (F.). — *Appunti sulla rappresentanza corporativa nelle assemblee politiche*, Rome, 1923.
- *La magistratura del lavoro*, Rome, 1928.
- *Diritto sindacale comparato*, Bologna, 1934.
- *Istituzioni di diritto corporativo*, Turin, 1934.
- PERTICONE (G.). — *Dalla dichiarazione dei diritti alla Carta del lavoro*, dans *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, 1928.
- PIGHETTI (G.). — *Fascismo, sindacalismo, corporativismo. Esposizione ordinata e completa della dottrina fascista*, Milan, 1930.
- PONTECORVO PERTICE (A.). — *Che cos'è lo Stato corporativo fascista ?* Milan-Rome, 1936.
- PURPURA (R.). — *Il Consiglio Nazionale delle Corporazioni*, Bologna, 1932.
- RONCHI (E.). — *Economia liberale, economia socialista, economia corporativa*, Rome, 1932.
- ROSSONI (E.). — *Le idee della ricostruzione. Discorsi sul sindacalismo fascista*, Florence, 1923.

- ROSBOCH (E.). — *La concezione fascista dell'economia*, Rome, 1927.
 — *Il sindacalismo italiano alla X Conferenza di Ginevra*, Rome, 1927.
- SPIRITO (U.). — *I fondamenti dell'economia corporativa*, Milan, 1932.
 — *Capitalismo e corporativismo*, Florence, 1934.
- TUNINETTI (D.M.). — *Dalle leghe socialiste allo Stato corporativo*, Pise, 1929.
- VOLPICELLI (A.). — *Corporativismo e scienza giuridica*, Florence, 1934.
- ZANGARA (V.). — *I Sindacati e lo Stato*, Rome, 1928.

COOPÉRATION

- ACERBO (G.). — *La cooperazione agraria in Italia, con notizie sommarie sugli altri paesi*, Plaisance, 1932.
- CASALINI (A.). — *Cenni di storia del movimento cooperativo in Italia. Introduzione polemica di C. Bazzi*, Rome, 1922.
- COSTAMAGNA (C.). — *L'ordinamento corporativo della cooperazione*, Rome, 1928.
- FANTINI (O.). — *Cooperazione e legislazione sociale in regime fascista*, Rome, 1929.
- La cooperazione nell'Italia fascista*, a cura di R. Scheggi. Elementi sistematici tratti dalle lezioni tenute da D. Alfieri, A. Angiolillo, B. Biagi, A. Cabrini, C. Costamagna, A. d'Angelo, etc... Milan, 1929.

B. — BIBLIOGRAPHIE ETRANGÈRE

- BOURGIN (G.). — *L'Etat corporatif en Italie ...*, Paris, 1935.
- DEVRIEUT (R.). — *L'organisation syndicale et corporative en Italie*, Lausanne, 1931.
- DUBRUEL (M.). — *La Charte italienne du travail*, dans *La Dépêche de Toulouse*, du 10 janvier 1928.
- DUPEYROUX (H.). — *La Charte du travail en Italie. Syndicats et corporations dans l'Etat fasciste*, Paris, 1928, 48 p.
- ECCARD (F.). — *Mussolini et les Corporations*, dans *la Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} février 1938.

- FUCILE (E.). — *Le mouvement syndical et la réalisation de l'Etat corporatif en Italie*, Paris, 1929.
- GAVOTY. — *L'agriculture italienne et l'Etat*, dans la *Revue de Paris*, du 1^{er} janvier 1935.
- GRAND (Roger). — *L'Italie mussolinienne*, dans *Etudes d'observation sociale* : « Que se passe-t-il dans le monde ? », Paris, 1935.
- La Charte du Travail et l'agriculture* (par divers auteurs), Rome, 1937.
- LLOYD (E.A.). — *The cooperative movement in Italy, with special reference to Agriculture, Labour and Production*, Londres, 1925.
- MERCIER (J.). — *L'œuvre nationale des loisirs. Institution de droit public italien*, Paris, 1936 (*Annales de l'Université de Lyon*).
- MONDET (A.). — *La Charte du travail*, dans le *Journal des Economistes*, 1927.
- PRÉ (R.). — *Les réalisations corporatives de l'Italie*, dans les *Etudes sociales*, de janvier et février 1938.

IV. La liberté d'enseignement

- ANDRIANI-MAGRINI (G.). — *I nuovi programmi per le scuole elementari*, Campi Bisenzio, 1924.
- ANILE (A.). — *La Stato e la Scuola*, Florence, 1924.
- BARBERA (M.). — *Il buono e il cattivo della riforma Gentile*, Rome, 1925, 95 p.
- BOFFI (F.E.). — *Il Fascismo al governo della Scuola*, Palerme, 1924.
— *La riforma scolastica e l'ufficio stampa del Gabinetto Gentile*, Palerme, 1925.
- CALICE (A.). — *La riforma della scuola elementare. Fondamenti storico-filosofici e chiarimenti sui programmi*, Bologne, 1928.
- CAPASSO (P.). — *La Scuola*, Naples, 1928, 86 p.
- CAPORILLI (P.). — *L'educazione giovanile nello Stato fascista*. Prefazione di V. Gayda, Rome, 1930.
— *Il Fascismo e i giovani*, Rome, s.d.
- CAPPELLI (M.B.). — *L'educazione delle piccole e delle giovani italiane*, Rome, 1929.

- CARLINI (A.). — *La nostra Scuola*, Venise, 1926.
- CARPANO (F.). — *Libertà di insegnamento, valorizzazione degli educatori*, Rome, 1924.
- CENTO (V.). — *La Scuola Nazionale*. Con scritti di A. Anile, G. Ferretti, G. Modugno, R. Murri, etc... Milan, 1925.
- CODIGNOLA (E.). — *La riforma scolastica*, dans *Mussolini e il suo Fascismo*, Florence-Heidelberg, 1927, p. 233-306.
— *Il problema dell'educazione nazionale in Italia*, Florence, 1925.
- COLLINO (L.). — *Le organizzazioni giovanili*, dans *La Civiltà fascista*, Turin, 1928, p. 597-609.
- Contributi alla formazione di una didattica fascista*, Rome, 1934.
- DOMIZIO (G. Di). — *La scuola primaria nel Regime fascista*, Naples, 1931, 93 p.
- DOLETTI (M.). — *Un esercito di ragazzi*, Bologne, 1930.
- FERRETTI (L.). — *Il Fascismo e l'educazione sportiva della Nazione*, dans *La Civiltà fascista*, Turin, 1928, p. 609-613.
- FORGES DAVANZATI (R.). — *Fascismo e Cultura*, Florence, 1926, 42 p.
- GASPERONI (G.). — *Il Fascismo nella scuola*, Milan, 1929.
- GENTILE (G.). — *Il Fascismo al governo della scuola* (novembre 1922-avril 1924; discours et interview recueillis par F.E. Boffi), Palerme, 1924.
— *La nuova scuola media*, Florence, 1925.
— *La riforma dell'educazione*, 3^e éd., Milan, 1928.
- GIUBBINI (A.). — *L'educazione fascista della gioventù*, Pérouse, 1927, 26 p.
- GIULIANO (B.). — *La politica scolastica del Governo nazionale*, Milan, 1924.
- GOY (H.). — *La politique scolaire de la nouvelle Italie*, Paris, 1926.
- « IGNOTUS ». — *Stato fascista: Chiesa e Scuola*, Rome, 1929, 99 p.
- LICITRA (C.). — *La nuova scuola del popolo italiano*, Rome, 1924.
- LOMBARDO-RADICE (P.). — *Scuole, maestri, libri. Raccolta d'indagini essenziali. La riforma della scuola elementare*, Palerme, 1928.
- LUGO (D.). — *Scuola e Fascismo. Dottrina e prassi fascista nella scuola*, Milan, 1927, 8 p.

- LUPI (D.). — *La riforma Gentile e la nuova anima della scuola*, Milan, 1924.
- MARCHESINI (G.). — *Il problema della scuola*, Padoue, 1923.
- MELCHIORI (A.). — *Cos'è la leva fascista ?* Rome, 1927, 15 p.
- MEZZARI (F.). — *L'istituto privato di educazione e di istruzione*, Rome, 1935.
- MONDOLFO (R.). — *Libertà della scuola, esame di stato e problemi di scuola e di cultura*, Bologne, 1922.
- MONTI (G.). — *La libertà della scuola*, Milan, 1928.
- OPERA NAZIONALE BALILLA.
- *Opera Nazionale Balilla per l'assistenza della gioventù*, Rome, 1927, 53 p.
- *L'œuvre nationale italienne Balilla*, Rome, 1929.
- *Istruzioni amministrativi-contabili per i comitati dell'Opera Nazionale Balilla*, Rome, 1930.
- *Programma di educazione fisica maschile*, Rome, 1930.
- *Programma di educazione fisica femminile*, Rome, 1930.
- *La scuola superiore fascista di magistero per l'educazione ginnico-sportiva*, Rome, 1927.
- PADELLARO (N.). — *Scuola fascista*, Rome, 1927.
- P.N.F. (Partito Nazionale Fascista). — *Il problema della scuola : Principi programmatici*, Florence, 1923, 27 p.
- PESCE (G.). — *La scuola elementare ed il maestro nella vigente legislazione*, Brescia, 1933.
- PICCOLI (D.). — *L'éducation fasciste de la jeunesse en Italie*, Rome, s.d.
- *Problemi della scuola elementare nel decennale della riforma*, Trento, 1933.
- RENDA (A.). — *Scuola e Fascismo*, dans *La Civiltà fascista*, Turin, 1928, p. 463-492.
- ROCCO (A.). — *Elementi di diritto pubblico e di legislazione scolastica*, Rome, 1921.
- SACCONI (A.). — *Fascismo e Scuola*, Rome, 1929.
- SAMMARTANO (N.). — *La scuola media e il Fascismo*, Rome, 1930.
- TAURO (G.). — *Aspetti e figure della pedagogia contemporanea*, Milan, 1925.

- TERBOGLIO (E.). — *La scuola*, Pise, 1927.
- TERZAGHI (N.). — *Scuola libera e scuola di Stato*, Milan, 1923, 48 p.
- TESINI (O.). — *Idealità fasciste nella scuola*, Bologne, 1927, 48 p.
- TRABALZA (C.). — *Scuola e italianità ; problemi della cultura nazionale all'interno e all'estero*, Bologne, 1926.
- TRABAUDI FOSCARINI (M.). — *La riforma della scuola elementare*, Florence, 1928.
- TRIGONA (L.). — *Problemi educativi e Fascismo*, Voghera, 1933.
- TURATI (A.). — *I giovani e il Fascismo*, Rome, s.d., 16 p.
- VIDARI (G.). — *Per la Scuola e per la Patria*, Turin, 1927.

V. La liberté de la Presse

- AMICUCCI (E.). — *Il giornalismo nel Regime fascista*, con prefazione di A. Mussolini, Rome, 1930.
- BARDI (P.M.). — *I periodici del Fascismo. Contributo a una storia del giornalismo*, Bologne, 1932, 79 p.
- BORSA (M.). — *La libertà di stampa*, Milan, 1924.
- MALATESTA (A.). — *Battaglie giornalistiche*, Rome, 1927.
- NARDELLI (G.). — *La libertà di stampa ed i reati commessi a mezzo della stampa*, Rome, 1924.
- ORANO (P.). — *Verso una dottrina storica del giornalismo. Prolusione al corso di Storia del giornalismo, pronunciata il 28 aprile 1928*, Rome, 1928, 32 p.
- RUINAS STANIS. — *Appunti sul problema della stampa fascista (funzione dei giornali e dei direttori di giornali di provincia)*, Rome, 1932.

VI. La liberté de religion

A. — BIBLIOGRAPHIE ITALIENNE

- ALFARANO (A.). — *L'insegnamento della religione secondo la riforma fascista*, Trani, 1928, 42 p.

- ARDALI (P.). — *Mussolini e Pio XI*, Mantoue, 1926, 43 p.
- BALLERINI (E.). — *Il Fascismo ed il riordinamento del patrimonio ecclesiastico*, Turin, 1923, 70 p.
- BRACCI (M.). — *Italia, Santa Sede e Città del Vaticano*, Padoue, 1931.
- CASACCA (N.). — *Il Papa e l'Italia. La fine del dissidio*, Rome, 1921, 93 p.
- CIMBALI (E.). — *Roma italiana e Roma papale. Per la soluzione della questione romana conforme alle esigenze del nuovo diritto pubblico italiano*, Catania, 1928, 69 p.
- *Il Papato e l'Italia si concilieranno. Documenti e polemiche*, con prefazione di G. de Luca, Rome, 1928.
- « CONSTANTINUS ». — *La questione italo-pontificia*, Pise, 1919, 43 p.
- CORNAGGIA MEDICI (L.). — *Il passato e il presente della questione romana*, Florence, 1930.
- CURATULO (G.E.). — *La questione romana da Cavour a Mussolini*, Rome, 1928.
- DANESE (O.). — *Mussolini, il Papa e la massoneria*, Mantoue, 1923, 16 p.
- DE BERNARDIS (M.L.). — *Contributo alla dottrina generale degli Enti ecclesiastici nel diritto italiano*, Milan, 1936.
- DEL GIUDICE (V.). — *Le nuove basi del diritto ecclesiastico italiano*, Milan, 1929, 80 p.
- ROSSI DELL'ARNO (G. de). — *Cattolicesimo e Fascismo. Plebiscito di Vescovi per il Regime*, Rome, an X.
- « EX-LIBERALE ». — *Per il Cattolicesimo e per la libertà. Conferenze sociali*, Préf. di P. Maffi. Vicence, 1922.
- FALOCI-PULIGNANI (A.). — *Religione e Fascismo*, Rome, 1925, 29 p.
- GALATI (V.G.). — *Religione e Politica*, Turin, 1925.
- JAHIER (D.). — *Il primo articolo dello Statuto e la libertà religiosa in Italia*, Torre Pellice, 1925, 46 p.
- MARTIRE (E.). — *La Conciliazione*, 2^e éd., Rome, 1929.
- MASETTI-ZANNINI (A.). — *Religione e Fascismo*, Bologne, 1924, 47 p.
- MEACCI (V.). — *Lo Stato italiano dopo gli accordi lateranensi*, Turin, 1931.

- *Nuove basi di discussione sulla Questione romana*, La Spezia, 1927, 63 p.
- MIGNOSI (P.). — *Il Papa e la conciliazione*, Palermo, 1930, 33 p.
- MIRANDA (L.). — *Lo Stato liberale e la Chiesa in Italia*, Bari, 1923, 16 p.
- MISCIATTELLI (P.). — *Fascisti e cattolici*, Milan, 1924 (trad. franç. : *Le Fascisme et les catholiques*, Paris, 1928).
- MISSIROLI (M.). — *Date a Cesare. La politica religiosa di Mussolini, con documenti inediti*, Rome, 1929.
- MONASTEROLO (B.). — *La politica religiosa fascista e la Terra Santa*, Chieri, 1928.
- MORELLO (V.). — *Il conflitto dopo la conciliazione*, Milan, 1932.
- NASALLI ROCCA (A.M. et E.). — *Realismo nazionale per una coscienza politica dei cattolici italiani*, Rome, 1926.
- OLGIATI (F.). — *La questione romana e la sua soluzione*, Milan, 1929.
- ORANO (P.). — *Fascismo, Chiesa e Risorgimento*, Rome, 1929, 12 p.
- ORESTANO (F.). — *Lo Stato e la Chiesa in Italia*, Rome, 1924, 94 p.
- PARTITO NAZIONALE FASCISTA. — *Religione e clero nell'opera del Governo fascista*, Rome, 1924, 32 p.
- PIO XI. — *Parole pontificie sugli accordi del Laterano. Subito dopo la firma. Al Corpo diplomatico. Dopo i discorsi e le discussioni parlamentari*. 2° éd., Rome, 1929 (trad. franç. : *Paroles pontificales sur les accords du Latran*, Paris, 1929).
- PIOLA (A.). — *Trattato e Concordato tra Italia e Santa Sede*, Côme, 1935, 48 p.
- POGGI (A.). — *Stato, Chiesa, Scuola. Studi e polemiche*, Florence, 1924.
- PONTI (E.). — *La questione romana e la conciliazione*, Albano Laziale, 1929, 50 p.
- PUCCI (E.). — *La pace del Laterano*, Florence, 1929.
- ROBERTI (M.). — *I precedenti storici della Conciliazione fra lo Stato italiano e la Santa Sede e la legislazione italiana fino al 1929*, Milan, 1929.
- SAITTA (G.). — *Religione e Fascismo*, dans *La Civiltà fascista*, Turin, 1928, p. 151-166.

- SAVIANO (R.). — *Sovranità della Chiesa e sovranità dello Stato (come e perchè fu fatta la conciliazione)*, Rome, 1934.
- SOLMI (A.). — *Gli accordi del Laterano*, Milan, 1929, 16 p.
- TAMASSIA (N.). — *Appunti di diritto ecclesiastico, con speciale riguardo ai Patti lateranensi*, Padoue, 1930.
- « TIBER ». — *Il Papa della conciliazione nel suo anno giubilare*, Milan, 1929.
- VERCESI e MONDINI. — *I Patti del Laterano. La questione romana da Cavour a Mussolini*, Milan, 1929.
- ZAMA (P.). — *Fascismo e Religione*, Milan, 1923, 39 p.

B. — BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE

- BERGAMO (M.). — *La France et l'Italie sous le signe du Latran ou la République fédérale franco-italienne sous le signe du laïcisme intégral* (lettre de C. Sforza et opinions de G. Guy-Grand et G. Salvemini), Paris, 1931.
- CARRÈRE (J.). — *Le Pape...*, Paris, 1924.
- CHIESA (E.). — *La restauration du pouvoir temporel des papes*, Paris, 1929, 48 p.
- CIANELLI DE SERANS (de). — *Italie, Quirinal, Vatican*, Paris, 1929.
- DESBUQUOIS (G.). — *La Papauté et l'Italie*, Paris, 1929.
- DEVOGHEL (E.). — *La question romaine sous Pie XI et Mussolini*, Paris, 1929.
- FECIA di CASSATO (C.). — *La Papauté en droit international public. Le point de vue italien actuel*, Rome, 1923.
- GUICHARD (L.). — *Les concordats de Pie XI*, dans *Revue des sciences politiques*, oct.-déc. 1935.
- JARRIGE (R.). — *La condition internationale du Saint-Siège avant et après les accords du Latran*, Paris, 1930.
- JOHNSON (H.). — *The Papacy and the Kingdom of Italy*, Londres, 1926.
- LA BRIÈRE (Y. de), BUCAILLE (V.), LE FUR (L.), MISSEREY (L.), TROGAN (E.), VANNEUFVILLE (G.). — *Les accords du Latran*. Introduction par Mgr. Baudrillart, Paris, s.d.

- LOISEAU (C.). — *Saint-Siège et Fascisme. Les accords du Latran devant l'histoire et la politique*, Paris, 1930.
- MONTESQUIOU-FEZENSAC (P. de). — *Rapports de la Papauté avec le Royaume d'Italie depuis 1870. Le Traité de Latran*, Paris, 1936.
- PARSON (W.). — *The Pope and Italy*, New-York, 1929.
- QUERRE (D.). — *Les accords du Latran et le conflit entre le Saint-Siège et le Gouvernement fasciste*, Paris, s.d.
- ROSEROT de MELIN (Mgr. J.). — *La cité du Vatican*, Paris, 1937.
- STRUPPK. — *Die Regelung der römischen Frage durch die Lateran-Verträge vom 11 Februar 1929*, Stuttgart, 1930.
- VAUSSARD (M.). — *Fascisme et Bolchevisme en face du supranationalisme catholique*, Paris, 1928.
- WILLIAMSON (B.). — *The treaty of the Latran*. Foreword by Card. Bourne, Archbishop of Westminster, Londres, 1929.

VII Les garanties juridictionnelles des libertés

- ACETO (F.). — *I ricorsi amministrativi contro gli atti della pubblica amministrazione*, Gallarate, 1938.
- BONNARD (R.). — *Le contrôle juridictionnel de l'Administration, étude de droit administratif comparé*, Paris, 1934.
- BORSI (U.). — *La giustizia amministrativa*, 6^e éd., Padoue, 1938.
- Il Consiglio di Stato, studi in occasione del centenario*, 3 vol., Rome, 1932.
- RAGNISCO. — *I ricorsi amministrativi*, Rome, 1937.
- RANELLETTI. — *Le guarentigie della giustizia nella pubblica amministrazione*, 4^e et 5^e éd., Milan, 1934 (avec appendice de 1936).
- Relazioni (al Capo del Governo) sulla Regia Avvocatura dello Stato, 1912-1925* (Rome, 1926); 1926-1929 (Rome, 1930).
- Relazioni (al Capo del Governo) sul Consiglio di Stato, 1929-1930* (Rome, 1931); 1931-1935 (Rome, 1937).
- SPAVENTA (S.). — *Giustizia nell'amministrazione*, Rome, 1880.

INTRODUCTION

I. Historique du mouvement fasciste

Le Fascisme, *fascismo*, désigne aujourd'hui, en même temps qu'un mode de gouvernement bien défini, une doctrine politique, économique et sociale ; plus encore, il représente une nouvelle forme de l'Etat, une nouvelle conception de la vie des individus¹, une nouvelle ère : les dates ne sont-elles pas indiquées en Italie par rapport à l'année initiale de la marche sur Rome, *anno XVI del Fascismo*.

Et pourtant qui eût prédit à ce mot une telle fortune, il y a vingt ans, lorsqu'à Milan, le 23 mars 1919, devant une cinquantaine de personnes assemblées dans une petite salle de la place Saint-Sépulcre, Benito Mussolini jetait les bases du *fascio* qu'il venait de fonder, le *fascio di combattimento*, qui allait être à l'origine du régime nouveau. *Fascio*, nom banal jusqu'alors, et qui semblait n'avoir pas d'autre sens que celui de groupement ou d'association ; combien de partis politiques, éphémères et sans action, ne l'avaient-ils pas porté depuis la fin du XIX^e siècle ! Il semble qu'il ait été au début le monopole des mouvements à tendances socialisantes : rappelons les faisceaux de tra-

1. Et même une morale nouvelle : « Je veux corriger les Italiens de leurs défauts traditionnels. Et je les corrigerai de leur optimisme trop facile, de la nonchalance qui chez eux succède trop rapidement aux excès de zèle... Si le Fascisme réussit à modeler, comme je le veux, le caractère des Italiens... etc... ». (B. Mussolini, cité par H. Lagardelle, dans l'*Encyclopédie française*, II, 1934, p. 10-84-6).

vailleurs fondés en Sicile, sous Crispi, et le faisceau démocrate-chrétien constitué ensuite à Milan par don Davide Albertario. Toutefois, au moment de la grande guerre, avant la participation de l'Italie aux côtés des alliés, on vit surtout dans le *fascio* le souvenir des licteurs antiques et le symbole des traditions impériales de la Rome éternelle ; ce sont alors les partis nationalistes et patriotes qui prennent le nom de *fascio* ; citons les faisceaux italiens des terres irrédentes, puis les faisceaux (*fasci di azione rivoluzionaria*), groupant les interventionnistes de gauche entre les mois d'octobre 1914 et mai 1915¹.

A cette époque, la question de l'entrée en guerre de l'Italie bouleverse la carte des partis politiques : les distinctions entre les différents groupements, populaires, nationalistes ou socialistes, s'effacent devant la distinction nouvelle entre interventionnistes et non-interventionnistes. Le *fascio* des interventionnistes l'emporte, l'Italie se range aux côtés des alliés ; comme on l'avait espéré, la guerre se termine par les victoires du Piave et de la Grappa. Mais, à peine la paix signée, le peuple italien se juge lésé, les traités ne lui apportent que rancune et désillusion.

Rancune de la nation tout entière à l'égard des alliés par lesquels elle se trouve sous-estimée et dont les marques de reconnaissance lui semblent d'une insuffisance dérisoire ; rancune des anciens adversaires de l'intervention contre ceux qui ont entraîné le pays en guerre par des promesses qui s'avèrent menteuses ; désillusion des interventionnistes enfin qui, au lieu du renforcement de la puissance nationale qu'ils attendaient, ne voient dans la victoire qu'une aggravation de la situation tant extérieure qu'intérieure. En bref, climat idéal pour le développement de crises d'un caractère à la fois politique et économique².

1. Il y eut même plus tard le faisceau de défense nationale réunissant, après la défaite de Caporetto, les membres du Parlement hostiles à Giolitti.

2. Cf. l'opinion de M. Pernot (*L'expérience italienne*, Paris, 1924, p. 258) : « Pour faire apparaître dans sa véritable lumière ce curieux phénomène

La classe bourgeoise, qui avait été jusqu'alors la classe dirigeante, se désagrège de plus en plus, certains partis la considèrent comme agonisante et s'en prétendent l'héritier : les socialistes, croyant l'heure venue, commencent la lutte sous l'égide de la faucille et du marteau ; mais celui qui devait finalement remporter la victoire se lève : Mussolini fait valoir les droits du jeune Fascisme à la succession de la bourgeoisie défaillante : « *La succession du régime est ouverte, et c'est nous qui y avons droit, parce que c'est nous qui avons poussé le pays à la guerre et l'avons conduit à la victoire* »¹.

En fondant le premier faisceau (*fascio primogenito*), il lui donne le nom de faisceau de combat (*fascio di combattimento*) ; il s'agit de mener la bataille à la fois contre l'ordre existant et contre ses ennemis même qui voudraient le détruire ; Mussolini s'oppose à la fois aux partis de droite et aux partis de gauche, il va jusqu'à rejeter la notion ancienne de parti² ; tout ce qui est parti, c'est-à-dire mélange de programme, de principes ou de dogmes, lui paraît hostile ou condamnable.

Le Fascisme ne réunit d'abord qu'une minorité assez faible mais décidée, dont la première action visa surtout à la répression de l'agitation ouvrière en même temps qu'à la propagande pour l'annexion à l'Italie de Fiume et de la Dalmatie ; le mouvement *Pro Fiume* avait en effet avec le Fascisme de telles similitudes — même patriotisme outrancier à la base, même revendication des bénéfices de la guerre, même glorification de la victoire — que le rallie-

qu'est le Fascisme italien, il n'y avait pas de meilleur moyen que de tracer un tableau exact du désarroi politique, économique, social et moral dans lequel le Fascisme avait trouvé l'Italie. Dans ce désordre prolongé, dans cette anarchie qui menait le pays à la ruine, on découvre la plus profonde raison d'être du mouvement fasciste, la meilleure excuse à son illégalité et à sa violence, la plus claire explication de son succès ».

1. B. Mussolini, *Le Fascisme, doctrine et institutions* (trad. franç.), Paris, 1933, p. 31.

2. « Il 23 Marzo sarà creato l'antipartito ; sorgeranno cioè i Fasci di combattimento che faranno fronte contro due pericoli : quello misoneista di destra e quello distruttore di sinistra » (B. Mussolini, dans *Il Popolo d'Italia* du 9 mars 1919).

ment de Mussolini à la cause de d'Annunzio était inévitable.

Le 28 août, le Comité central fasciste lança de Milan un programme :

Suffrage universel étendu aux femmes¹ avec scrutin à liste régionale et représentation proportionnelle ; réduction de la limite d'âge pour électeurs et élus ; suppression du Sénat ; convocation d'une Assemblée constituante ; réunion de conseils techniques du travail, de l'industrie, des transports, élus par les collectivités professionnelles et recevant le pouvoir législatif avec le droit d'élire des commissions extraordinaires très puissantes ; élection des magistrats ; nationalisation de l'industrie des armements² ; création d'un impôt sur le capital, véritable expropriation partielle, confiscation des biens des congrégations religieuses, suppression des bénéfices épiscopaux ; reconnaissance des libertés d'opinion, de conscience, de religion, d'association et de presse.

Ce programme, qui pourrait être celui d'une démocratie à régime syndicalo-coopératiste, était à la fois trop républicain pour plaire à l'armée très attachée à la dynastie de Savoie, trop partisan d'une « dévaticannisation » de l'Italie pour convenir au clergé, trop hardi pour séduire la bourgeoisie et les partis de droite qui jugeaient l'impôt sur le capital un procédé par trop révolutionnaire. D'autre part, d'inspiration essentiellement nationaliste, il heurtait les pacifistes qui gardaient l'horreur et la haine de la guerre.

La conséquence ne se fit pas attendre : les élections à la Chambre des Députés du 16 novembre suivant donnèrent aux partis populaire et socialiste une immense majorité, tandis que les fascistes milanais ne recueillaient qu'un nombre infime de voix. Le mouvement socialiste

1. Ainsi que le droit d'éligibilité.

2. En même temps, le parti proposait la revision des anciens contrats de fournitures de guerre, avec confiscation de 85 % des bénéfices réalisés. Voir à ce sujet, G. Volpe, *Histoire du mouvement fasciste*, Rome, s.d. (1935 ?), p. 37-38.

prit alors une ampleur et une violence insoupçonnées : paysans et ouvriers essayèrent de s'emparer par la force des droits encore détenus par la bourgeoisie. Cependant le Fascisme leur oppose une résistance acharnée, qui n'exclut pourtant pas la sympathie qu'il témoigne aux revendications ouvrières ; grâce aux maladresses de ses adversaires¹ il étend son influence à Bologne, à Ferrare, puis dans la plus grande partie de la Toscane ; successivement le Piémont, les Pouilles, les Abruzzes et les provinces libérées (Trente, Trieste, Zara, Fiume) voient se créer et se développer de nouveaux faisceaux ; ceux-ci font obstacle partout, devant la carence de l'« état de droit »², aux prétentions de l'« état de fait » à tendances socialisantes ; à la violence, ils opposent la violence. Les anciens *arditi* et volontaires de d'Annunzio qui ont en grand nombre adhéré au mouvement fasciste, lui communiquent leur goût des uniformes³, des chants, des rites guerriers ; les syndicats ouvriers qui se rallient au Fascisme lui apportent un peu de leurs inquiétudes et de leurs doctrines sociales. Désormais, le Fascisme voit croître rapidement son influence, surtout aux dépens du parti socialiste.

Au Congrès de Rome, le 7 novembre 1921, sa transformation de simple mouvement en parti est décidée, et son chef énonce les lignes maîtresses de son programme :

Rendre à Rome son caractère impérial en confinant la Papauté au Vatican (bien qu'en favorisant l'extension du catholicisme en Italie). Adopter une attitude plus favorable au parti nationaliste, sans montrer aucune hostilité de principe à la Monarchie, que Mussolini ne désapprouve

1. Par exemple des actes de violence inutiles : à Bologne, meurtre en plein conseil communal d'un fasciste mutilé de guerre, l'avocat Giulio Giordani ; à Ferrare, fusillade partie de la loggia du château Estense contre un groupe fasciste (21 nov. et 20 déc. 1920), etc...

2. Les Ministres Nitti et Giolitti aimaient mieux laisser faire que risquer d'entraîner un violent mouvement révolutionnaire ; par lâcheté ou par tactique, ils en venaient à traiter avec les révoltés.

3. La chemise et le shako noirs faisaient partie de l'uniforme des *arditi*.

que pour sa carence devant l'envahissement du royaume par les partis de gauche¹. Identifier enfin l'Etat avec la Nation.

C'est au cours de cette même année 1921 et de la suivante que sont décidées, tout au moins dans leurs principes, l'institution du système corporatif et la création des œuvres fascistes pour la jeunesse.

En 1922, le Fascisme est de beaucoup le parti le plus puissant en Italie² ; cependant le Midi lui oppose encore une ferme résistance ; c'est pourquoi un grand rassemblement de chemises noires est organisé à Naples ; il a lieu le 24 octobre et Mussolini y prend la parole ; il souligne à la foule venue l'écouter que la dynastie royale n'est en rien menacée³, mais l'heure n'en est pas moins arrivée de remplacer l'insuffisant Ministère Facta par des organes vraiment actifs, par des organes fascistes. « *Nous en sommes à un point, dit-il, où la flèche part de l'arc, ou bien la corde trop tendue se casse* ».

Le 26 octobre, un ordre secret de mobilisation est lancé aux légionnaires fascistes, en même temps qu'une proclamation destinée à rassurer la bourgeoisie et les classes laborieuses : l'armée et les agents de la force publique sont mis hors de cause également, seule la faction politique au pouvoir est visée. Les événements se précipitent : refus du roi de signer l'état de siège, démission du Ministère Facta, transactions entre la Cour et Mussolini, constitution du ministère par celui-ci, entrée et défilé triomphal dans Rome des chemises noires.

1. Mussolini reproche surtout au roi de n'avoir pas agi suffisamment en monarque ; les tendances républicaines qu'il a pu manifester alors dérivent en somme du sentiment de l'inaction dans lequel s'est complu Victor-Emmanuel III ; en fait il voudrait attribuer au roi une puissance et un rôle supérieurs à ceux que le roi se reconnaît lui-même, et il voit dans la monarchie un lien de continuité indispensable en cas de révolution politique (Cf. son discours d'Udine, 20 sept. 1922).

2. Il se forme des faisceaux dans l'Italie d'Outre-Mer et jusqu'à l'étranger (Tripoli, Rhodes, Smyrne, Alexandrie, le Caire, Lugano, Reims, Paris). Le premier, celui de New-York, date de mai 1921.

3. La province de Naples est une des plus fidèles à la monarchie.

Bien que le Ministère ne soit que partiellement fasciste de composition, dès ce moment le Fascisme est le maître. En 1923, il absorbe le parti nationaliste et justifie ainsi son nom de *Parti National Fasciste*. La milice volontaire pour la sûreté nationale est constituée en organe autonome. Des réformes profondes sont amorcées par le nouveau gouvernement : l'équilibre budgétaire est atteint grâce aux mesures prises par le Ministre des Finances, De Stefani ¹ ; le système scolaire est rénové par Gentile ; des projets de politique démographique, économique, coloniale, étrangère, sont élaborés. Toutefois, l'avance fasciste est entravée encore par une opposition tenace, surtout au cours de l'année 1924 ; elle traverse une crise décisive le 28 décembre, au moment où paraît, dans le journal *Il Mondo*, le terrible article de Carlo Rossi, accusant Mussolini en personne de tous les abus commis par le Parti Fasciste et en particulier du meurtre de Matteoti ².

1. D'après le comte Sforza (*Dictateurs et dictatures d'après guerre*, Paris, 1931), il serait inexact de prétendre qu'un tel redressement financier a été accompli par le fascisme, d'invoquer, par exemple, le déficit réduit de quinze milliards de lires en 1922, à trois milliards en 1923 et transformés en un excédent de plus de deux milliards en 1926. La vérité serait que Peano avait ramené le déficit de vingt-trois à trois milliards de lires en 1922, et que ce mauvais état des finances était encore une des conséquences de la guerre mondiale. De 1919 à 1922 il aurait fallu, toujours d'après Sforza, payer soixante-neuf milliards de frais de guerre ; ces frais, tombés à trois milliards en 1923 — première année du régime fasciste — descendirent d'eux-mêmes tous les ans, un milliard et demi en 1924, quatre cents millions en 1925, cent millions en 1926.

2. L'assassinat, dans des conditions particulièrement sauvages, le 11 juin 1924, du député opposant Giacomo Matteoti, et les abus des chefs locaux fascistes, appelés *ras*, suscitaient un peu partout une violente indignation. S. Trentin (*Antidémocratie*, Paris, 1930, t. 2, chap. 2) donne plusieurs exemples de la façon dont se conduisaient ces *ras* : il raconte en particulier que le *ras* Tamburini, de Florence, un ancien camelot, faisait traîner au siège du *fascio* pour leur appliquer une correction magistrale tous ceux qui résistaient à ses injonctions et souvent à ses caprices (ceux, par exemple, qui ne versaient pas avec assez de sollicitude le montant des rançons exigées). Devant le tribunal, ce *ras* se justifia ainsi : « Si un consul devait être condamné pour avoir administré des coups, il n'y aurait plus de consuls en Italie » ; cf. également : G. Salvemini, *La terreur fasciste*, Paris, 1929. S. Trentin prétend d'ailleurs — avec exagération, semble-t-il — que le remplacement des *ras* par les secrétaires du parti en 1928, a été tout le contraire d'une amélioration, le caractère officiel de représentants légitimes du gouvernement rendant les fonctionnaires du parti encore plus redoutables.

En réponse, le Duce supprime la liberté de la presse et remplace les ministres libéraux par de purs fascistes¹; le gouvernement passe tout entier entre les mains du Fascisme, la Révolution est un fait accompli.

Son caractère le plus typique et en tous cas le plus surprenant pour nous autres Français, constructeurs d'idéologies, est son empirisme. Pas de doctrine² à l'origine du régime nouveau, seulement une série de mesures opportunistes qu'on essaiera de coordonner le plus logiquement possible par la suite. C'est peut-être à son expérience antérieure du socialisme que Mussolini doit cette méthode ou plutôt cette absence de méthode. En effet, à l'inverse du socialisme qui vise à appliquer des principes à la réalité, le Fascisme envisage la réalité d'abord, agit selon elle, puis justifie son action en édifiant une doctrine sur ses expériences. C'est peut-être une des sources de sa puissance que de n'avoir à déplorer l'abandon ou l'effritement d'aucun dogme : « *postérieurement à sa création, le Fascisme découvre sa doctrine* »³.

II. Les sources doctrinales du Fascisme

Il semble donc vain de chercher à ce régime, produit de la conjugaison de deux crises, l'une intestine, l'autre internationale⁴, des origines doctrinales; et cependant on a

1. Le 3 janvier.

2. « Maintenant, le Fascisme italien, sous peine de mourir ou, pis encore, de se suicider, doit se donner un corps de doctrines; ce ne sera pas et ce ne doit pas être une tunique de Nessus qui nous lie pour l'éternité, car le lendemain est mystérieux et imprévu, mais ce doit être une règle qui oriente notre activité politique et individuelle de chaque jour... Je voudrais que... fût créée la philosophie du Fascisme » (Lettre de Mussolini à M. Bianchi, 27 août 1921, dans *Messaggi e Proclami*, Milan, 1929, p. 39; *Scritti e discorsi*, t. VIII, p. 89).

3. M. Prélôt, *L'Empire fasciste*, Paris, 1936, p. 65.

4. « La guerre a été révolutionnaire en ce qu'elle a liquidé — dans des fleuves de sang — le siècle de la démocratie, le siècle du nombre, de la majorité, de la quantité... L'orgie d'indiscipline a cessé, l'enthousiasme pour les mythes sociaux et démocratiques anonymes et gris est mourant. De nouvelles aristocraties surgissent : maintenant il est démontré que les masses ne peuvent

voulu lui trouver dans certains ouvrages de droit, de philosophie ou de politique, des sources probables.

J.J. Rousseau aurait été l'un des premiers à entrevoir l'idée fasciste de la nocivité des « sociétés particulières » faisant obstacle aux relations entre l'Etat et l'individu.

Hegel serait une source plus vraisemblable du Fascisme par sa conception de l'« Etat organique », édifié sur de solides bases sociales et économiques ; mais la nation fasciste est une réalité historique et concrète, aux caractères objectifs nettement délimités et facilement identifiables, alors que « l'idéal hégélien est une simple abstraction éthique, éminemment subjective et contingente, dont la théorie comporte une forme d'absolu que la raison pratique ne peut réaliser »¹.

On peut interpréter encore le prodigieux développement de la personnalité mussolinienne comme une réalisation du surhomme de Nietzsche.

A Auguste Comte, à Durkheim, le Fascisme a pu emprunter la notion de la réalité du groupe et de sa prépondérance sur les individus qui le composent. Le Duce a même cité Renan, comme ayant joui d'« *illuminations préfascistes* »². « La raison, la science sont des produits de l'humanité, mais vouloir la raison directement pour le peuple et par le peuple est chimérique. Il n'est pas nécessaire pour la pleine existence de la raison que le monde entier la perçoive. En tous cas, une telle initiation, si elle devait se faire, ne se ferait pas par la basse démocratie, laquelle semble devoir amener au contraire l'extinction de toute culture difficile et de toute haute discipline.

« Le principe que la société n'existe que pour le bien-être et la liberté des individus qui la composent ne paraît pas

être les protagonistes de l'histoire, mais ses instruments » (Mussolini, *Da che parte va il mondo*, dans la revue *Gerarchia*, février 1922, et dans *Scritti e discorsi*, t. II, p. 265). Voir également S. Panunzio, *Lo Stato fascista*, Bologne, 1925.

1. F. d'Alessio, dans *Rivista di diritto pubblico*, 1928, p. 17.

2. B. Mussolini, *La doctrine du Fascisme*, Florence, 1935, p. 37.

conforme aux plans de la nature, plans où l'espèce seule est prise en considération et où l'individu semble sacrifié. Il est fort à craindre que le dernier mot de la démocratie ainsi entendue (je me hâte de dire qu'on peut l'entendre autrement) ne soit un état social où une masse dégénérée n'aurait d'autre souci que de goûter les plaisirs ignobles de l'homme vulgaire »¹.

Mazzini, en raison de ses théories anti-individualistes, est susceptible aussi d'être proposé comme un des pères spirituels du Fascisme. Cependant, à notre avis, les deux sources les plus vraisemblables en sont les œuvres, si lointaines par le temps où elles ont été écrites et pourtant si proches par la contribution qu'elles ont apportée à la doctrine mussolinienne, de Machiavel² et de Georges Sorel³.

Non seulement, la doctrine fasciste fait sienne l'opposition machiavélique de l'individu et de l'Etat, mais encore les conseils donnés à César Borgia semblent avoir été répétés par Sorel à l'oreille attentive de Mussolini : « *Celui qui veut s'emparer du pouvoir doit établir quelles sont les cruautés qu'il faut accomplir et doit les accomplir d'un seul coup... La sécurité de la conquête doit être garantie en armant les fidèles... S'il n'est pas possible de se maintenir par le consentement, il faut obliger les sujets à croire par la force* »⁴. Mussolini a souvent précisé sa doctrine de la violence : « *Quant à nous, dit-il, nous ne faisons pas de la violence une école, un système, ou pis encore, une philosophie ; nous sommes violents toutes les fois qu'il est nécessaire de l'être ; mais je vous dis qu'il faut conserver à la violence nécessaire au Fascisme une ligne, un caractère nettement aristocratique, ou pour mieux*

1. E. Renan, *Dialogues philosophiques*, Paris, 1876, p. 99.

2. Cf. B. Mussolini, *Preludio al Macchiavelli*, dans *Revue de Genève*, sept. 1924, p. 257.

3. Il faut mentionner aussi l'influence de Péguy et de Lagardelle ; Mussolini lui-même a écrit : « *Nel grande fiume del Fascismo troverete i filoni che si dipartirono dal Sorel, dal Péguy, dal Lagardelle...* » (*Scritti e discorsi*, t. VIII, p. 74).

4. Machiavel, *Le Prince*, chap. XVII.

dire, nettement chirurgical »¹. Il oppose à la violence individuelle, sporadique, à la violence pour elle-même si souvent inutile, la violence de masse, intelligente, réfléchie, adaptée aux moments et aux circonstances, violence brutale, certes, mais toujours soumise à la volonté d'un homme².

Nous ne nous attarderons pas davantage à l'étude de sources doctrinales tout à fait problématiques ; la plupart du temps il s'agit de simples similitudes dont il ne faut pas tirer grande conséquence. La révolution fasciste une fois accomplie de façon absolument empirique, on l'a justifiée par une doctrine construite après coup : le système politique qui en résulte n'est souvent nouveau que par la synthèse qu'il réalise d'éléments déjà existants, par exemple anti-libéralisme, anti-démocratisme, syndicalisme corporatif, etc... Cela n'empêche pas de constater une série presque indéfinie de points communs entre les théories fascistes et celles de penseurs comme Cola di Rienzo, Vico, Gioberti, ou encore de Bonald, Joseph de Maistre, Taine, Bourget, Barrès et Maurras³. Il est possible même de remonter jusqu'à l'antiquité et d'invoquer les enseignements de Platon ou de Marc-Aurèle. La *cité universelle* des Stoïciens, conçue par Epictète et son disciple, ne repose-t-elle pas déjà sur l'effacement de l'individu devant la toute puissance de l'Etat ? Platon, lui aussi, fait figure de pré-fasciste, lorsque, s'adressant au citoyen dans son livre des *Lois* , il lui dit : « *Tu n'es pas le maître ni de ton bien ni de toi-même ; toi et tes biens, tout cela appartient à ta famille, c'est-à-dire à tes ancêtres et à ta postérité* »⁴. On le voit : le Fascisme n'a pas manqué de théoriciens pour le rattacher aux plus grands courants de la pensée humaine.

1. B. Mussolini, *Scritti e discorsi* , t. II, p. 159 (discours de Bologne, 3 avril 1921).

2. Cf. G. Bortolotto, *Storia del Fascismo* , Milan, 1938, p. 37.

3. Cf. L. Febvre dans l' *Encyclopédie française* (II, 1934, p. 10-84-4) : « Barrès et Maurras fournissent des éléments à une haine du libéralisme, de la Révolution française, des droits de l'homme, et de toute l'idéologie démocratique, qui n'attendait pas pour se manifester l'avènement du Fascisme, mais lui préparait des thèmes sonores ».

4. Cf. S. Trentin, *Antidémocratie* , t. I, chap. VI.

TITRE PREMIER

Les conceptions fascistes de l'Etat et de la liberté

« Caposaldo della dottrina fascista è la concezione dello Stato, della sua essenza, dei suoi compiti, della sua finalità ».

(B. Mussolini, *Scritti e discorsi*, t. VIII, p. 84).

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION D'ÉTAT

Qu'est-ce que l'Etat fasciste ? Eléments extrinsèques et éléments intrinsèques.

Pour le Fascisme, l'Etat repose sur une base idéologique et sociale d'une absolue originalité. Les principes en sont exposés de façon « nette, précise, rude, exempte d'équivoque »¹ dans l'article premier de la Charte du Travail : « *La Nation italienne est un organisme ayant des fins, une vie, des moyens d'action supérieurs en puissance et en durée à ceux des*

1. B. Mussolini, dans *Enciclopedia italiana*, article *Fascismo*.

*individus qui la composent. Elle est une unité morale, politique et économique, qui se réalise intégralement dans l'Etat fasciste »*¹.

C'est dans un commentaire à cette déclaration, œuvre de Corrado Petrone², que l'on trouve le meilleur développement de ces deux concepts fondamentaux de la législation fasciste : unité morale, politique et économique de la Nation, supériorité de la Nation sur l'individu et sur le groupe particulier. Petrone montre d'abord que la Nation est une réalité morale, créée jour après jour par le travail continu des hommes ; une société, un peuple s'élèvent à l'état de Nation, quand ils sentent profondément leur propre histoire, quand ils manifestent une volonté active dirigée constamment vers la réalisation d'idéaux sociaux et l'édification de la Patrie. La Nation n'est alors ni une conception géographique ou historique, ni un fait accompli par la conjugaison d'intérêts particuliers, mais une mission, un sacrifice commun, un programme qui reste toujours à achever. L'unité nationale n'existe pas à un moment déterminé, mais elle s'étend à la fois dans le passé et dans l'avenir ; la Nation est en somme une succession indéfinie et continue de générations ; elle est en même temps une personne à la volonté puissante et consciente de ses propres fins, lesquelles sont différentes de celles de chaque citoyen aussi bien que de celles de la somme totale des individus pris dans leur ensemble à un moment donné : ces fins sont en effet exclusives et indivisibles.

Dans la Nation, les aspirations politiques des hommes se réalisent à travers l'Etat, dont la toute puissance fondée sur le droit permet la conservation et la transmission de la vie sociale. Cette toute puissance souveraine de l'Etat ne dérive pas de la somme des pouvoirs individuels mais de l'existence même de la Nation, dans laquelle il est impossi-

1. *La Carta del Lavoro*, éditée sous la direction d'A. Turati et G. Bottai, éd. « Il diritto del lavoro », 1929, p. 35.

2. Dans *La Carta del Lavoro*, *op. cit.*, p. 101.

ble de séparer la part de souveraineté de chaque citoyen. La souveraineté ne réside pas dans les individus, ni dans les masses amorphes, ni dans une assemblée quelconque émanée d'elles, mais elle s'identifie en fait avec l'Etat, dont elle est l'attribut ou qualité essentielle.

Une telle conception est diamétralement opposée à celle de la souveraineté populaire, à laquelle on peut reprocher d'avoir pulvérisé la notion de l'Etat par un atomisme porté jusqu'aux plus extrêmes limites ; la nation n'est plus alors qu'une « *pluralitas quae solvitur in singularitates* », sa vie se trouve subordonnée à celle des individus et la vie sociale en est réduite à celle d'une seule génération ; la notion de temps est considérée comme négligeable par rapport à celle d'espace, les individus ont des droits bien plus que des devoirs, et la morale revêt une forme négative. De la conception de la souveraineté populaire dérive celle du Contrat social qui ramène également la société à un schéma contractuel abstrait, soumettant les fonctions statales aux variations politiques du jour. L'Etat, réduit en poudre, s'éparpille au moindre souffle des caprices individuels. Une loi, supérieure à toutes les autres, interdit formellement l'atténuation de la souveraineté du peuple, établissant ainsi une sorte d'anarchie dans laquelle chaque citoyen a le droit d'attaquer et, pour sa part, de détruire l'Etat.

Il en va tout autrement pour le Fascisme, d'après lequel la souveraineté appartient à la Nation juridiquement organisée, c'est-à-dire à l'Etat. Cette souveraineté est confiée en fait à une élite qui sait s'élever bien au-dessus des intérêts particuliers, quels qu'ils soient, pour n'envisager que l'intérêt suprême de la Nation.

L'Etat, dans sa réalisation pratique, est un ordonnancement juridique à constitution déterminée : le Fascisme lui reconnaît le droit et le devoir de régler l'activité des citoyens considérés surtout en tant que producteurs. Il est donc, d'après la conception mussolinienne, l'organisation unitaire par laquelle la Nation entreprend la poursuite de ses

idéaux et lutte pour l'accomplissement de sa mission dans le monde ; il aboutit en même temps au perfectionnement de l'individu, par le progrès qu'il imprime à la Nation à laquelle appartient chaque citoyen. L'Etat fasciste veille à ce que la satisfaction des besoins économiques des différents individus n'aille pas contre les intérêts supérieurs de la Nation ; il institue pour cela un contrôle sévère et continu ; toutefois, il se reconnaît encore d'autres buts, des fins plus élevées, par exemple, une mission éducatrice, un rôle moralisateur ; cette conception éthique nationale trouve son expression la plus haute dans la religion : « *L'Etat, comme le conçoit et le réalise le Fascisme, est un fait spirituel et moral... L'Etat est garant de la sécurité intérieure et extérieure, mais il est aussi celui qui garde et qui transmet l'esprit de la Nation, tel qu'il fut élaboré à travers les siècles par la langue, les coutumes et la foi. L'Etat n'est pas seulement le présent, mais encore le passé et surtout l'avenir. C'est lui, qui dépassant les brèves limites de la vie individuelle, représente la conscience immanente de la Nation* »¹.

LES ÉLÉMENTS EXTRINSÈQUES DE L'ÉTAT

Du point de vue extrinsèque, l'Etat fasciste diffère assez considérablement des autres formes d'Etats en ce qu'il a acquis une quatrième dimension.

La « *quatrième dimension de l'Etat moderne* »² consiste dans l'ordonnancement économique, c'est-à-dire dans la structure à base syndicaliste : le Fascisme ne nie pas l'existence des individus, ni leurs droits, ni leur égalité devant la loi, mais pourtant il ne les considère pas tous de façon identique, il les différencie d'après le rôle économique qu'ils sont appelés à jouer à l'intérieur des corporations où ils sont groupés.

1. B. Mussolini, Discours à l'Assemblée quinquennale du Régime, 10 mars 1929, dans *Scritti e discorsi*, t. VII, p. 27.

2. S. Panunzio, *Il sentimento dello Stato*, Rome, 1929, p. 100.

Ces quatre dimensions : population, territoire, gouvernement, ordonnancement économique, constituent d'après les auteurs fascistes et en particulier d'après S. Panunzio ¹, la formule la mieux adaptée à la vie statale d'aujourd'hui ; du reste elle serait déjà répandue dans tous les Etats véritablement modernes, à constitution récente, par exemple l'Allemagne ² ou la Russie ; les démocraties occidentales, pays retardataires « où l'Etat, plus que vieux, est décrépît » ³, s'obstinent au contraire à l'ignorer.

L'Etat, dans sa nouvelle forme, n'est plus composé d'individus distincts, mais de syndicats ; il n'est plus fondé sur une poussière d'individualités, mais sur « l'ensemble organique » des syndicats. On atteint ainsi à une phase d'organisation préférable à celle des régimes libéraux où « les individus, libres dans leurs relations mutuelles, peuvent jouer comme des noix dans un sac » ⁴ ; les différentes associations professionnelles s'intègrent dans un système cohérent et ne forment plus un simple agrégat.

Cette conception est d'une telle importance aux yeux des théoriciens fascistes, que le terme même de Fascisme en est arrivé à se confondre avec celui de Corporatisme.

LES ÉLÉMENTS INTRINSÈQUES DE L'ÉTAT

Le sujet de l'Etat fasciste. C'est le peuple, considéré, non pas comme la somme arithmétique des individus, mais comme un tout, une unité formée par l'infinité des générations ⁵ ; c'est d'ailleurs ce qui est sous-entendu dans la Charte du Travail, par l'emploi du mot Nation à la place

1. *Op. cit.*

2. La nouvelle constitution allemande fait du Conseil économique un organe d'Etat.

3. S. Panunzio, *op. cit.*, p. 169.

4. *Ibid.*, p. 174.

5. « *Et eundem populum putari vidisse etsi abhinc centum annis nemo illius viveret* » (A. Varus, cité par C. Costamagna, *Diritto pubblico fascista*, Turin, 1934, p. 53).

de population, qui a un sens plus strictement numérique. « *Le peuple est le corps de l'Etat et l'Etat est l'esprit du peuple* »¹.

L'objet de l'Etat fasciste. C'est la satisfaction de l'ensemble des besoins temporaires des hommes, ceux-ci étant considérés dans leur dynamisme, en fonction par conséquent de la collectivité dont ils font partie.

« *Le Fascisme organise ses fonctions d'après la formule : ordre, autorité, hiérarchie. L'ordre, c'est le but, dans le sens d'ordre national. L'autorité, c'est le fondement, la base. La hiérarchie, c'est le moyen* ». Le Fascisme envisage l'ordre en tant qu'ordre national, c'est-à-dire qu'il exclut l'existence de buts à caractère individualiste ou universaliste. L'ordre national est à la fois moral, politique, économique².

L'ordre moral implique la conscience chez les citoyens que l'Etat, en tant que peuple, est une réalité morale qui existe par elle-même et se développe au cours de l'histoire comme une forme déterminée de civilisation.

L'ordre politique signifie que toute manifestation de volonté à l'intérieur de l'Etat est subordonnée à une directive unique, centrale, c'est-à-dire que toutes les énergies et les forces de la communauté nationale organisées dans l'Etat sont au service de l'Etat qui se réalise comme volonté de puissance.

L'ordre économique veut dire que l'Etat est une condition indispensable au développement de l'activité productrice et que l'économie internationale est le résultat, non de concurrences individuelles, mais de concurrences nationales.

L'autorité résulte de la divulgation dans la conscience des masses de la vérité de l'ordre national, la base de l'autorité est faite de volonté, c'est une base morale; elle doit être entretenue par l'action positive du régime politique.

1. B. Mussolini, dans son discours à la deuxième assemblée quinquennale du régime, 18 mars 1934, cité dans *Spirito della rivoluz. fasc.*..., a cura di G.S. Spinetti, Milan, 1937, p. 191.

2. Cf. *Carta del Lavoro*, op. cit., art. 1.

La crise de l'Etat moderne a été déterminée par son inaptitude, au siècle passé, à organiser toute la population dans ses cadres ; en fait, la population laborieuse est toujours demeurée en dehors de l'Etat, qui fut exclusivement bourgeois et capitaliste. Ce fut l'occasion pour le marxisme d'énoncer sa théorie de la masse prolétarienne, masse universelle, sans Dieu et sans Patrie, qui, dans son accroissement mécanique, devait étouffer toutes les formes politiques existantes afin d'atteindre au communisme mondial.

Le Fascisme refuse la notion d'une humanité cosmopolite et l'idée de la négation de l'Etat ; il affirme l'existence d'une humanité nationale et la possibilité, par une action éducatrice des élites, d'élever la masse au sens du devoir moral et politique commun.

La hiérarchie est le principe d'organisation des élites, il s'agit évidemment d'une hiérarchie politique.

L'Etat moderne, en tant qu'Etat parlementaire, ignorait la notion d'élite politique, pour la même raison qu'il ignorait celle de masse politique ; il connaissait seulement entre gouvernants et gouvernés le rapport électoral et concevait la représentation du peuple comme le résultat d'une manifestation de volonté juridique.

Pour le Fascisme, la hiérarchie est la conséquence d'une sélection déterminée par l'expérience des fonctions publiques, et la qualité représentative se reconnaît au fait que l'élite doit exprimer le type du peuple dont elle est issue et déployer une activité désintéressée au profit de la Nation.

Il est impossible, selon les propres termes de Mussolini, de sauver la civilisation autrement que par la circulation des masses dans l'Etat, c'est-à-dire par l'utilisation de la masse comme soutien de l'Etat sous l'égide d'une élite politique, consentante, volontaire, responsable.

Un corps bureaucratique est insuffisant pour assurer la vie d'un Etat, il risque d'amener la venue d'un régime uniquement administratif : témoins, le régime du Bas-Empire romain et celui de la Russie soviétique.

Le problème de la constitution d'une hiérarchie et de la formation des masses politiques est un problème essentiellement moral : pour sauver la civilisation, il faut d'abord reconstruire l'Etat en tant que Nation morale et éviter la décomposition rationaliste, conséquence de la théorie juridique de l'Etat.

Dans le régime fasciste, la réalisation de l'Etat communauté morale est confiée à l'institution du Parti National Fasciste ; celle de l'unité politique est attribuée au Chef du gouvernement, en tant qu'organe actif de la couronne ; celle de l'unité économique revient à l'organisation corporative qui est extrêmement spécialisée et qui entretient les notions de discipline et d'assistance professionnelles nécessaires aux différentes catégories de producteurs ¹.

1. Ces idées nous ont été exprimées par l'éminent juriste, Prof. C. Costamagna, au cours d'un entretien qu'il voulut bien nous accorder à Rome, en avril 1937.

CHAPITRE II

L'EXISTENCE RÉELLE DE L'ÉTAT

A quoi reconnaît-on l'existence réelle de l'Etat ? — Théorie de S. Panunzio ; l'Etat n'est pas une simple fiction puisqu'il se sent.

L'Etat, auquel le Fascisme attache une telle omnipotence, existe-t-il dans la réalité ou seulement dans les constructions théoriques des juristes et des politiques ?

Pas de doute, l'Etat existe réellement, répond le publiciste S. Panunzio, en invoquant à l'appui de son affirmation le sentiment que l'homme a de cette existence : « *L'Etat existe, puisqu'il se sent* »¹. Le sentiment de l'Etat est inné chez l'homme, bien qu'il puisse y être plus ou moins développé ; en règle générale, les périodes de paix, de calme prospérité, lui sont peu favorables, et il s'y engourdit peu à peu ; tout au contraire, en temps de crise ou de guerre, il renaît et grandit à nouveau.

Cette donnée première de la conscience humaine serait à la base de la tendance éternelle et universelle de l'humanité à se réunir en groupements progressivement organisés ; le besoin s'en ferait sentir de façon bien plus exigeante de nos jours qu'aux temps où les liens de parenté et de voisinage suffisaient à expliquer la cohésion d'un agrégat humain.

Sans cette conscience statale, comment expliquer que les millions d'individus qui constituent un des Etats modernes, consentent ainsi à se plier à une même discipline ?

1. Cf. le livre déjà cité, *Il sentimento dello Stato*.

une simple contrainte mécanique serait évidemment impuissante à obtenir un tel résultat.

Le sentiment de l'Etat si puissant qui anime l'Italie contemporaine est ressuscité des ruines de deux crises : la crise internationale de la Grande guerre, et la crise intérieure, née des troubles politiques et sociaux de la période consécutive.

Pendant la guerre, en effet, les divergences intestines s'effacent dans chaque Etat belligérant pour céder la place au dévouement à une cause unique : la Patrie ; tous les pouvoirs publics, communaux, provinciaux, etc... et toutes les entreprises privées se soumettent complètement au maître commun : l'Etat ; les capitaux, les énergies individuelles se plient à une discipline identique ; un seul intérêt compte désormais, celui de l'Etat. Les égoïsmes particuliers, et l'idéal internationaliste disparaissent, balayés par cette puissance formidable, l'Etat.

Mais après la Grande guerre vint pour l'Italie l'heure des discordes et des grèves, l'heure du triomphe de l'esprit de classe et du syndicalisme international ; époque critique pour le sentiment de l'Etat ? Tout au contraire, époque d'un enseignement admirable, expérience aux plus heureux effets.

Les Italiens y apprirent à leurs dépens — mais n'est-ce point toujours la leçon la plus salutaire ? — à quelle dérisoire faiblesse conduit la perte du sentiment de l'Etat.

C'est au Fascisme qu'incomba la tâche de raviver la flamme. « *On a dit justement du Fascisme qu'il est une force spirituelle, c'est une formule insuffisante, il faut la compléter en ajoutant que cette force, qui est à la fois volonté et pensée, est fondamentalement et essentiellement un sentiment ; il faut spécifier encore que ce sentiment est le sentiment de l'Etat, c'est-à-dire le sentiment de l'unité morale et sociale du peuple, exprimée et personnifiée par l'Etat* »¹.

1. S. Panunzio, *op. cit.*, p. 70. Le Duce écrit : « L'incontestable mérite du Fascisme est d'avoir donné aux Italiens le sens de l'Etat » (*Scritti e discorsi*, t. VII, p. 26).

Le sentiment de l'Etat est très voisin du sentiment national, il est soumis aux mêmes influences perturbatrices ou vivifiantes, mais il s'en distingue cependant très nettement.

Le sentiment national est le sentiment de la communion spirituelle, culturelle et morale et, par conséquent aussi, de l'unité pure et simple du peuple ; le sentiment de l'Etat est le sentiment non seulement de cette unité, mais encore et surtout de la subordination et de l'obéissance de l'individu à cette unité. Alors que l'Etat peut se passer de tout élément d'unité racial ou spirituel, la Nation n'existe, elle, que par ces éléments, elle ne peut pas être comme entité juridique, elle peut même vivre sans l'Etat qui parfois aussi la comprime et la contraint ; tel est l'exemple de l'Italie avant l'Unité.

Mais il est bien évident que ces deux concepts, qui sont logiquement, juridiquement et parfois en fait très distincts, peuvent aussi se conjuguer de façon fructueuse. La conscience d'une origine commune, d'une même histoire et d'un même destin spirituel aide toujours un peuple à maintenir sa cohésion et son unité. « *Nous voulons, a dit le Duce, unifier la Nation et l'Etat souverain qui est au-dessus de tous et peut-être contre tous, parce qu'il représente la continuité morale de la Nation dans l'histoire. Sans l'Etat, il n'y a pas de vraie Nation ; il y a seulement des agrégats humains, susceptibles de toutes les désintégrations que l'histoire peut leur infliger* »¹.

Cependant le sentiment de l'Etat n'est éprouvé que par l'individu qui a appris à vivre socialement en accédant aux différentes communautés morales, les unes après les autres : la famille d'abord, puis la commune, l'association professionnelle, etc...

C'est en grande partie au non respect de cette règle

1. Discours du Duce au Conseil National du Parti Fasciste, 8 août 1924, publié dans *La nuova politica dell'Italia*, Milan, 1928, p. 319.

qu'est due la soi-disant faillite des Etats libéraux : « *Comment passer d'un coup et pour ainsi dire par génération spontanée — en méconnaissant le principe aristotélique que l'homme est par nature un être sociable et qu'en dehors de la société il n'est qu'une brute —, de la vie purement individuelle à la vie statale, par dessus tous les échelons intermédiaires de la sociabilité à travers lesquels s'effectuent l'éducation et la socialisation progressives de l'homme ?* »¹.

L'Etat libéral n'est qu'une construction théorique à laquelle ne correspond aucune réalité tangible, et l'individu, tel que le conçoit la philosophie politico-juridique individualiste, n'a pas davantage d'existence réelle : les rapports entre cet Etat « aériforme » et cet individu imaginaire ne peuvent donc être qu'une absurdité.

« *L'Etat libéral est un masque derrière lequel il n'y a aucun visage, c'est un échafaudage derrière lequel il n'y a rien, aucun édifice* »².

« Pour être trop, l'Etat ne fut rien ; pour être trop haut et pour avoir perdu contact avec les masses et la société, l'Etat a disparu des horizons humains, d'où la gravité de la crise, non seulement sociale et politique, mais aussi historique dans laquelle nous vivons depuis tant d'années »³.

Pour Panunzio — et il se fait ici la voix du Fascisme lui-même — le sentiment de l'Etat est dans le monde politique le corollaire du sentiment du sublime, analysé par Kant, dans le monde de l'art ; il y a, d'après lui, trois formes du sublime : le sublime de l'art, l'« extension et le mouvement » ; le sublime de la morale, le devoir ; le sublime de la politique, le sentiment de l'Etat⁴.

1. S. Panunzio, *op. cit.*, p. 54.

2. Discours du Duce à la Squadra Fascista, cité par Domenico Russo, dans *Mussolini et le Fascisme*, Paris, 1923.

3. S. Panunzio, *op. cit.*, p. 56.

4. *Ibid.*, p. 105.

CHAPITRE III

LA PRIMAUTÉ DE L'ÉTAT

D'où vient la primauté reconnue à l'Etat par le Fascisme ? Explication sociologique, explication mystique.

La réalité de l'existence de l'Etat n'explique pas comment et pourquoi le Fascisme lui accorde une telle primauté par rapport à l'individu. C'est par une explication d'ordre sociologique qu'il faut résoudre ce problème.

D'après M. Prélot¹, la conception fasciste de l'Etat ne serait qu'une réplique restreinte du sociologisme.

« Les sociétés, en effet, d'après la Sociologie, ne sont pas des associations de parties librement unies ; elles ne sont pas davantage des collections d'individus, groupés par des influences géographiques ou historiques, des entités, elles sont des organismes, au sens exact et complet du mot, des organismes sujets de phénomènes vitaux... Non seulement la société est une personnalité vivante, distincte et indépendante de ses membres, mais de plus elle a seule à vrai dire une existence propre. Se confondant avec l'espèce, elle absorbe l'individu qui n'est par rapport à elle qu'une fonction, l'organe d'un organisme... »². Ainsi, d'après les doctrines sociologiques, la société seule est réelle, et les membres qui la composent ne le sont pas, c'est de la société elle-même qu'ils tiennent leur existence ; la société leur

1. M. Prélot, *L'Empire fasciste*, Paris, 1936, p. 76.

2. C. Beudant, *Le droit individuel et l'Etat*, Paris, 1891, p. 221 (cité par M. Prélot, *loc. cit.*).

donne, en même temps que la vie, la conscience, les idées, les notions scientifiques ou morales, les droits et les devoirs.

Le Fascisme restreint cependant cette théorie sur trois points principaux :

— il n'admet l'existence que d'une collectivité privilégiée ;

— selon lui, cette unique collectivité est la collectivité nationale¹ ;

— enfin il identifie la Nation et l'Etat.

Il n'est sans doute pas inutile de souligner que si le Fascisme confond Etat et Nation lorsqu'il s'agit de l'Italie, il n'en maintient pas moins entre ces deux concepts une distinction d'autant plus importante qu'il considère par ailleurs ses principes en matière statale comme susceptibles d'une application universelle.

« *S'il est vrai*, écrit S. Panunzio, — citant les paroles mêmes du Duce — *que l'Etat fasciste constitue la solution des divers problèmes communs à plusieurs peuples modernes et acquiert ainsi une portée universelle, il n'en est pas de même du sentiment national qui reste une prérogative et un privilège de quelques peuples... la Nation n'est pas une qualité formelle universalisable, mais un caractère aristocratique et particulier à certains peuples, notamment — disons-le sans vanité mais avec orgueil — au peuple italien* »².

Cette réaction violente contre l'individualisme kantien des régimes libéraux aboutit à substituer à la notion stricte et limitée de l'Etat personne juridique, celle de l'Etat puissance intégrale ; le Fascisme atteint donc le concept de l'organicisme politico-économico-moral ou organicisme intégral, alors que les doctrines précédentes n'avaient pas dépassé un organicisme uniquement juridique.

Mais ce n'est ni au nom de la réalité de l'Etat, ni par la

1. Pour le sociologisme, la société suprême est l'humanité ; le Fascisme rejette cette notion, il ne voit dans l'humanité qu'une simple réalité biologique (cf. M. Prélot, p. 78).

2. *Op. cit.*, p. 102.

démonstration sociologique de sa primauté qu'auraient pu être exigés, avec l'observation d'une morale particulière, d'origine statale, le consentement des individus à tous les sacrifices possibles¹.

Pour cela, il fallait en arriver à cette déification de l'Etat si caractéristique du régime fasciste, et à laquelle l'Italie a été amenée, en partie sous l'influence des doctrines soréliennes, en partie par opportunisme politique, mais peut-être davantage encore sous l'effet d'une exaltation propre à son génie.

Nous portons en nous la conscience de cette formidable puissance qu'est l'Etat ; elle représente tout le passé, tout le présent et surtout l'avenir ; en elle, nous pouvons, nous devons mettre tous nos espoirs, tous nos efforts et notre foi la plus ardente².

C'est principalement en ce qu'il est l'élément actuel de l'avenir que l'Etat peut donner naissance à une véritable mystique, qu'il devient un mythe, au sens sorélien du mot.

« L'expérience nous prouve, lisons-nous dans les *Réflexions sur la violence*³, que des constructions d'un avenir indéterminé dans le temps peuvent avoir une grande efficacité et n'avoir que bien peu d'inconvénients, lorsqu'elles sont d'une certaine nature ; cela a lieu quand il s'agit de mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances

1. Cf. A. Turati, discours du 28 déc. 1926, publié dans *Una rivoluzione e un capo*, Rome, 1927, p. 49 : « Camarades, sachez donc vivre aujourd'hui un peu mieux qu'hier. Pensez que le chef, le Duce, se débat dans le travail quotidien, et se tourmente à chaque heure et à chaque instant ; qu'il vit et fait vivre par le noble battement de son grand cœur cette magnifique et printanière Patrie », et p. 45 : « Je vous entends, Camarades, dire de grandes paroles, je vous entends formuler des serments solennels : mourir s'il le faut, tuer s'il le faut, demain. Oui, cela est bien vrai : mourir et tuer, nous sommes tous prêts ».

2. Cf. B. Mussolini, Discours de Vercelli, 28 sept. 1925, dans *Scritti e discorsi*, t. V, p. 137 : « Recueillons-nous en une seule pensée, en une seule foi, en notre foi que nous devons servir avec une intransigeance absolue, car les fois qui naissent doivent être forcément intransigeantes et intolérantes ».

3. Paris, 1907 (2^e éd.), p. 164-165.

qui viennent se présenter à l'esprit avec l'insistance d'instincts dans toutes les circonstances de la vie, et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaine sur lesquels se fonde la réforme de la volonté... *Il faut juger les mythes comme des moyens d'agir sur le présent* ».

Nous n'insisterons pas davantage sur cette conception mythique de l'Etat fasciste, déjà admirablement étudiée par M. Prélot¹.

Le Fascisme est donc présenté par ses adeptes comme le système politique le plus harmonieux et le plus conforme aux exigences de la vie moderne ; le libéralisme, le démocratisme et le socialisme ont le vice commun de ne pas tenir compte de la nature organique de l'Etat, le libéralisme, quand il oppose à l'Etat l'individu, le démocratisme, quand il oppose à l'Etat la masse informe du demos, le socialisme, quand il oppose à l'Etat le prolétariat, substituant ainsi à la domination des anciennes classes celle d'une nouvelle.

C'est ainsi, et seulement dans ce sens, que le Fascisme se considère comme anti-libéral, anti-démocratique, anti-

1. *Op. cit.*, p. 86 et suiv. Citons, à titre documentaire, quelques phrases mussoliniennes qui soulignent la profonde évolution du Duce en la matière. « Nous appuyons tout ce qui élève l'individu, tout ce qui lui donne plus de liberté, plus de bien-être, plus de vie ; nous combattons tout ce qui le diminue » (Discours de 1920). Au lendemain d'une manifestation socialiste en faveur de la Russie soviétique, Mussolini se proclame fier d'être conservateur, parce qu'« il y a quelque chose à conserver dans les vieilles civilisations occidentales : l'individu, sa liberté, celle de l'esprit qui ne peut pas vivre de pain seulement et qui ne peut pas plus être écrasé par les dictateurs de la caserne léniniste qu'il ne le fut par les caporaux de la caserne prussienne ». Citons encore : « La lutte principale du Fascisme doit être dirigée contre l'Etat qui, avec sa formidable machine bureaucratique, donne une sensation d'étouffement... L'Etat moloch aux faces épouvantables qui voit tout, fait tout, ruine tout.... L'Etat est une machine effrayante qui avale les hommes vivants et les rejette morts comme des chiffres... A bas l'Etat sous toutes ses formes et dans toutes ses incarnations... ». Dans son premier discours à la Chambre des Députés, le Duce s'exprime ainsi : « Il faut réduire l'Etat à une simple expression purement juridique et politique. Le but de l'Etat, c'est de nous donner une police qui protège les honnêtes gens contre les fripons, une justice bien organisée, une armée prête à toute éventualité, une politique étrangère d'accord avec les nécessités nationales. Tout le reste, et je n'exclus même pas l'école secondaire, doit rentrer dans l'activité privée de l'individu » (Cité par E. Reale, *L'Italie*, Paris, 1934, chap. III).

socialiste ; il estime s'être assimilé la part de vérité contenue dans ces doctrines et en avoir éliminé les erreurs et les anachronismes¹. De la sorte, l'État fasciste est *libéral*, mais il dépasse le libéralisme, puisqu'il concède la liberté aux citoyens, mais peut la réfréner en cas d'abus². L'Etat fasciste est *démocratique*, mais il dépasse le démocratisme puisqu'il fait participer le peuple à la vie de l'Etat, mais ne consent pas à ce que les problèmes les plus vitaux pour l'Etat soient confiés à ceux qui sont incapables de les affronter et de les résoudre. Enfin, l'Etat fasciste est *socialiste*, mais il dépasse le socialisme, puisqu'il réalise la justice entre les classes, mais ne permet pas que cette justice s'exerce avec le choc brutal des forces sociales déchaînées³.

1. Cf. Brunetti, *La moderna scienza del diritto e l'idea fascista*, dans *Educazione politica*, 1925, p. 153.

2. « La différence entre l'Etat libéral et l'Etat fasciste consiste encore en ceci, que l'Etat fasciste non seulement se défend, mais attaque » (B. Mussolini, *La nuova politica estera*, 16 février 1923, dans *Scritti e discorsi*, t. III, p. 60).

3. Cf. A. Rocco, *La trasformazione dello Stato*, dans *Politica*, LXXV, p. 38.

CHAPITRE IV

LA NOTION DE LIBERTÉ

Qu'est-ce que la liberté ? Définition du Doyen Beudant ; définition de S. Trentin : il accuse le Fascisme de la suppression complète des libertés ; définition fasciste de la liberté ; le Fascisme prétend non seulement la respecter, mais l'accroître.

Nous en arrivons à la conséquence la plus importante de cette primauté de l'Etat au détriment de l'extension de la personnalité individuelle, la restriction des libertés.

Mais d'abord, qu'est-ce que la liberté ?

« La liberté philosophique consiste dans l'exercice de la volonté ; elle n'est que le libre arbitre ou faculté qu'a l'esprit de se déterminer en n'obéissant qu'à lui. Elle est individuelle et interne ; l'homme l'a par lui-même et à l'état normal ; il dépend toujours de lui de l'avoir et de l'avoir complète ; elle n'est pas un but, car elle consiste en définitive dans la faculté de choisir, elle n'est que le moyen d'arriver au vrai et au bien.

La liberté civile n'est plus dans la seule volonté, elle est dans les actes extérieurs et elle rentre par là dans le domaine du droit positif. C'est la faculté d'exercer sa volonté en agissant ou n'agissant pas. Elle n'est plus individuelle et interne, mais sociale puisqu'elle concerne et intéresse l'homme dans ses rapports avec ses semblables ; elle devient, car elle représente ce que l'Etat a mission d'assurer à l'homme, le but de la société civile et l'objet du droit, *elle consiste à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir*

*et à n'être pas contraint à faire ce que l'on ne doit pas vouloir »*¹.

En définissant ainsi la liberté, Montesquieu admet, avec Locke, la préexistence de la morale aux conventions humaines et le caractère impératif de ses prescriptions, mais l'homme devant être le seul juge de ce que la morale lui commande puisqu'il est responsable et que, sans détermination volontaire et libre, il n'y a pas de moralité dans les actes, la liberté civile devient, en définitive, dans l'ordre pratique, le droit pour chacun d'user de ses facultés dans leurs diverses applications, de les employer à sa guise, à la recherche du vrai, du bien, de l'utile ou de l'agréable, sous réserve toutefois de respecter le même droit chez les autres. Et comme dans toute société organisée les sacrifices imposés à l'indépendance individuelle pour assurer l'égalité des libertés, autrement dit la sûreté commune, doivent être tracés par la loi, sous peine d'arbitraire, la liberté de fait ou légale ne peut plus être que le droit de faire ce que les lois permettent.

Montesquieu reprend à ce propos l'idée exprimée déjà par Pufendorf : « il faut se mettre dans l'esprit, dit-il, ce que c'est que l'indépendance et ce que c'est que la liberté. *La liberté est le droit de faire ce que les lois permettent, et, si un citoyen pouvait faire ce qu'elles défendent, il n'aurait plus de liberté, parce que les autres auraient tout de même ce pouvoir* ».

Cicéron s'était déjà fait l'interprète d'une pensée semblable : « *Omnes legum servi sumus, ut liberi esse possimus* ».

Philosophiquement, la liberté n'a de limite que dans les prescriptions de la morale ; civilement, c'est-à-dire dans l'état social, elle s'arrête là où elle empièterait sur celle d'autrui ; légalement, dans une société organisée, elle n'existe que dans les cadres tracés par la loi.

Très différente est la liberté politique ; elle l'est par l'origine, par le caractère et par l'objet. Elle consiste dans

1. Montesquieu, *Esprit des Lois*, XI, 6.

« cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que chacun a de sa sûreté »¹. Un pays est libre au point de vue politique quand nul n'y abuse du pouvoir, ou plus exactement quand tout le monde sent que nul n'en abusera, soit contre la liberté civile en interdisant à l'homme ce qu'il doit vouloir ou en le contraignant à faire ce qu'il ne doit pas vouloir, soit contre la liberté légale, en méconnaissant la loi.

Les droits civils, dont la jouissance constitue la liberté civile, consistent dans les facultés que l'homme trouve en lui-même, qu'il tient des besoins de sa nature et des aspirations de son être ; les droits politiques, dont la jouissance constitue la liberté politique, consistent dans l'action exercée sur le gouvernement à titre de garantie par l'opinion et par le suffrage, dans la participation sous des formes diverses à l'exercice du pouvoir².

Les restrictions considérables apportées par la législation fasciste à la liberté individuelle ont naturellement suscité une violente opposition. L'un des plus notoires anti-fascistes, S. Trentin, s'exprime en ces termes :

« Partant d'un point de vue général, le droit de liberté peut se définir comme un droit qui a pour objet la défense de l'autonomie de son propre titulaire, et par conséquence indirecte, l'écartement de tous les obstacles qui entravent la poursuite efficace des buts à l'égard desquels se révèle dans la plénitude de ses formes et de ses aspects l'institution de la personnalité juridique »³.

« Le régime fasciste, étant donnée son origine, ne peut jamais et à aucun prix, malgré son *agnosticisme* doctrinaire, se concilier avec la liberté. Issu d'un coup de main heureux, il était fatal qu'il reprît l'expérience de tous les autres régimes à ordonnancement oligarchique, dont les institutions ne peuvent avoir d'autre fin que celle de conso-

1. Montesquieu, *ibid.* — Voir aussi, LXII, chap. 1 et 2.

2. Cf. Ch. Beudant, *Le droit individuel et l'Etat*, Paris, 1891, p. 121.

3. S. Trentin, *Les transformations du droit public italien*, Paris, 1929, p. 124.

lider, au profit et au service des dominateurs occasionnels, le monopole de la force matérielle, source unique de tout pouvoir de commandement. En face de lui, dès le début, le citoyen, avec sa personnalité, avec ses droits, avec ses fonctions, s'était symboliquement dressé en antagoniste, de sorte que l'opposition entre eux parut bien vite irréductible. Pour la trancher, il ne pouvait y avoir qu'un moyen : remettre en honneur, en la déguisant adroitement, la mission providentielle de la Monarchie de droit divin ; placer l'Etat au rang d'idole, après l'avoir identifié avec le régime. Ainsi l'individu mortel pouvait être submergé dans la nation immortelle et son énergie particulière pouvait se confondre comme un élément indissociable dans l'énergie collective »¹.

« Pour avoir raison de la liberté, il fallait la renier en bloc, il fallait empêcher qu'elle ne se réclamât de quel titre, il fallait détruire tous les repaires où elle aurait pu se retrancher et prolonger la résistance. Partant, il était fatal que le Fascisme fût amené tout de suite, dès qu'il put disposer en pleine indépendance de tous les pouvoirs de contrainte de l'Etat, à réformer, à transformer radicalement le statut juridique que le législateur italien, en conformité avec les principes généraux énoncés dans la Charte Albertine, avait élaboré patiemment dans le but d'offrir une assise inébranlable aux droits de l'homme et du citoyen. En réalité, on peut même dire que tout le programme du Fascisme s'est toujours résumé en une déclaration de guerre contre l'individu, en qui il n'avait pas manqué dès la première heure de découvrir un adversaire irréductible. C'est justement en exécution de ce programme qu'en janvier 1925 il déclencha cette offensive insensée contre toutes les prérogatives essentielles par où s'exprime la dignité primordiale de la personne humaine, offensive qui se poursuit depuis lors implacable et sans arrêt »².

1. *Ibid.*, p. 377.

2. S. Trentin, *Antidémocratie*, Paris, 1930, IV, 1.

Mais Trentin et les autres adversaires du régime sont méprisés par les Fascistes, comme « des gens qui n'ont rien compris et rien appris de la terrible leçon des événements »¹.

La vérité est que « *l'existence objective de la liberté est incluse dans la notion de l'Etat ; elle ne peut être autre chose que responsabilité*, cette responsabilité que doit ressentir le gouvernement dans tout régime, mais surtout dans un régime de liberté. Il n'y a donc pas d'opposition entre la liberté et la puissance de l'Etat, car la liberté doit exister et se développer pour fortifier l'Etat, système dans lequel la loi doit garantir le droit. La liberté s'institue par la loi, elle réside dans la toute puissance de l'Etat qui instaure et défend, comme instance suprême, et la légalité et la liberté »².

Formellement le Fascisme reconnaît et fortifie la liberté individuelle, car il préconise l'existence de deux conceptions de la liberté ; d'une part, « la liberté abstraite de l'individualisme, qui conduit logiquement à l'anarchie ; d'autre part, la liberté concrète qui est l'Etat lui-même ; dans la première, l'individu se dresse contre l'Etat ; dans l'autre, il est l'Etat, il reconnaît en soi-même la valeur de l'Etat, il identifie sa volonté avec la volonté commune en s'efforçant de se dépouiller de tout égoïsme, de tout particularisme, pour susciter en soi une volonté de caractère universel ; sa volonté peut et doit être la loi de tous »³.

« Si la liberté doit être l'attribut de l'homme réel et non du fantoche auquel pensait le libéralisme individualiste, le Fascisme est pour la liberté, il est pour la seule liberté qui puisse être chose sérieuse, *la liberté de l'Etat et de l'individu dans l'Etat* »⁴.

Du reste, le Fascisme ne prétend pas seulement recon-

1. M. Rocca, *Le fascisme et l'antifascisme en Italie*, Paris, 1930, p. 138.

2. Cf. Henri Goy, *La politique scolaire de la nouvelle Italie*, Paris, 1926 (thèse de lettres).

3. G. Gentile, Discours au Conseil supérieur, cité par H. Goy, *op. cit.*

4. B. Mussolini, *Le Fascisme, doctrine, institutions*, dans *Scritti e discorsi*, t. VIII, p. 19.

naître la liberté individuelle, mais encore l'accroître. « Dans notre Etat, dit le Duce à Ludwig au cours d'une interview ¹, la liberté ne manque pas à l'individu. Il la possède davantage que l'homme isolé : puisque l'Etat le protège, il est une partie de l'Etat ».

D'autre part, comme toutes les notions humaines, la conception de la liberté ne peut pas être absolue ; elle change avec les moments : par exemple, il y a une liberté en temps de paix qui n'est pas la liberté en temps de guerre ; il y a une liberté en temps de prospérité différente de celle des époques de misère. Quoiqu'il en soit, le Fascisme, au stade actuel de son évolution, conçoit la liberté non comme un droit, mais comme un *devoir*, non comme un cadeau, mais comme une *conquête*, non comme une égalité, mais comme un *privilège* ².

La législation relative aux libertés individuelles est tout entière fondée sur le grand principe de l'absorption de l'individu par l'Etat. « *La liberté individuelle n'est pas un droit inné, supérieur à l'Etat, droit susceptible de s'affirmer contre les intérêts mêmes de l'Etat, c'est seulement une concession de l'Etat, faite dans l'intérêt de l'Etat et dans celui du développement normal de la vie individuelle, considéré comme condition essentielle du développement social* » ³.

En droit positif, si les principales libertés individuelles — liberté personnelle, religieuse, d'enseignement, de réunion et d'association, liberté de la presse et du travail — sont respectées au moins théoriquement, en fait elles sont fortement restreintes et nous le verrons bientôt en passant à l'étude pratique de la question, dès qu'elles cessent de concourir au bien de l'Etat, pour n'avoir plus qu'une utilité strictement individuelle.

1. E. Ludwig, *Entretiens avec Mussolini*, trad. franç. de R. Henry, Paris, 1932, p. 129.

2. Cf. le discours prononcé par le Duce au cinquième anniversaire de la fondation des faisceaux, 1924, dans *Scritti e discorsi*, t. IV, p. 77-78.

3. B. Mussolini, cité par S. Trentin, *Antidémocratie*, Paris, 1930, VI, 1.

Toute infraction à la législation restrictive des libertés est réprimée de façon extrêmement sévère ; la liberté constitue l'objet rêvé pour l'application de la formule mussolinienne : « *Qu'est-ce que l'Etat ? C'est le gendarme. Tous vos codes, toutes vos doctrines et toutes vos lois sont nulles, si, à un moment donné, le gendarme avec sa force physique ne fait pas sentir le poids indestructible des lois* »¹.

1. B. Mussolini, *La réforme électorale*, Rome, 15 juillet 1923, dans *Scritti e discorsi*, t. III, p. 198.

TITRE II

Le régime juridique des libertés

CHAPITRE PREMIER

LA LIBERTÉ PHYSIQUE

« ... Nous ne pouvons pas promettre l'arbre de la liberté à toutes les places publiques, nous ne pouvons pas donner la liberté à ceux qui en profiteraient pour nous assassiner. C'est la stupidité de l'Etat libéral, il donne la liberté à tous, même à ceux qui s'en servent pour l'abattre ».

(B. Mussolini, Discours de Milan, du 4 octobre 1922, dans *Scritti e discorsi*, t. II, p. 333).

Bref aperçu de la législation pré-fasciste, son caractère libéral. La législation fasciste, les restrictions qu'elle apporte à la liberté physique : l'institution d'un tribunal spécial, la loi de sûreté publique, la réglementation de l'émigration, la perte de la nationalité, l'admonition, le « *confino di polizia* », les crimes internationaux, l'état de guerre. Les mesures anti-sémitiques.

Le législateur pré-fasciste conférait à la liberté physique — ou liberté individuelle d'aller et venir — de sérieuses garanties.

L'article 26 du Statut¹ proclamait que « nul ne peut être emprisonné ou traduit en justice que dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle détermine » ; de son côté, le Code de procédure pénale déclarait que « les agents de la force publique doivent conduire l'inculpé devant le juge immédiatement après son arrestation ou, au plus tard, dans les vingt-quatre heures ; le juge doit l'interroger aussitôt et signer ou non un ordre de réclusion préventive »² ; le Code pénal prévoyait une peine de trois mois à sept ans de prison pour l'officier public qui, abusant de ses fonctions ou agissant hors des conditions et sans les formalités prévues par la loi, aurait privé un individu quelconque de sa liberté personnelle³.

Cependant des abus s'étaient glissés dans l'application pratique de ces règles et y restaient tenacement enracinés ; ils consistaient d'abord en ce que les agents de la police judiciaire, par une interprétation extensive et arbitraire du Code de procédure, s'arrogeaient toujours le droit d'interroger le prévenu et les témoins alors que la loi ne le leur conférait qu'en cas de flagrant délit ou de nécessité absolue. Pour procéder à cette enquête, ils gardaient le prévenu plus ou moins longtemps avant de l'amener à l'autorité judiciaire. D'autre part, selon la loi de sûreté publique, le préfet pouvait, en cas d'urgence, prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ce qui donnait lieu à de multiples abus⁴.

Toutefois, une sérieuse garantie à la liberté individuelle d'aller et de venir était constituée par l'article 71 du Statut déclarant qu' « *il ne peut pas être créé de tribunaux ou de commissions extraordinaires* ».

Cette clause parut trop libérale au régime fasciste et fut

1. On appelle aussi Statut, la Charte Albertine du 4 mars 1848.

2. Art. 304, 306, 307, 308.

3. Art. 147.

4. Les élections notamment servaient de prétexte à plus d'un « emprisonnement de police » (*fermo*) absolument arbitraire.

naturellement répudiée dès le début. D'où l'institution d'un tribunal spécial pour la défense de l'Etat appelé à connaître des crimes politiques.

LE TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA DÉFENSE DE L'ÉTAT

Il fut institué par la loi du 15 novembre 1926¹ pour une durée de cinq années, puis prorogé avant même son échéance par la loi du 4 juin 1931 (loi n° 674) pour une nouvelle période de cinq années, jusqu'au 31 décembre 1936, date à laquelle il reçut une seconde prolongation.

Ce tribunal, présidé par un général de l'armée régulière ou de la milice fasciste, est composé de cinq juges nommés par le chef du gouvernement parmi les officiers de la milice.

Il est compétent en matière de crimes politiques. Un procureur général et des juges d'instruction désignés par un décret du chef du gouvernement pourvoient à l'instruction du procès, instruction pendant laquelle la défense n'est pas admise ; « l'arrestation de l'accusé est ordonnée pour tout procès qui relève du tribunal spécial, et la liberté provisoire ne peut pas être accordée ; il n'y a pas de limite à l'arrestation préventive ; l'accusé peut choisir son défenseur, mais le président du tribunal a le droit d'exclure les avocats civils et d'assigner d'office un défenseur militaire ; en tous cas, il a la faculté de limiter ou de retirer la parole au défenseur et même de le faire arrêter. Les débats sont publics, mais le président peut ordonner qu'ils se déroulent à huis-clos.

« Contre les arrêts du tribunal spécial, il n'y a aucun appel, aucun autre moyen de recours que la revision. La condamnation à mort doit être exécutée dans les vingt-quatre heures ; en aucun cas, on n'a exercé le droit de grâce dans les sentences à mort prononcées par le tribunal spécial »².

1. N° 2008 (2287).

2. E. Reale, *L'Italie*, Paris, 1934, p. 85.

D'après les statistiques officielles, le tribunal a rendu de février 1927 à juin 1932 : neuf condamnations à mort, deux cent cinquante condamnations à des peines supérieures à dix ans de réclusion, mille trois cent quatre vingt onze condamnations à des peines inférieures à dix ans de réclusion, soit un total de plus de dix mille années de prison ¹.

LA LOI DE SURETÉ PUBLIQUE

C'est surtout la loi de sûreté publique du 6 novembre 1926 ² qui a apporté des limites étroites à la liberté personnelle à l'intérieur du royaume, en exigeant d'abord la possession d'une carte d'identité sans laquelle tout hébergement dans les hôtels, pensions, cliniques, etc... est impossible ³, et en conférant à la police le droit d'expulser quiconque en est dépourvu ⁴, en n'admettant, d'autre part, aucun recours contre les fonctionnaires du pouvoir exécutif qui en refuseraient la délivrance ⁵.

En matière de perquisitions et de visites domiciliaires, non seulement l'autorité judiciaire, mais encore l'autorité de police a des pouvoirs très étendus, qui seraient, d'après certains auteurs, doublés de l'espionnage qu'elle ferait

1. Cf. Reale, *loc. cit.* ; cf. aussi l'article, *Tribunaux du régime*, dans la revue *Libertà*, cité par S. Trentin, *L'aventure italienne*, Paris, 1928, p. 130 ; et encore ce qu'écrit F.F. Nitti (*Nos prisons*, Paris, 1930, p. 143) : « Le tribunal spécial pour la défense de l'Etat est une machine distributrice de siècles de prison... Des milliers d'innocents, condamnés à des peines énormes, sont aujourd'hui dans les prisons italiennes ; leur faute ? avoir répandu ou seulement lu un manifeste anti-fasciste, avoir prononcé une phrase considérée comme subversive, avoir propagé des idées hostiles au Fascisme ; la simple déclaration d'une foi politique différente de celle qui domine, si elle est faite en public, conduit au tribunal spécial, parce qu'elle est considérée comme de la propagande... » Sur les violences subies par les déportés, voir ce même ouvrage, p. 55 à 60, 127, 146, 202, 219, 331, 332. (L'auteur en est le petit-neveu de l'ancien président du conseil Nitti, déporté lui-même aux îles ; il raconte de façon poignante, qui rappelle la manière de Dostoïewski dans *Maisons des morts*, son séjour là-bas et sa fuite).

2. N° 1848 (2152).

3. Art. 157.

4. Art. 158.

5. Art. 159.

exercer par les concierges, les domestiques, etc... Mais cette affirmation nous semble exagérée : en tout cas, nous n'avons jamais eu à nous plaindre personnellement de telles ingérences.

L'ÉMIGRATION

Le législateur fasciste a très strictement contingenté l'émigration de façon à « contraindre les Italiens à rester sur le sol de la mère patrie pour y développer leur activité économique et civile »¹.

Quiconque, sans être muni de passeport ou d'un document ayant la même valeur en vertu d'accords internationaux, s'expatrie ou essaie de s'expatrier, est puni, si le fait est déterminé par des motifs d'ordre politique, d'une détention qui ne peut être inférieure à trois ans et d'une amende d'au moins vingt mille liras². Ceux qui ont, d'une façon quelconque, coopéré à la préparation ou à l'exécution du crime, sont passibles des mêmes peines³.

De plus, conformément aux principes exposés par le décret du 28 juillet 1928, le travail des Italiens est considéré comme nécessaire « à la grandeur et à la prospérité de la patrie. Partant, *l'émigration est regardée comme un accident limité et transitoire et non comme une fonction normale du peuple italien* » ; l'émigration permanente est rigoureusement interdite, et l'émigration temporaire, si elle est forcément autorisée pour ne pas violer les engagements internationaux, reçoit de nombreuses restrictions.

1. A. Torre, Rapport à la Chambre des députés au nom de la Commission parlementaire des Affaires Etrangères sur le budget de 1928-1929, cité par S. Trentin, *Les transformations récentes du droit public italien*, Paris, 1929, p. 399.

2. Loi de sûreté publique du 18 juin 1931, n° 773 (669), art. 157 à 163 (cette loi s'est substituée au texte unique du 6 novembre 1926, art. 158, 160 à 165).

3. Comme l'autorité de police n'est astreinte par aucune obligation légale à la délivrance des passeports, on conçoit l'arbitraire qui peut régner en la matière ; cf. F.L. Ferrari, *Le régime fasciste italien*, Paris, 1928, chap. V.

Les Italiens ne peuvent signer de contrat de travail à l'étranger pour une période supérieure à trois ans (donc leur sont impraticables les baux de six à neuf ans d'usage courant dans les fermes de France, dits baux à retardement).

Les Italiens résidant à l'étranger lors de la promulgation du décret ne purent pas faire renouveler leurs passeports pour plus de trois ans.

Ces mesures sont évidemment assez peu conformes à la convention franco-italienne du 30 septembre 1919 ; l'émigration totale qui y était prévue est remplacée par une émigration non seulement temporaire, mais réservée en fait aux purs fascistes.

Pour terminer ce chapitre, citons l'exemple célèbre de Filippo Turati, l'ancien leader du parti socialiste, qui se réfugia en France ; il fut jugé coupable du crime d'expatriation clandestine ; ceux qui avaient aidé à sa fuite furent arrêtés et condamnés comme complices ; le procès intenté contre eux s'illustra de la belle déposition de l'inculpé Parri, professeur, commandant de réserve et décoré de la grande guerre, qui conclut par ces mots : « Monsieur le juge, la loi de la faction, en nous frappant, nous honore ».

LA PERTE DE LA NATIONALITÉ

Il semble légitime d'admettre qu'« il appartient à chaque souveraineté de déterminer et de fixer les modes d'acquisition et de recouvrement de la nationalité, sous la condition de respecter la liberté personnelle et la faculté de chacun de choisir librement la communauté politique dont il entend faire partie »¹. Cependant, par la loi du 10 janvier 1926², l'acte d'octroi de la nationalité peut être révoqué par le préfet si le citoyen s'est montré dans sa conduite indigne des droits qui lui avaient été reconnus.

1. P. Fiore, *Le droit international codifié*, Turin, 1899, art. 377, 378, 388.

2. N° 16 (18).

Outre les cas énumérés dans l'article 8 de la loi du 13 juin 1912 (c'est-à-dire perte de la nationalité par renonciation expresse ou tacite), est désormais déchu de sa nationalité le citoyen qui commet ou contribue à commettre en pays étranger un fait susceptible de troubler l'ordre public du royaume ou de nature à nuire aux intérêts, au bon renom, au prestige de l'Italie à l'étranger, et cela, même si le fait en question ne tombe pas sous le coup de la loi pénale. La perte de la nationalité est prononcée par un décret royal sur la proposition du Ministre de l'Intérieur d'accord avec le Ministre des Affaires Etrangères, après avoir entendu l'avis d'une commission composée d'un conseiller d'Etat, président, du Directeur général de la Sûreté publique, d'un Directeur général du Ministère des Affaires Étrangères et de deux magistrats d'appel désignés par le Ministre de la Justice.

A la perte de la nationalité peut s'ajouter, sur avis conforme de ladite commission, la mise sous séquestre et, dans les cas particulièrement graves, la confiscation des biens.

Ces mesures sont également applicables, en cas de non comparution devant le tribunal spécial, aux citoyens inculpés de répandre hors du territoire national des propos mensongers, exagérés ou tendancieux sur la situation intérieure de l'Etat, de nature à en amoindrir le crédit ou le prestige à l'étranger, ou d'avoir déployé une activité susceptible de nuire aux intérêts nationaux.

Toute attaque contre le Parti est assimilée à une attaque contre le pays, ce qui augmente considérablement le champ d'application de ces diverses sanctions et en explique mieux la rigueur d'autant plus excessive que les apatrides n'ont pas de statut juridique, qu'ils sont absolument hors la loi et à l'entière disposition de la police.

Voici du reste les propositions soumises au peuple de Rome par Alessandro Melchiori, en octobre 1926, et dont l'essentiel, adopté par le gouvernement, passa dans la loi de sûreté publique du 6 novembre suivant :

« Il faut donner la chasse aux *fuorusciti* comme à des fauves humains coupables de crimes inouis, comme aux lépreux, comme aux sans patrie ; il faut les persécuter sans pitié pour leur rendre la vie impossible partout où ils iront. Je crois donc qu'il est nécessaire d'obliger toutes les municipalités à afficher à la mairie les noms de tous les citoyens émigrés pour un motif quelconque, même professionnel, en y joignant l'adresse de leur famille résidant en Italie. Il est nécessaire encore d'obliger les familles des émigrés à dénoncer sous menace d'une grave punition, le retour de ces derniers dans la patrie. Ainsi, même le citoyen le plus neutre, s'il y en a encore, pourra contrôler leur retour clandestin et les signaler aux autorités. Le danger d'une condamnation, la crainte de représailles de la part de la population indigène contre leurs familles, détermineront peut-être ces fils bâtards à se désister de toute action ultérieure »¹.

L'ADMONITION

D'après les articles 166 et 167 de la loi de sûreté publique du 6 novembre 1926, repris par la loi du 18 juin 1931 dans ses articles 164 à 176, toute une catégorie de citoyens est soumise à un régime de surveillance particulièrement stricte.

Il s'agit des « oisifs, vagabonds habituels sans moyens de subsistance ou suspects de vivre du produit d'actes délictueux, et des personnes désignées par la voix publique comme dangereuses socialement ou politiquement » ; il s'agit également de celles que la loi mentionne sous le nom de *diffamate* et qui sont accusées par la voix publique :

1. de délits contre la personnalité de l'Etat ou contre l'ordre public, et de menaces, violences ou résistance aux autorités publiques ;
2. de commerce clandestin ou frauduleux des stupéfiants ;
3. de fabrication ou de mise en circulation de fausse monnaie ;

1. S. Trentin, *L'aventure italienne*, Paris, 1928, p. 132.

4. d'instigation à la prostitution, traite des blanches ou des mineurs ;

5. de délits contre l'hygiène et la santé publique¹ ;

6. d'homicide, incendie volontaire, coups et blessures ;

7. de vol, enlèvement, séquestration de personnes ayant pour but le vol, tromperie des incapables, usure ;

8. d'abus de stupéfiants, quand un procès intenté en raison de ce délit aboutit à un acquittement pour insuffisance de preuves.

Les individus suspects sont ainsi soumis à un régime spécial, qui s'appelle l'admonition.

L'admonition débute par un rapport écrit et motivé du questeur au préfet lui dénonçant les vagabonds habituels aptes au travail mais dépourvus de moyens de subsistance avouables, et les personnes désignées par la voix publique comme dangereuses pour la société ou pour l'organisation politique de l'Etat.

L'admonition a une durée de deux ans ; elle est prononcée par une commission provinciale, composée du préfet, du procureur du roi, du questeur, du commandant des carabiniers du roi de la province et d'un officier de la milice volontaire pour la sûreté nationale désigné par le commandant de la zone intéressée. Cette commission est convoquée et présidée par le préfet.

Dans les cinq jours de la notification des noms à la commission, les individus dénoncés sont invités à présenter leur défense. L'acte de convocation devant la commission doit contenir une exposition succincte des faits sur lesquels repose la dénonciation. Le délai de comparution varie entre trois et dix jours à partir de la notification de l'acte.

Si le dénoncé ne se présente pas au jour et à l'heure indiqués, sans justifier son absence par un motif valable, la commission ordonne qu'il soit conduit devant elle par la force publique.

1. Commis par des employés de ces services.

Si l'interrogatoire du prévenu ne s'avère pas nécessaire, la commission se prononce en conséquence.

Si le prévenu se rend à l'invitation de comparution et conteste le bon fondement de la dénonciation, il est admis à exposer les preuves de sa défense. La commission décide après audience et examen de ces preuves ; mais elle a le droit aussi de se prononcer à n'importe quelle phase de la procédure, lorsqu'elle le juge bon.

L'ordonnance d'admonition peut contraindre celui qui en est l'objet à fixer de façon stable sa résidence, à la faire connaître, etc... Elle est d'autant plus sévère qu'il s'agit de personnes désignées comme dangereuses au point de vue social ou politique. Le pouvoir de la commission n'est, somme toute, pas limité à cet égard ¹.

L'admonition interdit en outre toute association avec des individus suspects, les sorties plus matinales et les rentrées plus tardives qu'une certaine heure, le port d'armes, la fréquentation habituelle des hôtels, cabarets et maisons de prostitution, la participation aux réunions publiques ².

1. « *Ella ... può imporre tutte quelle altre (prescrizioni)... necessarie, avuto riguardo alle particolari condizioni sociali e familiari dell'ammonito ed alle speciali esigenze di difesa sociale o politica* » (loi du 18 juin 1931, art. 170, correspondant à l'art. 172 de la loi de 1926).

2. Cf. ce qu'écrit sur la condition des *ammoniti* politiques, un récent évadé des files Lipari, E. Lussu (*La marche sur Rome et autres lieux*, Paris, 1935). « Ouvriers, hommes de profession libérale, hommes d'affaire, tous doivent observer rigoureusement l'horaire et les obligations qui leur sont imposées. Il s'ensuit que le métier, la profession ou les affaires en ressentent des préjudices irréparables. Un ouvrier qui a besoin de sortir très tôt pour se rendre à son travail en est empêché et il perd sa place. Un avocat, s'il est obligé d'assister à une audience qui se prolonge plus que d'ordinaire, doit confier les intérêts de son client à d'autres mains ; s'il lui faut intervenir à une procédure judiciaire qui se déroule au delà de la ligne d'octroi, il n'a pas le moyen de remplir sa tâche. Un homme d'affaires que le commerce oblige à des déplacements fréquents n'est plus en mesure de déployer la moindre activité. Ainsi tout s'en va à vau l'eau, métier, profession, affaires.

Mais ce n'est pas tout. L'atmosphère est tellement imprégnée de panique que tout mot prononcé par la police ou le faisceau local a force de loi ; qui peut oser avoir des relations d'affaires ou entretenir des liaisons intimes avec le « réprimandé » ?

Le « réprimandé » est réduit à une vie de lazaret. La loi lui défend d'approcher les suspects, c'est-à-dire tous ceux que la police qualifie d'anti-fascistes ; ses amis nouveaux, de ce fait qu'ils sont ses amis, peuvent d'un

Aucun recours n'est admis contre les décisions de la commission ; mais, soit sur les instances de l'intéressé, soit sur la proposition du questeur, ou même d'office, la commission peut, quand les raisons qui motivaient l'admonition ont cessé d'exister, modifier, interrompre ou supprimer les contraintes qu'elle comportait.

Tout contrevenant aux prescriptions de l'ordonnance d'admonition est passible d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Les effets de l'admonition partent du jour où l'ordonnance est prononcée et cessent de droit à l'échéance des deux ans, si, pendant ce délai, l'intéressé n'a commis aucun délit. Par contre, s'il a commis un délit comportant comme sanction une peine privative de la liberté, le temps imparti à l'admonition recommence à courir du jour prévu pour sa cessation.

LE « CONFINO DI POLIZIA »

Le *confino di polizia*¹ constitue une peine plus grave que l'admonition. Il consiste en l'obligation au travail dans une colonie ou dans une commune du royaume autre que celle où réside habituellement le condamné. Peuvent y être soumis :

1. les *ammoniti* ;

2. les personnes *diffamate*, c'est-à-dire désignées par la voix publique comme coupables de délits contre la personnalité de l'Etat ou contre l'ordre public et de menaces, violences, résistance aux autorités, et des délits suivants (commerce clandestin des stupéfiants, fabrication de fausse monnaie, etc...) déjà énumérés à propos de l'admonition»² ;

3. ceux qui se livrent ou ont manifesté l'intention de se livrer à une activité destinée à troubler violemment les ordonnancements politiques, économiques ou sociaux de

jour à l'autre devenir suspects eux aussi. On ne peut donc changer ses amitiés sans danger. La conclusion à laquelle on arrive est toujours la même. Ainsi la vie reste fermée dans un cercle sans issue ».

1. Voir les art. 184 à 193 de la loi de 1926 (art. 180 à 189 de la loi de 1931).

2. Les *diffamate* peuvent en effet n'encourir que l'admonition.

l'Etat, ou à faire obstacle à l'exercice des pouvoirs de l'Etat ¹.

L'assignation au *confino di polizia* fait cesser l'admonition.

C'est la commission chargée de prononcer l'admonition qui est encore compétente ici ; elle indique la durée de la peine et peut faire arrêter sur le champ l'individu qui lui est dénoncé.

Le recours est admis contre ses décisions auprès d'une commission d'appel siégeant au Ministère de l'Intérieur et composée du sous-secrétaire d'Etat à ce ministère qui la convoque et la préside, de l'avocat général près la Cour d'appel de Rome, du chef de la police, d'un officier supérieur des carabinieri du roi et d'un officier supérieur de la milice volontaire pour la sûreté nationale.

Le condamné doit s'astreindre au travail prévu pour lui par l'autorité de surveillance ² ; il est tenu de ne pas s'éloigner de sa demeure sans en avoir averti auparavant cette même autorité ; il ne peut sortir plus tôt ni rentrer plus tard que certaines heures à lui fixées ; la loi lui interdit le port d'armes et de tout instrument dangereux, la fréquentation des hôtels, cabarets, maisons publiques, etc... l'assistance aux réunions et spectacles publics. Il doit avoir une bonne conduite ne prêtant à aucun soupçon, et se présenter à jours fixes aux autorités chargées de sa surveillance ³ ; il doit encore porter sur lui une carte spéciale qu'il est tenu de montrer à toute requête des agents de la sûreté publique.

Quand le relégué manifeste de bonnes dispositions, il peut être libéré conditionnellement par le Ministre de l'Intérieur ; mais si sa conduite redevient répréhensible, le Ministre peut le renvoyer accomplir sa peine.

Le condamné au *confino di polizia* qui s'éloigne de la colo-

1. Il s'agit d'ailleurs de n'importe quelle activité susceptible de nuire aux intérêts nationaux.

2. Cf. loi de 1931, art. 185 (loi de 1926, art. 189) : « L'autorità predetta nel prescrivere al confinato di darsi a stabile lavoro, terrà conto delle necessità locali e della natura dei lavori pubblici da eseguire secondo le determinazioni delle competenti autorità ... ».

3. Ou lorsque ces autorités le font demander.

nie ou de la commune qui lui a été assignée, est passible d'un emprisonnement de trois mois à un an. Toute peine entraînant la réclusion fait cesser de droit le *confino di polizia*.

On voit quelle arme terrible constitue cette relégation contre les adversaires du régime et du parti fascistes.

LES CRIMES INTERNATIONAUX

La distinction d'une catégorie de crimes dits crimes internationaux et des pénalités qui les sanctionnent, constitue l'innovation la plus originale en la matière, sinon la plus rigoureuse en son application.

Le nouveau Code pénal¹ autorise les poursuites contre les étrangers coupables d'un crime politique, c'est-à-dire d'un crime lésant les droits ou intérêts politiques de l'Etat italien ou de l'un de ses citoyens²; ce genre de crime est qualifié de crime international.

« Citons quelques cas d'actes punissables commis par un étranger à l'étranger (par exemple, un Allemand en Allemagne, un Chinois en Chine) qui tomberont désormais sous le coup du Code pénal italien : toute insulte à Mussolini, emprisonnement de un à douze ans, et si elle est faite publiquement par la presse, emprisonnement de un à vingt quatre ans ; tout colportage de nouvelles fausses (ou prétendues telles), exagérées ou tendancieuses concernant le commerce italien dans le but de favoriser des intérêts étrangers, emprisonnement de deux à dix ans et amende de dix mille à cent mille liras... »³.

Mais gardons-nous de rien exagérer : ces principes, d'apparence si excessive, sont restés dans les sphères de la théorie pure, et nous ne connaissons aucun exemple de leur application (qui s'avèrerait d'ailleurs bien difficile).

1. Art. 6 à 9 et 246 à 315.

2. Ou d'un crime déterminé en totalité ou en partie par des raisons sociales ou politiques.

3. Extrait de la *Vöessische Zeitung*, 5 juillet 1928, n. 27.

L'ÉTAT DE GUERRE

Indiquons enfin les dispositions du titre neuf de la loi de sûreté publique de 1931, relatives à l'état de danger public et à l'état de guerre, et reprises par le Code pénal dans ses articles 246 à 270.

Quand des désordres sont à craindre, le Ministre de l'Intérieur avec l'assentiment du Chef du gouvernement, ou le préfet par délégation, peuvent déclarer par décret l'état de danger public.

Tant que dure cet état, le préfet a le droit de faire arrêter et emprisonner tous les individus qu'il jugera bon pour le maintien de l'ordre public.

En outre, lorsque la déclaration de danger public est commune à tout le territoire du royaume, le Ministre de l'Intérieur peut édicter des ordonnances relatives à l'ordre et la sûreté publics, et dérogoires aux normes en vigueur. Les contrevenants à ces ordonnances sont passibles d'un emprisonnement d'au moins un an¹.

LES MESURES ANTI-SÉMITIQUES

À cette étude sur la liberté des personnes en régime fasciste, l'évolution récente de l'Italie et son entrée, à la suite de l'Allemagne, dans la voie du racisme, nous obligent à ajouter quelques lignes relatives à la condition nouvelle qui est faite à une partie de la population, celle qui appartient à la race juive.

La campagne anti-sémitique s'est développée brusquement, sans que rien pût le faire prévoir, par de violents articles de presse² et par une série de décrets gouverne-

1. La même peine est prévue pour toute contravention aux décrets pris par les préfets comme nous l'avons vu plus haut.

2. Le journal *Il Tevere* se montre particulièrement violent contre les Israélites ; une nouvelle revue paraît, *La difesa della Razza*, fondée à Rome pour exposer et répandre la doctrine du racisme italien. L'hebdomadaire *Roma fascista*, qui est l'organe de la jeunesse universitaire, s'est mué à son tour en feuille de propagande anti-sémitique. Le 14 juillet dernier, le semi-officiel

mentaux¹ ou l'annonce de mesures à prendre ultérieurement.

Il s'agit d'abord de séparer cette race étrangère de la pure race italienne ; à cet effet, un recensement est ordonné ; effectué le 22 août dernier, non selon le principe de la religion, mais de l'origine², il aboutit à un nombre global de Juifs d'environ 85.000. Puis, à partir de 1^{er} septembre, des décrets ordonnent à tous les Juifs étrangers³ entrés en Italie après le 1^{er} janvier 1919 de quitter le territoire du royaume, de la Libye et du Dodécanèse⁴, dans les six mois, la nationalité italienne étant retirée à ceux qui l'auraient acquise depuis cette date du 1^{er} janvier 1919.

Quant aux Juifs italiens, une épuration a déjà commencé dans l'armée, la marine, l'administration, la police et la hiérarchie du parti ; les Israélites se voient écartés peu à peu du théâtre, de la presse, des arts et des professions libérales ; là où des décrets ne sont pas encore intervenus, on s'ingénie à provoquer les départs et les démissions.

Giornale d'Italia a publié, sous les auspices du Ministère de l'Education nationale, le décalogue du racisme, et annoncé l'inauguration d'un vaste programme de réformes raciales (pourant, le 5 août suivant, l'*Informazione diplomatica* confirmait que le gouvernement, même s'il établissait des distinctions entre Italiens et Israélites, n'envisageait aucune persécution).

1. Toutefois, il y eut dès le printemps des mesures dites d'opportunité politique et données verbalement : interdiction de porter à la scène et de radiodiffuser les œuvres d'auteurs juifs, défense de publier les œuvres d'auteurs juifs étrangers, et, sans autorisation spéciale, celles d'auteurs juifs italiens.

2. Ainsi un converti, né de parents juifs, est considéré comme juif. Le Grand Conseil du Fascisme du 7 octobre 1938 a précisé les conditions d'appartenance à la race hébraïque : est de race juive celui qui naît de deux parents juifs, ou d'un père juif et d'une mère étrangère. Est aussi considéré comme juif celui qui, tout en étant né d'un mariage mixte, professe la religion israélite. Par contre, n'est pas considéré comme juif celui qui est né d'un mariage mixte, du moment qu'il professe une autre religion que la religion israélite, à la date du 1^{er} octobre 1938.

3. Le Grand Conseil du Fascisme du 7 octobre 1938 a décidé toutefois que l'expulsion ne s'étendrait pas aux Juifs étrangers, âgés de plus de 65 ans, ou ayant contracté un mariage mixte italien avant le mois d'octobre 1938.

4. L'oubli de l'Afrique orientale dans cette énumération veut-il dire que le gouvernement de Rome envisagerait de diriger vers cette partie de l'Empire les Juifs expulsés de la péninsule et des possessions méditerranéennes de l'Italie ? Le Grand Conseil du Fascisme du 7 octobre 1938 n'exclut pas non plus la possibilité d'une immigration contrôlée des Juifs vers certaines parties de l'Ethiopie.

Dans l'enseignement, les instituteurs et professeurs juifs ont reçu un court délai expirant le 15 octobre, pour résigner leurs fonctions; des savants illustres ont été expulsés des différentes académies italiennes; le Ministre Bottai a demandé aux directeurs d'écoles de s'abstenir de l'usage de manuels scolaires rédigés par des auteurs juifs; les enfants et les jeunes gens israélites ne pourront être admis dans les établissements scolaires italiens¹, de quelque degré que ce soit; les étudiants juifs, en cours d'études, ne sont autorisés à rester dans les Universités que s'ils sont de nationalité italienne; s'ils sont étrangers, ils ne sont plus admis aux cours, même s'ils comptent plusieurs années d'inscription.

On imagine aisément l'état de choses créé par des mesures pareilles.

Répétons qu'il n'y avait pas trace en Italie d'anti-sémitisme d'origine populaire²; la minorité juive ne constituait qu'un pourcentage minime de la population et elle avait réussi à s'assimiler parfaitement. Le régime fasciste lui-même était demeuré fidèle aux principes libéraux de 1870, selon lesquels Victor-Emmanuel I^{er}, dès son entrée à Rome, le 20 septembre, avait reconnu les Juifs comme citoyens à l'égal de tous les autres Italiens³. Le gouvernement, comme le Parti, avait nourri avec le judaïsme, les rapports les meilleurs, trouvant dans l'élite du monde juif, des soutiens, des conseillers, et parfois les membres les plus influents de sa hiérarchie⁴. Le Duce enfin, le Duce

1. Ils devront fréquenter les écoles entretenues par les communautés religieuses juives. Le journal *Il Messaggero* vient d'annoncer que le gouvernement créerait aux frais de l'Etat, des écoles spéciales réservées à l'élément juif, et fonctionnant à côté de celles des communautés.

2. « L'Italie est le seul pays en Europe occidentale où il n'y ait pas d'anti-sémitisme » (*Judischer Lexicon*, Berlin, 1929, t. III, p. 90).

3. Sous l'ancien régime, les Juifs accédèrent aux plus hautes charges de l'Etat, sans provoquer aucune réaction d'opinion : citons le premier ministre Luzzati, le ministre des Affaires Etrangères Sonnino, le maire de Rome, E. Nathan.

4. On pourrait citer Mme Sarfatti, les Young, Suvich, le comte Volpi, l'amiral P. Moroni, etc... Rappelons encore que le Fascisme avait accordé aux Juifs,

en personne, n'avait-il pas déclaré, dans une interview retentissante accordée à Emil Ludwig¹ : « Il n'y a plus de races à l'état pur²... La race, c'est un sentiment, non une réalité... *L'anti-sémitisme n'existe pas en Italie*. Les Juifs italiens se sont toujours bien comportés comme citoyens et se sont bravement battus comme soldats... »³. Le Duce proclamait encore : « Les mariages mixtes contiennent la preuve la plus parfaite de l'égalité civile et morale des Italiens, quelle que soit leur ascendance éloignée »⁴.

Ajoutons que l'anti-sémitisme va à l'encontre des doctrines catholiques et des derniers avertissements donnés par le Pape en personne. Le 5 mai 1928, le Saint-Office avait déclaré que l'Eglise a toujours eu coutume de prier pour le peuple juif qui fut le dépositaire des promesses divines jusqu'à Jésus-Christ... L'Eglise réproouve toutes les haines et les animosités entre les peuples et condamne au plus haut point la haine contre le peuple qui autrefois fut choisi par Dieu⁵. Enfin, tous ces derniers temps, le Pape n'a

par une sorte de statut spécial, certaines franchises d'ordre spirituel leur permettant de suivre assez largement leur tradition propre (Cf. J. Fisher, *Le drame italien...*, dans *La terre retrouvée* du 15 septembre 1938, p. 5).

1. Et publiée dans ses *Entretiens avec Mussolini*, Paris, 1932.

2. Ainsi s'exprime aussi l'article *Razza*, dans la toute récente *Enciclopedia italiana*.

3. Le Duce, dans son discours de Trieste (18 septembre) vient d'ailleurs d'annoncer que les Juifs italiens qui auront des mérites militaires ou particuliers à l'égard du pays trouveront auprès du régime la plus grande compréhension et la justice. Mais il a déclaré que « l'hébraïsme mondial a été, pendant seize ans, en dépit de notre politique, un ennemi acharné pour nous » ; il prétend donc que l'Italie, dans ses persécutions contre les Juifs, n'a obéi à aucune suggestion étrangère, et que le problème racial n'a pas éclaté à l'improviste. « A la fin, a-t-il ajouté, le monde devra peut-être s'étonner plus de notre générosité que de notre rigueur, à moins que les Sémites d'au-delà des frontières et ceux de l'intérieur et surtout leurs amis inattendus et improvisés qui les défendent du haut de trop de chaires, ne nous obligent à changer radicalement de chemin ».

4. Cette interview d'Emil Ludwig est naturellement exploitée par les polémistes ; voir les articles de C. Bouglé et E. Vandervelde, dans *La Dépêche* des 15 et 21 septembre 1938. D'autres auteurs prétendent que, là comme ailleurs, le Duce a exprimé des opinions contradictoires et qu'il a eu des sentiments anti-sémites dès le début de son action fasciste : on en voit une preuve dans l'article fameux du *Popolo d'Italia* du 4 juin 1919, où il identifie déjà le bolchévisme et l'hébraïsme (cf. P. Gentizon, *Le drame d'Israël en Italie*, dans la *Revue universelle* du 15 décembre 1938, p. 704).

5. Cité par E. Vandervelde, *loc. cit.*

cessé de faire entendre les plus émouvantes protestations, non seulement au nom de l'Eglise, mais au nom de l'humanité et de la civilisation.

Il a ainsi joint la plus grande voix du siècle à toutes celles qui se sont élevées d'autre part contre ces mesures à la fois lâches, inhumaines, et qui semblent en contradiction avec ce qu'on était en droit d'attendre du Fascisme jusqu'ici ¹.

1. Le Grand Conseil du Fascisme du 7 octobre 1938 s'est occupé particulièrement de la question de la race et il a aggravé en bien des points les mesures déjà prises contre les Juifs. Au point de vue de l'état civil, il a proclamé : a) l'interdiction des mariages d'Italiens ou d'Italiennes avec des éléments appartenant aux races islamique, sémite ou à d'autres races non aryennes ; b) l'interdiction pour les fonctionnaires de l'Etat ou des institutions publiques — personnel civil et militaire — de contracter mariage avec des femmes étrangères, de quelque race que ce soit ; c) le mariage des Italiens et des Italiennes avec des étrangers, même de race aryenne, devra recevoir le consentement préalable du Ministère de l'Intérieur.

En ce qui concerne les Italiens de race juive, ils ne pourront plus désormais :

a) Etre inscrits au Parti National Fasciste ;

b) Etre possesseurs ou dirigeants d'entreprises de quelque nature que ce soit employant plus de cent personnes ; la loi du 10 novembre a spécifié en outre que les entreprises d'assurances et celles qui intéressent la défense nationale sont fermées aux Israélites ;

c) Etre possesseurs de plus de cinquante hectares de terre ; la loi du 10 novembre a précisé que les Juifs ne pourraient être propriétaires de terrains d'une valeur supérieure à cinq mille liras et de maisons imposables pour plus de vingt mille liras ;

d) Faire leur service militaire en temps de paix ou en temps de guerre.

Toutefois, le Grand Conseil a prévu que les mesures d'exception (sauf celles qui concernent l'enseignement dans les écoles de tout ordre et de tout degré et qui s'appliquent à l'ensemble des Juifs indistinctement) ne seraient pas étendues par faveur aux Israélites qui appartiennent :

a) A des familles de tués dans les quatre guerres soutenues par l'Italie au cours du siècle, c'est-à-dire la guerre libyenne, la guerre mondiale, la guerre d'Ethiopie et la guerre espagnole ;

b) A des familles de volontaires ayant participé à l'une des quatre guerres ci-dessus ;

c) A des familles de combattants ayant été décorés au cours de l'une de ces mêmes guerres ;

d) A des familles de tués pour la cause fasciste ;

e) A des familles de mutilés, invalides ou blessés pour la cause fasciste ;

f) A des familles de fascistes inscrits au parti entre 1919 et 1922 ou dans le second semestre de 1924, et à des familles de légionnaires de Fiume ;

g) A des familles ayant des mérites exceptionnels qui seront constatés par une commission spéciale.

CHAPITRE II

LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

« Puisqu'il est reconnu que la crise est le fait du système — et tout ce qui s'est passé et tout ce qui se passe le prouve — il faut aller courageusement vers la création d'un nouveau système : le nôtre, l'économie disciplinée, activée, harmonisée, en vue surtout d'une utilité collective, par les producteurs eux-mêmes, entrepreneurs, techniciens, ouvriers, par l'intermédiaire des corporations créées par l'Etat, lequel représente tout, c'est-à-dire l'autre aspect encore du phénomène, le monde de la consommation... ».

(B. Mussolini, Discours à l'Assemblée des Corporations du 10 novembre 1934).

L'originalité de la politique économique fasciste. Histoire de son évolution. La loi de 1926 sur les associations syndicales reconnues. La Charte du Travail. L'organisation corporative. Le fonctionnement du système syndicalo-corporatif. Conclusion.

L'*Ordinamento sindacale corporativo* qui est à la base de la politique économique du Fascisme, est une institution originale qui n'a pas de précédent dans la constitution des Etats. Le Duce lui-même a déclaré au Sénat en janvier 1934 : « Les origines peuvent en être retrouvées dans ce qu'on pourrait appeler la première histoire du Régime, la première réunion des faisceaux de combat qui s'est tenue à Milan, il y a quinze ans. Après la marche sur Rome, les premières

tentatives d'organisation corporative furent l'accord de *Palazzo Chigi* et le pacte de *Palazzo Vidoni* »¹.

Les institutions fascistes n'ont rien à voir avec les *collegia* de l'antiquité ni avec les corps d'arts et métiers du Moyen Age, qui sont uniquement des formations professionnelles, organes constitués pour la défense des intérêts particuliers d'une classe d'artisans ou de marchands, à qui manque le sens d'une mission nationale à accomplir dans un système totalitaire².

Rien de commun non plus avec les syndicats tels qu'ils ont été conçus dans les Etats libéraux (et en particulier dans l'Italie d'avant le Fascisme), où règne le principe de la liberté syndicale, c'est-à-dire :

a) le droit pour les particuliers d'appartenir ou de ne pas appartenir à telle ou telle association syndicale ;

b) la faculté pour les associations elles-mêmes d'accomplir les actes nécessaires à la défense des intérêts dont elles ont la charge, par exemple, grève, lock-out, boycottage, etc... C'est le droit à l'action syndicale.

La liberté étant générale, il en est résulté, dans les pays à régime social-démocratique, une anarchie sans précédent : conflits incessants et irréductibles entre les groupes opposés d'intérêts particuliers, au détriment de l'intérêt de l'Etat. C'est pourquoi le Fascisme a annoncé son programme « *d'un ordre national de l'économie*, par quoi il entend opposer à tout abus de la puissance syndicale des groupes et à toute prétention d'exercer un monopole particulier, aussi bien en ce qui concerne le capital que le travail, la loi d'une discipline unique dans l'intérêt supérieur de la production, considéré comme intérêt de l'Etat »³.

1. Cité dans les textes officiels des Cours de préparation politique, *L'ordinamento dello Stato fascista*, Rome, an. XIV, p. 117. — Sur le pacte de *Palazzo Vidoni* et l'accord de *Palazzo Chigi*, cf. G. Bortolotto, *Storia del Fascismo*, Milan, (*Manuali Hoepli*), 1938, p. 528.

2. Voir Fr. Olivier-Martin, *L'organisation corporative de la France d'ancien régime*, Paris, 1938.

3. *Op. cit.*, p. 120. Cf. encore le paragraphe II de la Charte du Travail : « Il complesso della produzione è unitario dal punto di vista nazionale, i suoi obbiettivi sono unitari e si riassumono nel benessere dei singoli e nello sviluppo della potenza nazionale ».

Mais il en est de la politique économique du Fascisme comme de toute sa doctrine en général ; elle n'a été conçue et réalisée que progressivement et empiriquement ; les principes, au lieu de devancer l'application, n'ont fait souvent que la suivre.

D'après M. Roland Pré¹, l'évolution se diviserait en quatre phases :

a) de 1919 à 1926, période d'apaisement des troubles sociaux, au cours de laquelle une doctrine nette ne se dessine pas encore ;

b) de 1926 à 1930, période syndicaliste avec la loi d'avril 1926 et l'énonciation de la Charte du Travail de 1927² ;

c) de 1930 à 1933 : en fait, le système syndicaliste de la phase précédente subsiste, mais les pouvoirs publics, sous l'inspiration mussolinienne, préparent minutieusement le régime corporatif qui n'est vraiment mis en application qu'au cours de la période suivante ;

d) la dernière phase commence par la déclaration gouvernementale du 5 décembre 1933, annonçant que l'économie nationale est désormais répartie entre vingt-deux corporations qui constituent le cadre définitif du système.

C'est une histoire intéressante que l'évolution du Fascisme de l'idée syndicale à l'idée corporative. Elle a fait l'objet d'études pénétrantes³ et il n'entre pas dans nos intentions de nous livrer à des redites sur ce sujet. Par contre, il est utile de dégager du point de vue juridique et du point de vue social le caractère de cette réforme de l'Etat et ses incidences en ce qui touche les libertés individuelles qui font l'objet de notre étude.

1. Cf. la revue *Les études sociales*, janvier-février 1938. M. Roland Pré ne se fait d'ailleurs que l'écho des historiens officiels du Fascisme ; cf. G. Bortolotto, *op. cit.*, p. 527.

2. Le 21 avril 1927.

3. Outre l'article de Roland Pré, déjà cité, voir *L'Etat corporatif en Italie* de Georges Bourgin (Paris, 1935), *L'Empire fasciste* de Marcel Prélot (Paris, 1936), *L'Italie mussolinienne* par Roger Grand (dans le recueil *Que se passe-t-il dans le monde ?* Paris, éd. Lanore, 1936), *Mussolini et les corporations*, par Frédéric Eccard (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1938). En Italie, il

LA LOI DE 1926 SUR LES ASSOCIATIONS SYNDICALES
RECONNUES

Le problème qui s'est posé tout d'abord était de faire entrer les syndicats dans l'organisme social et de les appeler à une collaboration disciplinée pour l'ordre et le bien-être collectifs.

Une première réforme a consisté à les organiser par catégories et non par classes ; ainsi se trouvait supprimée la lutte des classes qui avait produit en Italie de si redoutables effets au lendemain de la guerre. Chaque profession comporte trois syndicats, ceux des producteurs ou employeurs, ceux des travailleurs ou ouvriers et ceux des techniciens ou intellectuels de la profession, catégorie intermédiaire servant d'arbitre entre les deux autres. Dans une circonscription quelconque et pour une profession déterminée, l'Etat ne reconnaît qu'un syndicat par catégorie. Celui-là seul représente légalement la profession ; il a la personnalité civile, le droit de contracter, la faculté de percevoir des cotisations ; il agit au nom des syndiqués et même des non syndiqués, ceux-ci étant considérés comme n'ayant pas le droit de rester étrangers aux intérêts de la profession. On voit quelle peut être la situation des syndicats non reconnus par l'Etat ou celle des individus non inscrits au syndicat reconnu.

D'autre part, la clause de « bonne conduite du point de vue national » mise comme condition à la reconnaissance par l'Etat des associations syndicales, élimine *a priori* toute candidature autre que celles des syndicats fascistes¹.

Le conformisme est donc à la base de l'existence même du syndicat. La liberté syndicale ou droit d'appartenir ou non à telle ou telle association est en fait supprimée, le droit à

a paru de nombreux ouvrages, dont les plus estimés sont ceux de Giuseppe Bottai, par exemple, *L'ordinamento corporativo dello Stato* (Rome 1927) ou *Esperienza corporativa* (Florence, 1935). Le même a dirigé l'édition de la *Carta del Lavoro*, avec commentaires de différents auteurs (Rome, 1929).

1. Tout ce qui précède fait l'objet de la loi du 3 avril 1926, n° 563 (906).

l'action syndicale est, lui aussi, considérablement réduit : l'article 18 de la loi de 1926 déclare que la grève et le lock-out sont interdits¹ ; l'article 13 défère à la justice de l'Etat, au *magistrato del lavoro*, « toutes les controverses relatives à la discipline des rapports collectifs du travail qui concernent soit l'application des contrats collectifs ou d'autres règles existantes, soit la demande de nouvelles conditions de travail ». Les associations syndicales sont par ailleurs soumises aux lois qui régissent les associations en général : ainsi l'Etat se réserve le droit de contrôler le choix des dirigeants et de les révoquer s'il le juge à propos ; il peut dissoudre le Conseil directeur et nommer un commissaire chargé de le remplacer ; il peut annuler les délibérations et les actes du syndicat².

Les syndicats reconnus ont le monopole de la représentation officielle de leur profession au sein du Conseil National des Corporations ; cette mesure correspond à l'institution³ du Ministère nouveau des Corporations⁴.

Dans la reconnaissance des associations syndicales, il se produisit tout d'abord des erreurs de tactique : le Chef du gouvernement proposa lui-même au roi, non la reconnaissance individuelle des syndicats locaux, mais la reconnaissance globale de six Confédérations patronales et d'une seule Confédération générale nationale des travailleurs fascistes⁵. C'était en somme organiser en un seul bloc la masse des ouvriers, devant les patrons et employeurs divisés ; les anciens socialistes passés au Fascisme allaient-

1. « *La serrata e lo sciopero sono vietati* » ; le même article édicte les sanctions relatives à cette interdiction, sanctions qui figurent maintenant dans le nouveau Code pénal de 1931, sous le titre : « *reati contro l'economia nazionale* ».

2. Cf. le chapitre sur la liberté d'association.

3. Décret royal du 2 juillet 1926, n° 1131 (1542).

4. Sur la conception de son rôle, cf. le discours prononcé par le Duce, le jour de son inauguration, dans *Scritti e discorsi*, t. V, p. 371-373.

5. Décret royal du 26 septembre 1926, n° 1718. Les Confédérations patronales sont l'objet de décrets parus le même jour et les 7, 14 et 24 octobre suivants.

ils être tentés d'en profiter pour recommencer la lutte des classes ? Deux ans plus tard, en 1928, on révoqua la reconnaissance de la Confédération générale nationale des travailleurs et on réorganisa les six Fédérations nationales en Confédérations ; les organes directeurs furent dissous ; on réforma le tout en suivant strictement les prescriptions de la loi de 1926 ¹.

En conclusion, le syndicalisme fasciste n'a rien de commun avec le syndicalisme, tel que l'a réglementé chez nous la loi de 1884. Il n'est plus une association libre, mais un organisme d'Etat, une administration publique dans le milieu économique.

LA CHARTE DU TRAVAIL

La Charte du Travail, *Carta del Lavoro*, fut approuvée au Grand Conseil Fasciste le 21 avril 1927 et publiée au *Journal officiel* le 30 suivant.

C'est un document ² divisé en quatre parties : l'Etat corporatif et son organisation ; le contrat collectif du travail et ses garanties ; les bureaux de placement ; les mesures de prévoyance, d'assistance, d'éducation et d'instruction. Il énonce seulement les principes généraux dont le législateur du travail doit s'inspirer, par exemple : la définition de la nation italienne reproduite plus haut ³, l'affirmation que le travail sous toutes ses formes est un devoir social et qu'à ce titre, mais seulement à ce titre, il doit être protégé par l'Etat, les grandes lignes de l'organisation syndicale ⁴ et corporative,

1. Cf. M. Prélot, *op. cit.*, p. 238.

2. Cf. l'édition avec commentaires de différents auteurs, parue sous la direction de G. Bottai et A. Turati, Rome, 1929.

3. Dans le chapitre sur la notion d'Etat.

4. Malgré ce que nous avons vu plus haut, l'art. III débute ainsi : « *L'organizzazione sindacale o professionale è libera* ». Un autre article semble aussi en contradiction avec les visées du Fascisme, c'est l'art. IX : « *L'intervento dello Stato nella produzione economica ha luogo soltanto quando manchi o sia insufficiente la iniziativa privata o quando siano in gioco interessi politici dello Stato...* ».

les conditions elles-mêmes du travail (tout travailleur a droit au repos hebdomadaire et, après un an de service, à un congé annuel payé¹; il est en mesure d'exiger une indemnité en cas de licenciement; enfin il a droit à l'assistance sous toutes ses formes).

L'ORGANISATION CORPORATIVE

Le 5 février 1934 fut votée la loi² sur la constitution et le fonctionnement des Corporations. Cette loi fut élaborée par le Grand Conseil Fasciste; elle traduit les idées exposées par le Duce à l'Assemblée générale des Corporations, le 14 novembre 1933.

A côté des syndicats et des fédérations de syndicats, se place la Corporation, organisme d'Etat dont le rôle est nettement distinct et consiste, d'une part, dans le contrôle et la conciliation des intérêts des divers corps de métiers, d'autre part, dans l'étude des questions d'ordre économique, production, répartition, consommation des richesses, qui font la prospérité même du pays.

La Charte du Travail³ donne de la Corporation la définition suivante : « Les Corporations constituent l'organisation unitaire des forces productrices et en représentent intégralement les intérêts. En vertu de cette représentation intégrale des intérêts de la production qui sont, par essence, des intérêts nationaux, la loi reconnaît les Corporations comme organes d'Etat ».

La loi de 1934 mentionne vingt-deux Corporations, correspondant aux grandes branches de l'économie nationale, et formant elles-mêmes trois groupes :

a) le groupe productif agricole, industriel et commercial,

1. Art. XV et XVI. Quant à la durée du travail, la semaine de 48 heures, instituée par le décret-loi du 15 mars 1923 fut abaissée à 40 heures dans la convention du 5 novembre 1934, passée entre les Confédérations nationales de patrons et d'ouvriers.

2. N° 163 (343).

3. Art. VI.

comprenant huit Corporations (céréales, culture maraîchère, viticulture, huile, etc...);

b) le groupe productif industriel et commercial, comptant également huit Corporations (métallurgie, habillement, industries chimiques, papier et presse, constructions, etc...);

c) le groupe des activités productrices de services, avec six Corporations (prévoyance et crédit, professions et arts, mer et air, etc...).

Chaque Corporation a un président et un Conseil, dont le nombre des membres varie suivant l'importance de la Corporation. Le président est désigné par le gouvernement et le vice-président est obligatoirement un membre du Parti Fasciste. D'autre part, trois représentants du Parti sont membres de droit du Conseil, les autres membres étant désignés par les associations syndicales.

Au-dessus des vingt-deux Corporations siège le *Conseil National des Corporations*¹, présidé par le Chef du gouvernement en personne. C'est à ce Conseil qu'aboutissent tous les projets de loi concernant l'exécution des mesures prévues par la Charte du Travail. C'est donc de lui que dépend toute la vie économique de la Nation.

Au sommet de la hiérarchie, se trouve le *Ministère des Corporations* qui fonctionne depuis 1926²: c'est à lui qu'incombe le règlement définitif de tous les problèmes nés des rapports entre patrons et ouvriers et de tout ce qui concerne l'organisation de la production. Comme l'a remarqué un savant commentateur³: « Toutes les Corporations dépendent du Ministère des Corporations, auquel viennent aboutir les fils de ce vaste réseau dont l'Etat garde ainsi la direction et la surveillance ».

1. Il fut créé en même temps que le Ministère des Corporations (2 juillet 1926), mais réformé par la loi du 20 mars 1930, n° 206 (257). Jusqu'à la loi de 1934, les « Corporations se trouvaient formées par les sections du Conseil, réunissant en leur sein les dirigeants des confédérations parallèles d'employeurs et d'employés » (M. Prélôt, *op. cit.*, p. 243).

2. Cf. *supra*.

3. Roger Grand, *op. cit.*, p. 47.

Il faut remarquer d'ailleurs que la Corporation, en langage fasciste, ne signifie nullement un groupe, une masse, une collectivité ayant une personnalité juridique, ni même une assemblée délibérante. La Corporation, c'est le Conseil de la Corporation et le Conseil seul ; c'est, selon la formule du Duce, « *un Etat-major économique* »¹ auprès du Chef du gouvernement. Le rôle essentiel d'un tel organisme d'Etat est d'éclairer, par sa compétence et ses connaissances techniques, le gouvernement dans la réalisation de ses projets.

LE FONCTIONNEMENT DE CETTE ORGANISATION SYNDICALO-CORPORATIVE

Dans le domaine social, les rapports entre patrons et ouvriers sont régis par des contrats collectifs passés par les syndicats et qui ont force obligatoire. Les conflits sont soumis à l'arbitrage successivement de la Confédération syndicale, de la Corporation et enfin du Ministère des Corporations. En cas d'échec des tentatives de conciliation, le litige est déféré à la Magistrature du Travail². Cette Magistrature est constituée par des sections des Cours d'appel, composées de magistrats spécialisés dans les questions du travail. Les affaires litigieuses y sont plaidées en la forme ordinaire par des avocats. La juridiction du travail jouit d'un pouvoir exceptionnel : non seulement elle interprète les contrats, ce qui est le droit commun, mais elle peut aussi les reviser et même établir un contrat nouveau de toutes pièces, ce qui ne cadre guère avec les principes de notre droit.

En ce qui concerne l'embauchage, la liberté des patrons est restreinte, car ils sont obligés de s'adresser à des offices publics, et leur choix est limité aux catégories désignées par les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers.

1. *Scritti e discorsi*, t. VII, p. 191 (22 avril 1930).

2. On a vu, plus haut, l'interdiction des grèves et lock-out.

Tout licenciement, comme chez nous, nécessite un préavis.

Enfin, chaque travailleur doit se munir de la carte du travail ¹ portant le détail de ses états de services, les diverses maisons où il est passé, ses capacités techniques, en un mot tous les renseignements sur sa vie professionnelle, ce qui constitue, pour l'employeur comme pour l'employé, un contrôle rigoureux.

L'assistance aux travailleurs et l'hygiène du travail ont fait l'objet d'une importante réglementation, sur laquelle nous ne pouvons nous étendre ici. Mentionnons seulement l'institution de l'*Opera nazionale Dopolavoro*, qui date de 1925 ² et dont le rôle n'a cessé de croître depuis : le but en est plutôt la formation technique et professionnelle des travailleurs, leur éducation physique, intellectuelle, politique et morale et l'organisation de leurs loisirs ³.

CONCLUSION

Tel est, dans ses grandes lignes, le fonctionnement de l'Etat corporatif italien. Les institutions que nous venons d'étudier ont naturellement transformé de fond en comble les conditions de la vie économique de la péninsule. Elles sont appelées à influencer jusque sur la vie politique : en effet, depuis la loi de 1934, l'ancienne Chambre des Députés a été condamnée à disparaître pour faire place au Conseil National des Corporations, élargi et doté de pouvoirs législatifs ⁴.

1. Le *libretto del lavoro* a été institué par la loi du 10 janvier 1935, n° 112 (185).

2. Décret-loi du 1^{er} mai 1925, n° 582 (722), repris par la loi du 18 mars 1926, n° 562 (255).

3. Des conditions spéciales, dont nous n'avons pas à parler ici, ont été faites aux industries et métiers dangereux, immoraux et insalubres, par la loi de sûreté publique indiquée dans le chapitre sur la liberté physique (T.U. du 18 juin 1931, titre II, chap. 6 et titre VII).

4. Voir le discours du Duce du 14 novembre 1933, *Scritti e discorsi*, t. VIII, p. 269. Comme nous mettons sous presse, le Grand Conseil Fasciste

La réforme alors sera complète, et l'Etat politique confondu entièrement avec l'Etat économique. On aura réalisé la définition même du Duce : « *L'Etat... synthétise l'organisation politique, juridique et économique de la Nation* ». Quant à l'individu, il est absorbé par l'Etat ; son activité économique, aussi bien que ses autres genres d'activités et plus encore peut-être, est étroitement subordonnée à celle de l'Etat.

Il ne nous appartient pas ici de porter un jugement hasardeux sur cette évolution profonde de la vie d'un grand pays. Dans les études qu'a fait naître le régime corporatif, la critique et l'éloge se partagent également.

Pour les uns, l'Etat fasciste a jeté « comme un gigantesque filet sur le monde de la production »¹ ; le syndicalisme italien n'a plus rien de syndical et n'est plus qu'un service public. La corporation ne représente rien, sinon la mainmise du gouvernement sur la production et l'échange. On conteste qu'un tel régime négatif de toute liberté puisse aboutir à des résultats favorables pour la vie sociale et économique d'un pays².

Pour les autres, le régime fasciste a eu des effets admirables : réalisations magnifiques dans le domaine agricole³,

du 7 octobre 1938 a décidé que la Chambre des Faisceaux et des Corporations remplacerait la Chambre des députés, le 23 mars 1939. Cf. l'art. de P. Gentizon, dans *Le Temps* du 21 déc. 1938.

1. M. Prélôt, *op. cit.*, p. 252.

2. Roland Pré, *op. cit.*, p. 14 et 15.

3. Par exemple les œuvres de bonifications. De grandes étendues de terres incultes, appartenant à de gros propriétaires qui n'ont pas voulu ou qui n'ont pas pu (malgré l'aide que leur promettait l'Etat) les mettre en valeur, ont été confiées à l'association des anciens combattants et réparties entre ses membres. Cette mesure repose sur le nouveau concept de la propriété privée selon les doctrines fascistes. La propriété privée, comme l'a dit le Duce, « *è intesa in funzione sociale, non quindi la proprietà passiva ma la proprietà attiva, che non si limita a godere i frutti della ricchezza ma li sviluppa, li aumenta e li moltiplica* » (citation extraite du texte officiel des Cours de préparation politique, *L'ordinamento dello Stato fascista*, Rome, an. XIV, p. 120). Le Duce dit encore : « *I proprietari riconoscono che la proprietà non è più soltanto un diritto, ma un dovere ; non è un bene egoistico, ma è piuttosto un bene che bisogna impiegare e sviluppare in senso umano e sociale* » (*Scritti e discorsi*, t. IV, p. 56 ; 21 février 1924).

restauration de l'ordre et de la discipline sociale, suppression de la lutte des classes, remise en honneur du travail et du sens national, etc...¹

Certaines des conceptions fascistes peuvent sembler incompatibles avec le génie français, avec notre goût de la liberté et de l'initiative individuelle, mais on ne saurait nier que le régime ait obtenu de grands résultats et qu'il ait tiré peut-être le maximum d'une économie dont les ressources sont au demeurant fort pauvres².

1. Voir Roger Grand, F. Eccard, *op. cit.*

2. De même, on ne peut juger de la situation du travailleur italien en la comparant à celle de l'ouvrier français, qui a été de tous temps supérieure. Mais il faut voir ce qu'elle était avant le Fascisme et ce qu'elle est devenue, et constater l'amélioration subie.

CHAPITRE III

LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT

« Il y a une philosophie à enseigner dans les écoles : c'est le Fascisme, action et non pensée, certitude et non pas doute ou recherche de la vérité... ».

(Député P. Orano, Discours à la Chambre corporative).

Section I

L'enseignement proprement dit

Bref aperçu de la législation pré-fasciste. La législation fasciste : la réforme Gentile, l'enseignement religieux, le livre unique d'Etat, la situation des professeurs au point de vue de la liberté de leur enseignement, leurs associations professionnelles et celles des étudiants. Comment a réagi le corps enseignant, arguments sentimentaux et juridiques de l'opposition.

Jusqu'à l'avènement du Fascisme, la liberté d'enseignement était garantie par diverses lois à tous les degrés, qu'il s'agît d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur.

L'instruction élémentaire était obligatoire, mais les parents pouvaient se dispenser d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques communales, et les confier à des écoles privées autorisées, ou même leur faire donner l'instruction à domicile ¹.

1. Loi du 15 septembre 1899.

La religion catholique, dont pourtant l'article 1^{er} de la Charte Albertine disait qu' « elle est la seule religion de l'Etat »¹, ne jouissait d'aucun privilège spécial en matière d'enseignement. Elle n'était pas reconnue par les lois comme la base de l'éducation morale de la jeunesse italienne.

Nous allons voir que le nouveau régime accorda tout de suite à l'enseignement religieux un monopole de droit, mais pour réserver bientôt à la pure doctrine fasciste un monopole de fait dans la formation de l'enfant et de l'adolescent.

LA RÉFORME GENTILE

La réforme Gentile, accomplie par les décrets-lois des 6 mai, 30 septembre et 10 octobre 1923², et exaltée longtemps comme la « réforme la plus fasciste », semblait d'abord rendre hommage à la liberté de l'enseignement³; elle consistait quant à l'enseignement secondaire, en une limitation des écoles d'Etat et du nombre des élèves admis à les fréquenter; il en résulta pour les écoles libres un essor d'autant plus considérable qu'elles avaient été assimilées aux écoles d'Etat. Tout citoyen de plus de trente ans était en droit de fonder une école d'instruction moyenne, avec ou sans collège; les élèves de tous les établissements étaient placés dans une situation égale relativement à l'examen d'Etat.

Quant aux Universités, elles se voyaient reconnaître une personnalité juridique impliquant une certaine autonomie administrative et didactique; la parification intervenait également entre les établissements privés et ceux de l'Etat; les conseils académiques disposaient de pouvoirs assez vastes pour l'organisation des études au sein des

1. Les autres cultes étaient simplement « tolérés », mais, en fait, admis sur un pied d'égalité avec le catholicisme.

2. Décrets-lois n° 1054 (880), 2102 et 2185.

3. Cf. G. Gentile, *La Riforma della Scuola*, Bari, 1924, p. 16 : « *La scuola non è se non sviluppo dello spirito; e poichè lo sviluppo è essenzialmente libero, tale è anche essenzialmente e tale dev'essere di fatto la scuola* ».

facultés. Les diplômes d'Etat étaient exigés pour l'exercice des diverses activités professionnelles.

L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

En même temps, soit par conviction réelle, soit par opportunisme politique, — il ne nous appartient pas d'en juger —, le Parti Fasciste décida de se rapprocher du catholicisme et prépara à cette fin un programme d'enseignement fondé sur l'instruction religieuse ¹.

Tout d'abord, le décret du 10 octobre 1923 plaça à la « base et au sommet de l'instruction élémentaire dans tous ses degrés l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la formule de la tradition catholique » ; puis l'ordonnance ministérielle du 11 novembre 1923 vint préciser ces données : « l'enseignement religieux doit se conformer à l'esprit qui anime l'œuvre religieuse d'Alexandre Manzoni ; il doit se développer en partant des prières les plus simples et de brefs chants liturgiques pour aboutir à l'examen des sacrements et des rites selon la praxis catholique et à la lecture des grands livres populaires d'éducation religieuse et des classiques italiens de la religion ». Il doit être confié à des instituteurs reconnus capables de le donner, s'ils acceptent de s'en charger, ou à défaut à d'autres personnes dont la compétence aura été constatée par le proviseur sur avis conforme de l'autorité ecclésiastique.

En sont dispensés les enfants dont les parents déclarent y pourvoir personnellement, mais ceux-ci sont astreints par l'ordonnance ministérielle du 10 janvier 1924 à faire connaître par écrit de quelle façon ils y ont pourvu ², c'est-à-dire à formuler en quelque sorte une profession de foi ou d'incroyance.

Un texte unique de 22 janvier 1925 ³ groupant toutes

1. Voir le chapitre sur la liberté religieuse et les accords du Latran.

2. Ordonnance du 10 janvier 1924, art. 3.

3. N° 432. Ce texte unique a été remplacé par celui du 5 février 1928, n° 577 (539).

ces mesures en un seul décret royal décide que l'instruction élémentaire comprendra des « prières et notions fondamentales de la doctrine chrétienne, sentences brèves et claires et récits de sens évident tirés des Ecritures et plus spécialement des Evangiles ; par la suite, récits d'histoire sainte, commentaires du Pater, etc... »¹.

Le degré supérieur jusqu'à la cinquième classe comprend, outre le développement systématique des matières du degré inférieur (au cours duquel on donnera une extension particulière aux lectures sur l'histoire de la religion catholique dans ses rapports avec la tradition hagiographique, locale et nationale), des leçons sur la morale et le dogme catholiques, d'après les dix commandements et les paraboles de l'Evangile, sur les principes de la vie religieuse et du culte, sur les sacrements et les rites, etc...².

La religion est enseignée encore dans les écoles méthodiques d'éducation maternelle, qui comportent trois années d'études³. Enfin, l'enseignement religieux est étendu, par un décret d'avril 1930, à toutes les écoles secondaires⁴.

LE LIVRE UNIQUE D'ÉTAT

D'autres restrictions ont été apportées à la liberté d'enseignement, avec un caractère plus positif encore et non moins efficient.

C'est notamment l'abolition du libre choix des livres de classe, ceux-ci devant avoir « *non seulement l'apparence fasciste mais l'âme fasciste* »⁵ pour « se conformer aux exi-

1. Art. 27 du décret du 22 janvier 1925 (anciennement art. 8 du décret du 10 octobre 1923).

2. Art. 28 du décret de 1925 (art. 9 du décret de 1923).

3. Art. 40 du décret de 1925 (anciennement art. 9 du décret du 31 décembre 1923, n° 3106).

4. Cf. la loi du 5 juin 1930, n° 824 (610), relative à l'enseignement religieux dans les établissements d'instruction moyenne classique, scientifique, technique, artistique, etc... et le décret royal du 10 juillet suivant, n° 1015 (766), approuvant le programme d'enseignement religieux.

5. Délibération du Conseil des Ministres du 24 février 1928.

gences historiques, politiques, juridiques et économiques issues des événements qui se sont déroulés depuis le 28 octobre 1922 »¹.

D'après une loi de la XXVII^e législature², le Ministre de l'Instruction publique est chargé de pourvoir à la compilation d'un « *livre unique d'Etat* » dont l'usage obligatoire est prescrit à partir de l'année scolaire 1930-1931, dans l'enseignement privé comme dans l'enseignement public. Le ministre et le rapporteur ont résumé ainsi cette loi : « nécessité d'assurer aux nouvelles générations une éducation strictement nationale et fasciste³ ; nécessité de réduire le nombre des livres de classe et de limiter les dépenses actuellement imposées aux familles ».

LA SITUATION DES ENSEIGNANTS

Avant de réglementer aussi strictement l'usage des livres scolaires, le Fascisme avait voulu s'assurer de l'esprit même des maîtres. Par la loi du 24 décembre 1925⁴, le gouvernement était autorisé à révoquer tout fonctionnaire, quel que fût son grade, qui ferait profession, même en dehors de son service, d'idées opposées à celles du Fascisme.

« Jusqu'au 31 décembre 1931, faculté est donnée au gouvernement de renvoyer, même en dehors des cas prévus par les lois en vigueur, les fonctionnaires, les employés, les agents civils et militaires de tout ordre et de tout grade, quelle que soit l'administration à laquelle ils appartiennent,

1. Décret du 18 mars 1928 (n° 780), art. 1.

2. Loi du 7 janvier 1929, n° 5 (63). Pour la vente du livre susdit, cf. le décret ministériel du 18 septembre 1935 (n° 1139).

3. Cf. B. Mussolini, *Scritti e discorsi*, t. VIII, p. 73 : « *Il Fascismo... vuol rifare non le forme della vita umana, ma il contenuto, l'uomo, il carattere, la fede. E a questo fine vuole disciplina e autorità che scenda addentro negli spiriti e vi domini incontrastata* ».

4. Loi n° 2300, (1926, 1) reprenant le décret-loi du 1^{er} mai 1924 (n° 763). — Cf. également la loi du 25 novembre 1925, n° 2008 (1587), qui interdit d'exprimer de quelque façon que ce soit des opinions contraires à celles du gouvernement, sous peine de trois ans de prison au minimum et de l'incapacité perpétuelle à l'exercice des fonctions publiques (art. 4).

qui, par suite de manifestations auxquelles ils ont pu se livrer pendant le service ou en dehors du service, ne donnent pas une garantie complète pour remplir fidèlement les devoirs de leurs charges, ou qui se mettent dans une situation d'incompatibilité avec les directives politiques du gouvernement »¹.

Cette disposition de caractère d'abord provisoire a été transformée en loi fondamentale d'Etat. Elle vise spécialement les membres de l'enseignement secondaire et supérieur ; elle a été précisée en ce qui concerne les instituteurs et institutrices par le décret du 7 avril 1927.

Ajoutons que, depuis 1930, nul ne peut être professeur ou instituteur, s'il n'est un fasciste avéré² ; les recteurs, doyens et proviseurs sont choisis parmi les professeurs fascistes, après une ancienneté de cinq ans dans le Parti ; les doyens sont même chargés de l'organisation des faisceaux universitaires.

Ainsi, le régime tient en sa main tout le personnel enseignant. Cette mainmise est nécessaire, puisqu'il considère comme la tâche essentielle de sa propagande d'élever la jeunesse italienne dans les principes fascistes les plus purs. Récemment, le Chef du gouvernement et le Parti ayant résolu d'inscrire dans leurs doctrines le nouveau racisme conçu à l'allemande, un décret a été pris aussitôt pour débarrasser de l'élément juif non seulement les écoles et universités, mais jusqu'aux académies, comme si l'on voulait réduire au Fascisme, avec l'enseignement, les savants et la science elle-même³.

1. Le pouvoir exécutif est ici absolument discrétionnaire : tout pourvoi est impossible.

2. L'inscription au Parti est généralement exigée de tout candidat à une fonction publique.

3. Voir, plus haut, le chapitre sur les mesures anti-sémitiques.

DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DE PROFESSEURS
ET D'ÉTUDIANTS

La loi du 3 avril 1926 ¹ et le décret du 1^{er} juillet suivant ² interdisent absolument toute association professionnelle de professeurs ou d'étudiants. « Les associations constituées pour la défense de prétendus intérêts scolaires ou professionnels par les étudiants des établissements d'instruction de tous ordres, sont interdites et qualifiées de graves infractions disciplinaires entraînant l'exclusion de toutes les écoles du royaume ».

En outre, les étudiants ne peuvent prendre leurs inscriptions universitaires qu'après avoir protesté de leur non adhésion à une société secrète, en même temps que de leur sympathie envers le Fascisme.

CONCLUSION

Toutes ces mesures contre la liberté de l'enseignement et contre l'indépendance des professeurs risquaient de provoquer une réaction assez vive au sein de l'Université. Il semblait que les maîtres des Facultés de droit surtout, étant donnée la solidarité qui les unissait, malgré quelques divergences de méthode, dans un même dévouement au régime constitutionnel et à la liberté qui en est la base et la raison d'être, eussent dû protester contre ces violations manifestes des principes qui leur étaient chers à tous. En fait, tout le monde se soumit ou presque : il y eut relativement peu de démissions. Rappelons toutefois les gestes retentissants de F.S. Nitti qui abandonna sa chaire, « jugeant impossible d'enseigner les sciences sociales et économiques là où aucune critique n'est plus permise et où une législation absurde abolit toute manifestation libre et assujettit tous les citoyens à une bande de gens sans foi

1. N° 563 (906).

2. Décret royal, n° 1130 (1523).

et sans intelligence »¹, et de Gaetano Salvemini qui, en laissant sa chaire d'histoire, écrivit au recteur :

« Monsieur le Recteur, la dictature fasciste a supprimé dans notre pays les conditions de liberté sans lesquelles l'enseignement de l'histoire dans les Universités, du moins tel que je le comprends, perd toute indépendance et, par suite, toute dignité. Il doit cesser d'être l'instrument d'une libre éducation à la vie de citoyen pour s'abaisser à l'adulation du parti dominant ou se borner à n'être qu'un sec exercice d'érudition étranger à la conscience morale du maître et des élèves.

« Je me trouve donc contraint de me séparer de mes jeunes gens et de mes collègues, avec une douleur profonde, mais avec la conscience assurée de remplir ainsi un devoir de cohérence et de respect envers moi-même. Je reviendrai servir mon pays dans l'Université, quand nous aurons reconquis un gouvernement digne d'un pays civilisé »².

Arturo Labriola et Enrico Presuti aimèrent mieux être révoqués de leurs fonctions professorales plutôt que de se soumettre, mais l'ensemble du corps enseignant, après une résistance très brève, adopta les principes nouveaux³.

Pourtant, du point de vue juridique, et mise à part toute question de parti, l'opposition avait, dans la loi Casati⁴, un sérieux argument pour la défense, tout au moins partielle, de la liberté d'enseignement. Par son article 39, qui n'a jamais été abrogé, cette loi piémontaise décidait que « les causes qui peuvent fournir l'occasion de promouvoir par

1. F.S. Nitti, *Principes de la science des finances*, Paris, 1928, p. VII.

2. Lettre adressée au recteur de l'Université de Florence et publiée dans la revue *Europe* du 15 décembre 1925, p. 497.

3. Ainsi Vittorio E. Orlando, Antonio Salandra, Giovanni Vacchelli, Federico Cammeo, Oreste Ranelletti, Santi Romano et beaucoup d'autres, après avoir été les constructeurs du droit public italien, renièrent les principes qui avaient inspiré jusqu'alors toutes leurs œuvres.

4. La loi Casati, du 13 novembre 1859, élaborée après la guerre contre l'Autriche (armistice du 8 juillet précédent) mais avant l'ouverture du Parlement (12 avril 1860), fait partie d'un ensemble législatif signé le même jour par le roi Victor-Emmanuel II, sous le régime des pleins pouvoirs qui lui avaient été confiés par la loi du 25 avril 1859, avant l'entrée en guerre.

voie administrative la suspension ou le renvoi des professeurs agrégés sont les suivantes : avoir, par des actes contraires à l'honneur, encouru la perte de l'estime publique ; avoir, oralement ou par écrit, discuté les vérités sur lesquelles repose l'ordre religieux et moral, ou essayé de démolir les principes et les garanties qui sont à la base de la constitution civile de l'Etat ; avoir enfin, en dépit d'appels réitérés, persisté dans l'insubordination aux autorités ou dans la violation des lois et règlements de l'Université ».

Même en période d'exception — comme, par exemple, en 1898, quand le gouvernement militaire Pelloux essaya de supprimer par un coup de force toutes les garanties et prérogatives individuelles —, l'Université sauvegarda toujours son indépendance en se solidarisant avec ceux de ses membres traqués par la police ¹.

Section II

L'éducation

Historique ; organisation : l'éducation physique, intellectuelle, religieuse, morale, professionnelle et militaire. Formations annexes : les jeunes filles fascistes, les groupes universitaires fascistes, les cours de préparation politique. Conclusion.

L'éducation des jeunes Italiens est aujourd'hui entièrement confiée à l'*Opera Balilla*, œuvre placée sous la dépendance directe du Ministère de l'Education Nationale, depuis le décret-loi du 14 novembre 1929 ².

Selon les termes du sous-secrétaire d'Etat à l'Education physique, Renato Ricci, l'éducation fondamentale du jeune fasciste comprend : « des notions d'éducation physique, afin qu'il apprécie mieux l'importance de son corps,

1. Tels que Lodovico Mortara et Enrico Ferri.

2. Décret-loi n° 1992 (1527).

de sa santé et de sa force, soit en considération de ce que ces éléments représentent par eux-mêmes pour celui qui les possède, soit pour ce qu'ils représentent au point de vue supérieur de la défense nationale ;

Des notions d'art militaire puisqu'il est absolument nécessaire que tous soient préparés à servir la patrie et se tiennent prompts à toute éventualité ;

Des notions historiques, civiles et politiques, qui donnent une idée exacte du chemin parcouru par l'Italie et de ses possibilités futures, puisqu'il est impossible que les jeunes soient forts et agiles, s'ils n'ont pas la foi qui les pousse à se sacrifier sans hésiter ».

HISTORIQUE

Ce n'est pas seulement dans les *Squadre d'azione* de la période révolutionnaire que le Fascisme voit une origine de l'*Opera Balilla*, mais encore, et comme pour la plupart de ses institutions, il évoque les souvenirs de la Rome antique, les *Ludi Quinquennales* organisés sous le quatrième consulat de Néron et les *Collegia Juvenum* créés par César pour l'entraînement des jeunes au métier des armes. Le Fascisme constate en outre que les périodes de plein épanouissement de la vitalité nationale ont toujours correspondu avec la reconnaissance de ces principes, tandis qu'aux époques de décadence on a dissocié malencontreusement l'éducation morale et l'éducation physique et pratiqué le mépris des exercices du corps et de l'entraînement militaire.

Avant 1922, l'éducation physique était confiée à l'école et on ne lui accordait qu'une importance secondaire ; les élèves pouvaient facilement s'y soustraire et les moniteurs étaient choisis sans grande exigence quant à leur compétence.

Dès 1923, le régime fasciste, mettant à l'étude une nouvelle forme de l'enseignement de la culture physique, le sépare de l'école en créant un *Organe autonome pour l'éducation physique des jeunes*. Cet organe, n'ayant donné qu'un

résultat médiocre, est supprimé en 1927¹, au moment même où l'Etat se réserve à lui seul le droit de fonder des œuvres de jeunesse². L'inutilité, du reste, en était devenue d'autant plus évidente, que les jeunes fascistes s'étaient groupés en formations reconnues par le Duce, le 3 avril 1926³, sous le nom d'*Opera Balilla*⁴, et chargées de l'assistance⁵ et de l'éducation physique et morale de la jeunesse. Le décret-loi du 14 novembre 1929⁶ fit passer l'œuvre tout entière sous la dépendance directe du Ministère de l'Education Nationale⁷.

L'ORGANISATION DE L'ŒUVRE

L'*Opera Balilla* encadre tous les jeunes Italiens de six à dix-huit ans. Les garçons sont divisés en *Balilla* et *Avanguardisti*; les jeunes filles, en *Piccole italiane* et *Giovani italiane*. Les *Balilla* sont répartis, d'après leur âge, en trois catégories :

- a) *Figli della Lupa*, de six à huit ans ;
- b) *Balilla escursionisti*, de huit à douze ans ;
- c) *Balilla moschettieri*, jusqu'à quatorze ans.

1. Décret du 20 novembre 1927, n° 2341 (1709).

2. Loi du 9 janvier 1927, n° 5, accentuée par le décret-loi du 9 avril 1928, n° 606, destiné à répondre aux protestations élevées contre un tel monopole par le Saint-Père, dans son allocution du 26 mars 1927 à la Junte diocésaine. L'article 1^{er} de ce décret déclarait : « *Afin d'assurer la réalisation des buts précisés par la loi qui institue l'Œuvre Nationale Balilla, il est interdit de fonder ou créer toute formation ou organisation, même provisoire, qui se propose de faciliter l'instruction préparatoire aux métiers et professions ou l'éducation physique, morale, spirituelle des jeunes gens* ».

3. Loi n° 2247 (1927, 32).

4. Titre exact : *Opera Nazionale Balilla per l'assistenza e l'educazione fisica e morale della gioventù*. *Balilla* est le nom d'un jeune génois qui, en 1746, suscita la révolte contre l'occupation étrangère.

5. Les membres de l'œuvre ont droit en effet à une certaine assistance médicale.

6. N° 1992 (1527), repris dans la loi du 26 décembre suivant, n° 2239 (1930, 60).

7. C'est par le décret royal du 12 septembre 1929, n° 1161 (1431), que l'ancien Ministère de l'Instruction publique a pris le nom de Ministère de l'Education Nationale; le même décret a institué auprès de ce ministère un sous-secrétariat « *per l'educazione fisica e giovanile* ».

Les *avanguardisti* sont *moschettieri* de quatorze à seize ans, et *mitraglieri* de seize à dix-huit ans.

Ceux qui manifestent le désir de devenir marins sont inscrits dans une section spéciale de l'œuvre, les *marinaretti* ; après avoir été normalement Fils de la louve, ils deviennent :

- a) *marinaretti segnalatori e piloti*, de huit à douze ans ;
- b) *avanguardisti artiglieri e mitraglieri*, jusqu'à dix-huit ans.

Ces formations sont subdivisées, à l'instar de l'armée romaine, en escouades, manipules, centuries, cohortes et légions¹. Le commandement en est confié à des officiers de la milice, surtout à ceux qui ont le titre d'instituteurs, et aussi, depuis quelques années, aux jeunes officiers ayant suivi les cours de l'*Académie fasciste*².

Quant aux jeunes filles, elles sont dirigées par des institutrices et, depuis ces derniers temps, par des diplômées de l'Académie d'Orvieto³.

Le consentement des parents est nécessaire pour l'inscription à l'œuvre Balilla ; c'est un principe, excellent en sa forme, mais criticable quant à son efficacité, un refus équivalant à une déclaration d'hostilité au régime qui peut être grosse de conséquences.

Les enfants inscrits sont tenus de posséder un uniforme,

1. La subdivision a toujours lieu par trois, ainsi trois escouades forment un manipule, trois manipules une centurie, trois centuries une cohorte, et trois cohortes une légion.

2. L'*Accademia fascista*, instituée par le décret-loi du 20 novembre 1927, n° 2341, et inaugurée par le Duce le 5 février 1928, comprend : des cours d'information pour les directeurs et instituteurs des écoles primaires ; des cours pour *avanguardisti* gradés ; des cours de gymnastique médicale ; un enseignement pour les jeunes gens sortis des écoles secondaires qui peuvent obtenir après un an d'étude le diplôme de professeur d'éducation physique et, après une autre année de stage à l'Académie ou au comité provincial de l'Opera Balilla, celui de professeur dans les écoles secondaires ainsi que le grade d'officier de l'œuvre. L'admission à l'Académie a lieu par concours.

3. L'*Accademia femminile fascista di educazione fisica e giovanile*, créée par le même décret du 20 novembre 1927, joue pour les jeunes filles le même rôle que l'Académie fasciste de Rome pour les garçons. Après deux ans d'étude et neuf mois d'exercices pratiques, les élèves sont diplômées et prennent du service dans les cadres de l'œuvre.

qui comprend toujours la chemise noire pour les garçons. Les Fils de la louve et les Balilla ont mêmes culotte et chaussettes gris vert, mêmes souliers et fez noirs ; mais on les distingue, en ce que les premiers portent un ceinturon blanc à bretelles croisées avec le monogramme de Mussolini sur la poitrine, tandis que les seconds nouent autour de leur cou un foulard bleu à la garibaldienne.

Le costume des avanguardistes est gris vert et comporte des souliers de cuir fauve, des pantalons à la garibaldienne et la coiffure des chasseurs alpins italiens.

Les jeunes filles sont vêtues d'une blouse blanche, jupe, cape et béret noirs.

Au point de vue pécuniaire, l'œuvre s'alimente des donations, souscriptions et legs faits en sa faveur, ainsi que des subventions inscrites annuellement au budget de l'Etat.

L'ÉDUCATION PHYSIQUE

Un minimum d'enseignement sportif est donné dans les écoles primaires et secondaires ; il est complété dans les maisons de l'*Opera Balilla* par des exercices physiques appropriés et un début de préparation militaire. Des concours sont organisés pour stimuler les enfants et désigner les champions locaux parmi lesquels sont choisis les athlètes qui participeront au Grand Prix du Littorio ¹.

L'ÉDUCATION INTELLECTUELLE, SPIRITUELLE ET RELIGIEUSE

Par des cours, bibliothèques, séances de théâtre et de cinéma, visites de musées, excursions, etc... l'*Opera Balilla*

1. Le concours du Grand Prix du Littorio, un des plus importants en matière sportive, a lieu tous les ans, le jour anniversaire de la Marche sur Rome. C'est là que sont sélectionnés les futurs participants aux compétitions internationales.

En outre, un campement, appelé *Campo Dux*, réunit près de Rome, chaque année, les avanguardistes qui ont le mieux profité des enseignements donnés pendant l'année ; ils mènent là une vie toute militaire et participent à des concours de gymnastique.

se livre à une active propagande intellectuelle. Des croisières sont organisées pour faire connaître aux avangardistes l'empire colonial italien, pour leur y faire apprécier l'œuvre du Fascisme et leur montrer le prestige dont jouit aujourd'hui leur pays dans le monde.

Des aumôniers adjoints aux légions veillent à l'éducation morale et catholique qui se dispense dans l'œuvre.

L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE

Les comités provinciaux de l'œuvre ont créé un cours de culture professionnelle par chef-lieu, des laboratoires, une école d'art appliqué et des cours du soir d'instruction technique.

Aux écoles rurales organisées pour les *Balilla* sont annexées des fermes où se donne l'enseignement pratique de l'agriculture.

L'ÉDUCATION NAUTIQUE ET AÉRONAUTIQUE

Une maison des *Marinai Balilla* a été construite à Antium, elle peut recevoir deux mille cinq cents élèves.

Dans le domaine de l'aviation, l'*Opera Balilla* a pris des initiatives dignes d'être mentionnées. Ainsi des cours annuels d'aéronautique ont été organisés à Pavullo del Frignano, dans la province de Modène, où sont admis les élèves qui ont déjà fréquenté les écoles pré-aéronautiques pour mécaniciens et radio-télégraphistes et les cours de défense contre avions.

LA LEVA FASCISTA ET LES FASCI GIOVANILI

Chaque année, le 21 avril, jour du *Natale di Roma*, a lieu dans chaque chef-lieu de province la cérémonie la plus importante et la plus caractéristique de l'éducation de la jeunesse fasciste, la *Leva fascista*. C'est à ce moment que les *Balilla* qui ont atteint leur quatorzième année passent

dans les rangs de l'*avanguardia*, et que les avanguardistes de dix-huit ans entrent dans les cadres des *Fasci giovanili di combattimento*. Cette cérémonie revêt un caractère de grande solennité.

Le secrétaire fédéral prononce la formule du serment des recrues :

« *Je jure d'exécuter sans discuter les ordres du Duce et de servir avec toutes mes forces et, s'il est nécessaire, avec mon sang, la cause de la Révolution fasciste* »¹.

Si l'admission aux *Fasci giovanili* est réservée aux jeunes gens qui ont été précédemment Balilla et avanguardistes, il ne faut pas cependant « la considérer comme un droit acquis, ni comme une conséquence du stage accompli dans les précédentes organisations, mais seulement comme un grade — le premier titre de noblesse de l'Italien nouveau — concédé par le Duce aux citoyens qui par leurs œuvres et leur foi se sont rendus dignes de cette distinction »².

L'organisation de ces *Fasci* a été avec logique calquée sur celle du Parti ; le secrétaire du Parti en est le commandant, les deux vice-secrétaires, les vice-commandants ; le secrétaire fédéral (charge provinciale du Parti) en est le commandant fédéral pour chaque province ; le secrétaire politique (charge communale du Parti) ou le *Fiduciario* des groupes d'arrondissement (dans les grandes villes) est à la tête d'un simple *Fascio giovanile*.

Une sorte d'armée minutieusement hiérarchisée est ainsi formée depuis le commandant des *Fasci* jusqu'au jeune fasciste, en passant par le vice-commandant des *Fasci*, le chef d'état-major, le commandant fédéral, le commandant en second, le commandant du *Fascio* local, le chef de centurie, le chef de peloton et l'enseigne.

1. Art. 14, du nouveau statut du Parti National Fasciste approuvé par le décret royal du 17 novembre 1932, n° 1456 (1392).

2. Introduction aux dispositions sur l'organisation des F.G.C. — La création de cette organisation fut décidée par le Duce, le 8 octobre 1930, et approuvée par le Grand Conseil du Fascisme.

Le peloton, considéré comme l'unité, est composé de vingt-trois jeunes fascistes, d'un chef et d'un sous-chef; il peut avoir sa bannière ou *fiamma* au nom d'un héros fasciste. Les pelotons de chaque arrondissement forment un *Fascio giovanile*, pourvu d'un petit étendard ou *gagliardetto*.

L'uniforme est la chemise noire, comportant un foulard de cou jaune et rouge, aux couleurs de Rome.

Cette organisation est destinée à continuer l'œuvre commencée chez les Balilla et les avanguardistes, et à ancrer plus profondément encore dans l'esprit des jeunes Italiens les principes fascistes et l'amour de la Patrie. L'éducation civique comprend des conversations avec les anciens combattants qui ont pris part à la guerre et à la Révolution, des représentations théâtrales et cinématographiques, des visites aux lieux et monuments, témoins de la grandeur du pays, la lecture de livres exposant les fondements de la doctrine mussolinienne, et particulièrement la connaissance très précise de la vie, des écrits et des discours du Duce.

L'un des buts essentiels des *Fasci giovanili* est encore de compléter et d'intensifier la préparation militaire déjà commencée dans les organisations précédentes; c'est le dernier stade de l'instruction pré-militaire avant le passage à la caserne où les jeunes fascistes doivent se comporter comme d'excellentes recrues.

L'INSTRUCTION MILITAIRE

Le Fascisme déclare : « L'instruction militaire est partie intégrante de l'éducation nationale; elle commence, à peine l'enfant est-il en âge d'apprendre, et se poursuit jusqu'à ce que le citoyen soit à même de porter les armes pour la défense de la Patrie ». Et encore : « *Dans l'Etat fasciste, les fonctions de citoyen et de soldat sont inséparables* »¹.

1. Loi du 31 déc. 1934, n° 2150 (1935, 36), reprenant le décret-loi royal du 20 sept. précédent, n° 1862, art. 1 et 2.

L'instruction militaire comprend trois phases :

1) une formation *pré-militaire* dont le but est la préparation spirituelle, physique et technique du citoyen, avant son incorporation dans la force armée ;

2) une instruction *militaire* proprement dite chargée de former un soldat bien adapté à l'unité qui l'encadre ;

3) une instruction *post-militaire* destinée à maintenir le soldat en congé à un niveau suffisant pour lui permettre de faire son devoir en cas de guerre ¹.

L'instruction militaire proprement dite a lieu dans les cadres de l'armée. Les deux autres se développent dans le cadre de la vie nationale ; elles sont confiées aux organisations fascistes pour la jeunesse et à la milice volontaire pour la sûreté nationale, lesquelles doivent travailler en étroite collaboration avec les forces armées et les Ministères de l'Education Nationale et de la Guerre ².

L'instruction pré-militaire est la suivante :

1) *Balilla* : C'est une préparation de caractère spécialement moral pour favoriser le développement de l'esprit militaire dans la Nation. Il faut attacher l'enfant à la vie de soldat par de fréquents rapports avec l'armée, par l'évocation de la gloire et des traditions guerrières de la Patrie, par tous les moyens appropriés. Les Balilla apprennent les premiers rudiments de la discipline militaire, la valeur de l'uniforme et du drapeau ; avec leur petit fusil de bois, ils s'exercent déjà au maniement des armes. A mesure que l'enfant grandit, l'instruction militaire prend de plus en plus d'importance.

2) Les *Avanguardistes* sont familiarisés encore davantage avec la vie militaire : armes, campements, marches, etc...

3) Les *Fasci giovanili* constituent ensuite la préparation

1. Même loi, art. 3.

2. *Ibid.*, art. 4. L'art. 10 prévoit qu'un organe de coordination entre l'armée et les diverses institutions concourant à la formation militaire de la nation sera institué dans la dépendance du Chef du gouvernement.

directe à la caserne ; ils comportent des cours pour spécialistes et gradés ; à peine créés, ils ont pris, par disposition du Duce, le caractère de *reparti celeri*, c'est-à-dire de formations rapides, pourvues de bicyclettes, de motocyclettes et de camions. Les jeunes fascistes apprennent ainsi à joindre à la hardiesse de leurs vingt ans le sens de la rapidité qui s'avère de plus en plus nécessaire à un soldat moderne et dont l'expérience de la Révolution fasciste a montré par ailleurs le rôle indispensable¹.

Parallèlement aux deux organisations d'avanguardistes et de jeunes fascistes, des cours de préparation militaire ont été institués dans les écoles moyennes et supérieures². Cet enseignement comporte l'étude de l'histoire militaire italienne, l'examen comparatif des forces armées des diverses puissances et des techniques de guerre. Il est obligatoire, à ce point qu'un étudiant ne peut obtenir sa *laurea* s'il ne l'a suivi avec profit. Il est donné par des officiers.

A la suite d'accords intervenus entre le Parti et la Milice le 3 janvier 1934, le secrétaire du Parti a communiqué les instructions suivantes :

— confier aux mêmes officiers aussi bien l'instruction pré-militaire que l'organisation des *Fasci giovanili* ;

— donner à l'instruction pré-militaire un caractère varié et agréable, en utilisant les diverses initiatives des *Fasci giovanili* ;

— soigner en même temps que la préparation militaire la préparation politique ; exiger que les jeunes gens viennent en uniforme aux réunions, etc...

1. On sait que la tactique mussolinienne — l'effet de surprise obtenu par le transport rapide des troupes révolutionnaires des points environnants sur le point contesté — a permis au mouvement fasciste de l'emporter sur ses adversaires. On a dit que les camions avaient été le grand artisan de la victoire du Fascisme.

2. Par une loi du 31 déc. 1934, n° 2152 (1935, 40). — Ce même jour, on a donné les trois lois relatives à l'instruction militaire de toute la nation, les lois n° 2150 (que nous avons vue plus haut, sur la formation pré-militaire), 2151 (sur l'instruction post-militaire) et 2152 (« *sui corsi di cultura militare nelle scuole medie e superiori* »).

Le commandant de la Milice a la direction de l'instruction pré-militaire ; le commandant fédéral des *Fasci giovanili* est responsable de la préparation des gradés et des spécialistes : il a une charge extrêmement importante de nature à la fois politique et militaire, et on lui doit l'obéissance la plus complète en dehors du service comme pendant le service.

Sur la base de ces instructions, le commandement général de la Milice a réorganisé les cadres des *Fasci giovanili*, ainsi qu'il suit : la centurie est commandée par un *capo-manipolo* (ou un *aspirante capo-manipolo*) ; le *Fascio giovanile* comprenant plus de deux centuries est sous les ordres d'un *centurione* ; le commandant en second a le grade de *seniore*, et les attachés aux commandements fédéraux (instructeurs militaires, chargés du sport, aides de camp, etc...), celui de *centurione*.

Les officiers ainsi destinés à encadrer définitivement les jeunes fascistes sont recrutés parmi les commandants mêmes des *Fasci giovanili* ayant les titres suffisants pour être nommés officiers de la Milice ; ou bien parmi les fascistes ayant le grade d'officier dans l'armée ou le diplôme d'un institut secondaire supérieur ; ou bien parmi les officiers de la Milice, de réserve ou en activité, si, dans ce dernier cas, l'exercice simultané des deux fonctions est reconnu possible.

LES JEUNES FILLES FASCISTES

Suivant une évolution similaire, les jeunes filles qui ont accompli le stage de Petites puis de Jeunes Italiennes entrent dans les rangs des Jeunes filles fascistes.

Ces formations sont organisées par les déléguées provinciales des faisceaux féminins ; leur constitution remonte au début de l'an VIII du Fascisme.

Elles ont pour but la culture physique, l'assistance mutuelle, la préparation aux métiers. A cet effet, l'enseigne-

ment est divisé en deux sections, la première comportant des cours d'agriculture, horticulture, langues étrangères, comptabilité, dactylographie, puériculture, etc..., la seconde, des cours d'économie ménagère, de couture, coupe, tricot, des notions techniques sur les divers métiers (cuisinières, femmes de chambre, lingères, vendeuses).

A cette activité, il faut ajouter les réunions où les jeunes filles de culture supérieure font profiter leurs camarades de leurs connaissances intellectuelles ou de leurs notions morales, les fêtes organisées en commun, les promenades et voyages des vacances ; toutes ces manifestations créent des liens de plus en plus étroits de fraternité et d'assistance entre ces jeunes filles, venues de tant de milieux différents.

LES GROUPES UNIVERSITAIRES FASCISTES

Ces groupements d'étudiants existent depuis mars 1920 ; ils donnèrent quelques-uns des premiers martyrs tombés pour la cause fasciste.

Après l'avènement du Fascisme au pouvoir, ils ont peu à peu englobé les associations universitaires pré-existantes.

Peuvent être inscrits à ces groupes les étudiants universitaires¹ provenant des *avanguardia* : de 18 à 21 ans, ceux qui appartiennent aux *Fasci giovanili* ; de 21 à 26 ans, ceux qui sont admis au Parti National Fasciste. En dehors des cas sus-indiqués, on accepte encore les étudiants qui manifestent des dispositions d'esprit conformes aux doctrines fascistes.

Le secrétaire des groupes est le Secrétaire du Parti. Il nomme, sur proposition faite par le secrétaire fédéral, après consultation du recteur de l'Université, le secrétaire de chaque groupe provincial.

Dans chaque localité comptant au moins vingt-cinq

1. Est considéré comme étudiant universitaire le jeune homme inscrit à une Université ou à un Institut supérieur, ainsi que le diplômé ou licencié, âgé de moins de vingt-six ans, pour une durée de trois ans après la fin de ses études.

étudiants universitaires, il est constitué un *noyau* sous la direction d'un étudiant nommé par le secrétaire fédéral du Parti sur la proposition du secrétaire du groupe provincial dont la localité dépend.

Le but de ces groupes appelés vulgairement *Guf* est principalement l'assistance aux étudiants pauvres (Maisons d'étudiants, infirmeries gratuites, Caisse scolaire, œuvre universitaire allouant des subsides pour faciliter le paiement des taxes universitaires et des secours aux étudiants méritants, réductions des tarifs ferroviaires, etc...)¹.

A côté de cette œuvre d'assistance, les groupes universitaires déploient une vaste activité culturelle et spirituelle. La propagande politique vise surtout la question coloniale : organisation de conférences, lectures, projections, voyages et croisières destinés à donner aux étudiants une connaissance approfondie du nouvel Empire de Rome en même temps que le goût et le désir de la vie coloniale. Tous les ordres de culture ont été encouragés par l'institution de grands concours annuels, les *Littoriali* de la culture et de l'art², comportant des compétitions de sciences, de poésie, de critique littéraire, artistique, musicale, théâtrale et cinématographique, d'organisation politique et de doctrine fasciste. D'une manière analogue, ont été institués des *Littoriali* du sport³.

LES COURS DE PRÉPARATION POLITIQUE

C'est la plus récente institution du Fascisme dans l'ordre de la préparation de la jeunesse aux divers devoirs qui

1. Les étrangers sont admis aux *Guf* et peuvent jouir des mêmes avantages que les étudiants italiens.

2. Ils ont été institués en l'an X du Fascisme et d'abord réservés à la jeunesse universitaire. En l'an XIII, pour mieux mêler les diverses classes sociales, on y admit aussi les membres des *Fasci giovanili*. Dans chaque province, les *Pré-littoriali* désignent les concurrents aux concours finaux.

3. Des concours semblables, de caractère à la fois culturel et sportif, ont été aussi institués pour les élèves de l'enseignement secondaire : ce sont les *Ludi juveniles*, inaugurés en décembre 1934.

incombent au citoyen. Ces cours, organisés auprès de chaque fédération de faisceaux, dans chaque province, ont été inaugurés le 23 mars 1935.

Ils ont pour but la formation du parfait fasciste ; ils ont été rendus nécessaires, malgré l'instruction civique qui se dispense dans les écoles de tout genre, par la complexité croissante de la technique et de l'organisation du Parti et des fonctions qu'il exerce dans l'Etat.

Ces cours sont facultatifs, chacun d'eux a une durée de deux ans.

Y sont admis les jeunes gens de 23 à 28 ans, ayant déjà manifesté dans les organisations de jeunesse fascistes, des qualités particulières d'intelligence, de volonté et de caractère. Le nombre ne pourra pas en dépasser cent par province.

Les seuls titres à suivre ces cours ne sont pas les titres légaux d'études, mais l'ardeur politique, la capacité d'organisation, la force de cœur. Les secrétaires fédéraux du Parti, d'accord avec les dirigeants des organisations fascistes provinciales, sont chargés d'examiner les demandes d'inscription et de les accepter ou de les rejeter.

L'enseignement doit être à la fois théorique et pratique. Les cours n'auront pas simplement le caractère et l'allure d'une école, « mais, en donnant une connaissance directe des problèmes politiques et des institutions du régime, ils auront pour but de mettre en évidence, de développer et de renforcer les capacités particulières des jeunes qui pourront être appelés un jour à servir la Révolution fasciste »¹.

1. Notes dictées par le secrétaire du Parti le 9 février 1935, et reproduites dans D.S. Piccoli, *L'éducation fasciste de la jeunesse en Italie*, Rome, an. XIV, p. 67 et suiv. — Une série de huit manuels concernant les matières enseignées dans ces cours (*Testi per i corsi di preparazione politica*) a été publiée, sous l'égide du Parti, par la *Libreria dello Stato*, an. XIV E.F. : ce sont, par exemple, *La dottrina del Fascismo* (dagli *Scritti e discorsi del Duce*), *L'ordinamento dello Stato fascista*, *La politica sociale del Fascismo*, *La cultura fascista*, etc...

CONCLUSION

« Cette grande institution se prépare à donner une éducation militaire et nationale à la jeunesse : grâce à son activité inlassable qui se développe dans les écoles et en dehors des écoles, elle sera en mesure de transformer en peu de temps et radicalement l'esprit et le caractère du peuple italien. Ainsi l'Italie, après des siècles d'indiscipline et d'oisiveté, pourra redevenir une fois encore une grande nation militaire et guerrière »¹.

Ces quelques mots du Ministre Rocco résument brièvement, mais clairement, les mobiles de l'éducation fasciste de la jeunesse. Ils trouvent encore une fois leur antithèse chez les adversaires du régime et, en particulier, chez Trentin, leur porte-parole :

« Par ce système odieux, le Fascisme essaye d'isoler la jeunesse de tout contact impur, de tuer en elle tout esprit critique, tout sentiment de la personnalité, de la douer d'un cerveau unique et monstrueux, insensible à toute impulsion et à toute stimulation du dehors, qui ne connaisse et ne comprenne que la soumission et l'esclavage, qui n'obéisse qu'à la volonté de celui qui l'a forgé et qui en maintient artificiellement la vigueur apparente des cellules ».

Si l'étude, le commentaire entrent bien dans notre domaine, il n'en est pas de même de la critique ; au reste, comment juger l'œuvre d'un régime encore si neuf ? Nombre des principes énoncés ci-dessus sont restés à l'état de principes, le temps ayant manqué à leur réalisation, mais il est indéniable qu'un très réel et puissant effort, souvent couronné de succès, a été accompli.

Il n'est pas douteux que beaucoup de ces activités déployées par les organisations de jeunes soient des plus profitables ; le sport en particulier tend à faire des Italiens

1. A. Rocco, *La legislazione fascista*, dans *La Civiltà fascista* (recueil composé par les grands noms du Fascisme, avec une introduction de B. Mussolini), Turin, 1928, p. 33.

une race saine et vigoureuse ; l'*Opera Balilla* ressemble en somme à bien des œuvres en honneur dans les pays libéraux, par exemple le scoutisme. Mais l'œuvre fasciste s'en distingue tout d'abord en ce qu'elle est la seule admise dans l'Etat. Ce monopole de droit et de fait est-il un bien ? Il est certain que la mère italienne, à qui le régime prodigue par ailleurs tant de marques d'encouragement et un tel honneur, y perd beaucoup de l'influence qu'elle pourrait exercer sur son enfant. Elle se trouve placée devant l'alternative suivante : inscrire son fils à l'*Opera Balilla*, c'est-à-dire abandonner une grande partie de sa formation à l'Etat, ou le garder auprès d'elle, ce qui revient à lui préparer bien des déboires pour l'avenir.

Un défaut de l'œuvre consiste peut-être en ce qu'assez souvent les enfants pauvres, nés de parents inaptes à les bien élever, en un mot, ceux à qui une telle organisation serait le plus profitable, sont justement ceux qui, faute de moyens pour se procurer le costume, ou par négligence, n'y sont pas inscrits.

Mais des erreurs sont inévitables dans des institutions de ce genre, surtout si récentes : elles sont par ailleurs compensées par d'immenses avantages.

Cependant, l'éducation fasciste est entachée d'un défaut, pour nous très grave : son militarisme outrancier. Entraîner l'enfant à la lutte, en faire un être fort, hardi, courageux de corps et d'âme, c'est une excellente entreprise ; l'axiome « *Le Fascisme est contre la vie facile* » est une règle admirable. Mais où nous cessons d'admirer, c'est lorsque nous constatons que tant d'heures de la vie de l'enfant et du jeune homme sont consacrées uniquement à des exercices militaires. Nous ne jugeons pas : c'est peut-être une sagesse que de faire du citoyen un soldat, mais quelle humiliante, quelle triste sagesse ! Enfin, le temps ayant partout les mêmes limites et très étroites, les heures passées à l'instruction militaire sont prises forcément sur l'étude proprement dite, sur l'étude des sciences de la paix. On

entretient chez l'enfant un culte de la force physique, qui s'accompagnera aisément plus tard du mépris de la justice et du droit. Cet enseignement nationaliste qui deviendra bientôt, n'en doutons pas, un enseignement à base raciale, s'accorde mal avec les principes évangéliques que le législateur de 1923 a placés comme fondement et comme sommet de toute l'éducation des jeunes ; il jure même avec ce nom de catholiques, que les Italiens sont encore fiers de porter.

Mais on ne juge d'une œuvre que par ces fruits : il faut attendre, pour se faire une opinion moins sentimentale et plus raisonnée, que les enfants d'aujourd'hui soient devenus des hommes.

CHAPITRE IV

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

« Donnez-moi seulement la liberté de la presse et je permettrai que les Ministres aient une Chambre des Pairs vénale, je leur laisserai encore une Chambre des Communes corrompue et servile, je leur laisserai toutes leurs influences ministérielles. Malgré cela, ayant à ma disposition une arme si terrible, je sortirai des rangs tout seul et sans peur, et j'attaquerai et j'abattrai le puissant édifice qu'ils auront bâti ».

(Sheridan, cité par S. Trentin, *Les transformations récentes du droit public italien*, p. 438).

« Je n'ai aucun fétichisme et, quand il s'agit des intérêts de la nation, je n'ai même pas le fétichisme de la liberté. C'est ainsi que, lorsqu'on me parle de la liberté de la presse, moi qui ai été journaliste, je dis : cette liberté comporte des devoirs ; certains journaux romains l'ont oublié parfois, c'est pourquoi le gouvernement a le droit d'intervenir dans la liberté de la presse ; s'il ne le faisait pas, il serait d'abord insuffisant à sa tâche, puis il se suiciderait ».

(B. Mussolini, Discours au Sénat du 27 novembre 1922).

Les grandes lignes de la législation pré-fasciste. La législation fasciste : conditions d'existence des journaux et périodiques, le Directeur responsable, le dépôt légal, l'Ordre des journalistes, la licence, la caution, la Direction et le Ministère de la Presse, le théâtre, le cinéma, la radio. — Conclusion.

Dans le Statut libéral de 1848, la liberté de la presse était garantie par l'article 28, ainsi conçu :

« La presse sera libre, mais une loi en réprimera les abus. Néanmoins les Bibles, catéchismes, livres liturgiques et de prières, ne pourront être publiés sans l'autorisation préalable de l'évêque »¹.

En conséquence, la presse fut réglementée par un édit du 16 mars 1848, modifié par les lois des 26 février 1852, 20 juin 1858 et 6 mai 1877. Ces lois n'ont pas édicté de mesures préventives et se bornent à réprimer les abus commis.

En résumé, la législation pré-fasciste était des plus libérales² : elle n'exigeait aucun examen préalable des imprimés, aucune autorisation, non plus que la signature de l'auteur ni de l'éditeur, aucun droit de timbre, aucune caution.

Le Fascisme n'eut rien de plus pressé, en arrivant au pouvoir, que de réduire la liberté de la presse. Ce sont naturellement les journaux et périodiques qui ont été les premiers visés, puisqu'ils ont le plus d'influence sur l'opinion publique.

LE DIRECTEUR RESPONSABLE

Le nouveau législateur a soumis l'existence des journaux et périodiques à un certain nombre de conditions, dont l'essentielle est la reconnaissance de la responsabilité non seulement d'un gérant, — qui peut n'être qu'un homme de paille, comme le fait arriva souvent sous la précédente législation —, mais du directeur lui-même ou tout au moins de l'un des principaux rédacteurs³.

1. Ces dispositions sur les publications ecclésiastiques sont naturellement tombées en désuétude.

2. L'édit de mars 1848, en vigueur jusqu'aux lois fascistes, faisait de la presse « une garantie indispensable des institutions d'un régime représentatif bien ordonné et l'instrument principal pour répandre largement les idées utiles », E. Reale, *L'Italie*, Paris, 1934, p. 72.

3. Décret-loi royal du 15 juillet 1923, n° 3288 (1924-1219), entré en vigueur

Toute publication périodique doit donc avoir un directeur responsable ; quand le directeur est un sénateur ou un député, le responsable est alors un des principaux rédacteurs du journal ou de la publication. Le responsable est obligatoirement inscrit sur le registre professionnel des journalistes¹ ; il reçoit la reconnaissance officielle du procureur général près la Cour d'appel de la juridiction où s'imprime la publication. Cette reconnaissance peut être refusée ou retirée à ceux qui ont été condamnés deux fois pour délit de presse, mais la décision doit être motivée et peut faire l'objet d'un recours devant le Ministre de la Justice. Un super-recours est admis devant le Conseil d'Etat, s'il est intenté pour des motifs légitimes.

Avant de prendre sa décision, le procureur général doit demander au préfet compétent s'il entend user de la faculté qui lui est reconnue par l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 15 juillet 1923. Le préfet, s'il le juge bon, prononce un arrêt formel avertissant le procureur que la demande de reconnaissance doit être rejetée. En ce cas, le procureur émet une déclaration de *non lieu à pourvoir*, qui doit être notifiée dans les cinq jours, par ministère d'huissier, au signataire de la demande ; celui-ci a le droit de se pourvoir, dans les quinze jours suivants, auprès du Ministre de l'Intérieur.

le 8 juillet 1924, et converti en loi le 31 décembre 1925, loi n° 2307 (1926, 10).

(L'art. 5 de ce décret-loi est intéressant en ce qu'il contient une innovation en matière de délits de presse ou de délits commis au moyen de la presse, cf. *infra*).

La force astreignante de ces mesures était assez contestable, puisqu'elles n'ont été publiées qu'un an plus tard, et qu'aux termes des art. 3 et 4 de la loi du 28 juin 1854, toute mesure législative est réputée de plein droit inexistante si elle n'a pas été publiée avant la clôture de la session parlementaire au cours de laquelle elle fut adoptée. Le gouvernement alléguait qu'il s'agissait de mesures transitoires, ayant trait aux conditions exceptionnelles du pays, et, au lieu de soumettre à la ratification parlementaire le décret du 15 juillet 1923, il prit l'initiative de présenter à la Chambre des Députés, le 4 décembre 1924, un nouveau projet qui devint ensuite la loi du 31 décembre 1925.

1. Nous parlerons plus loin de cet « *albo professionale dei giornalisti* », institution tout à fait originale, créée par l'art. 7 du décret du 15 juillet 1923, mais précisée et complétée par un décret royal du 26 février 1928, n° 384 (399).

En bref, le rôle du préfet semble prépondérant ; par son intermédiaire, le gouvernement peut dénier le droit, à qui que ce soit, de fonder ou diriger, sous sa propre responsabilité, une publication quelconque.

Quant aux publications périodiques contenant des actes et textes officiels, et éditées par les soins des administrations d'Etat, elles ne sont pas soumises aux règles relatives à la reconnaissance d'un directeur ou rédacteur responsable. Mais toute publication d'un autre genre, qui paraîtrait avant l'accomplissement des formalités prescrites, peut être l'objet d'un séquestre.

L'éditeur et l'imprimeur du journal ou périodique doivent, en même temps que la demande de reconnaissance du responsable, faire parvenir au procureur général une déclaration contenant la liste des noms, titres, qualités, domiciles et résidences de tous les propriétaires de la publication ; s'il s'agit d'une société régulièrement constituée, il faut en remettre l'acte de constitution, avec les noms des administrateurs ou des personnes chargées de représenter la société ; pour une société en participation, il faut déclarer les noms, domiciles et résidences de tous les membres.

Cette déclaration doit être renouvelée chaque année, avant le 15 janvier, et, en cas de modification, dans les quinze jours qui suivent le changement opéré.

LE DÉPÔT LÉGAL

La loi du 26 mai 1932¹ ordonne que soient consignés par les soins de l'imprimeur, au procureur du roi près le tribunal de la circonscription où la maison d'imprimerie a son siège, trois exemplaires de tout livre, opusculé, journal, périodique, publication musicale, géographique, cartographique ou topographique, avis et manifeste de tout genre. Sont soumises aussi au dépôt les gravures et photo-

1. N° 2040 (622).

graphies. En sont exempts les autres imprimés, par exemple les registres de commerce, les faire-part de naissance, mariage ou décès, les feuilles de petite publicité commerciale et les imprimés d'usage strictement privé¹.

Le journal ou la publication consignés doivent porter mention du nom et du domicile légal de l'imprimeur et même de l'éditeur, lorsque l'impression et l'édition ont lieu dans des villes différentes.

La loi oblige encore l'imprimeur à tenir un registre relié et paginé, pour y inscrire au fur et à mesure tous les imprimés qui sortent de chez lui (les journaux exceptés). L'éditeur est soumis à une obligation analogue. Ces registres doivent être présentés à toute réquisition du procureur du roi et des fonctionnaires spécialement destinés à veiller à l'observation de ces mesures.

L'absence de dépôt, le dépôt incomplet ou imparfait sont punis d'une amende de cent à cinq mille livres ; le procureur peut en outre confisquer les exemplaires prescrits, et, s'ils sont épuisés, exiger le versement à l'Etat d'une somme égale à leur valeur. La récidive peut entraîner la suspension, pour une durée égale à un mois au plus, de l'exercice de la profession.

La loi règle dans les plus petits détails les formalités du dépôt². Si le procureur ne relève aucune irrégularité, il adresse :

1. Quand on tire d'un même ouvrage et en même temps plusieurs éditions différentes, l'obligation du dépôt ne concerne que l'édition la plus coûteuse.

2. Le dépôt doit être effectué en trois paquets égaux, scellés ou plombés, contenant chacun une liste des publications consignées, avec un exemplaire de chacune d'elles, et portant à l'extérieur : l'adresse du procureur du roi, la mention « *Esemplari d'obbligo* », le nom de l'imprimeur ou de l'éditeur, et l'indication des numéros sous lesquels les publications ont été inscrites sur le registre obligatoire, mentionné plus haut. Deux autres listes des publications consignées sont remises à part au procureur du roi (Art. 10). L'une de ces listes est destinée à la Bibliothèque Victor-Emmanuel (Art. 12). L'envoi au procureur du roi bénéficie d'un tarif réduit, et même, pour les journaux, de l'usage d'un compte-courant, avec la simple mention « *esemplario d'obbligo* » (Art. 11). On trouve facilement cette loi sur le dépôt légal dans le *Codice delle biblioteche italiane*, p.p. U. Costa, Milan, 1937, p. 267 et suiv.

— Un exemplaire à la Bibliothèque du Ministère de la Justice et des Affaires du culte, qui le renvoie, si la matière de la publication ne l'intéresse pas directement, à la Bibliothèque Nationale Victor-Emmanuel de Rome ;

— Un exemplaire à la Bibliothèque Nationale de Florence ;

— Un exemplaire à la Bibliothèque publique du chef-lieu de la province ou d'une autre ville de la même province, à désigner par décret royal sur proposition du Ministre de l'Education Nationale.

L'ORDRE DES JOURNALISTES

Le régime fasciste a précisé et délimité très étroitement les conditions d'existence, non seulement du journal, mais encore du journaliste lui-même.

Le sénateur Ricci, dans son rapport au Sénat sur la loi de la presse, écrit :

« Les journalistes¹ ont eu l'intention de régulariser l'exercice de leur profession, de la soumettre à une discipline, d'en écarter les ignorants et les hommes de moralité douteuse, et de relever ainsi le niveau et le prestige de leur classe. L'institution de cet ordre et la création des registres sont d'autant plus nécessaires que les preuves de capacité, qui sont requises pour l'obtention du plus modeste des brevets, ne sont même pas exigées aujourd'hui de ceux qui exercent la profession de journaliste, et qu'un individu quelconque peut devenir journaliste, même s'il possède un casier judiciaire. L'inscription sur le registre étant refusée à tout individu qui s'est rendu coupable d'un délit de droit commun, cette institution deviendra une garantie de la moralité du journaliste de profession ».

Ainsi, pour exercer la profession de journaliste en Italie ou dans les possessions italiennes, il faut être inscrit sur

1. Faut-il attribuer réellement aux journalistes eux-mêmes l'initiative de ces mesures ?

un *registre des journalistes*¹, tenu par le Syndicat régional fasciste des journalistes. Les journalistes résidant aux colonies sont inscrits sur le registre professionnel de Rome.

La tenue de ce registre, ainsi que la discipline de ses inscrits appartiennent à l'association syndicale, par l'intermédiaire d'un comité composé de cinq membres attitrés et de deux membres suppléants appelés à siéger en cas d'absence des membres ordinaires. Ces membres doivent naturellement faire partie du syndicat et être inscrits eux-mêmes sur le registre professionnel. Ils sont choisis par le Ministre de la Justice, d'accord avec les Ministres de l'Intérieur et des Corporations, sur une liste de quatorze noms proposée par l'association syndicale compétente. Ils sont nommés pour deux ans, avec possibilité de renouvellement. Ce comité élit dans son sein son président et son secrétaire. Il prend ses décisions à la majorité des voix ; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante².

Le registre des journalistes est formé de trois listes :

— la première est celle des *journalistes* proprement dits (*professionisti*), c'est-à-dire âgés de vingt-et-un ans au minimum et exerçant leur profession depuis dix-huit mois au moins ;

— la seconde comprend les *stagiaires* (*praticanti*) c'est-à-dire ceux qui, bien qu'exerçant déjà la profession de journaliste, n'ont pas encore atteint vingt-et-un ans d'âge ou dix-huit mois d'ancienneté. Ils doivent avoir au moins dix-huit ans³ ;

1. Décret-loi royal du 26 février 1928, n° 384 (399). Tous ceux qui, à la date de publication du décret, faisaient régulièrement partie du Syndicat national fasciste des journalistes, ont été inscrits d'office sur le nouveau registre, lorsque les comités du Parti ont jugé qu'ils remplissaient les conditions exigées (Art. 21).

2. Art. 3.

3. Les stagiaires qui ont accompli les deux conditions requises : vingt-et-un ans d'âge, dix-huit mois d'ancienneté — peuvent présenter une déclaration de capacité signée du directeur de leur journal et validée par le Conseil syndical, afin de passer sur la première liste.

Lors des travaux préparatoires à ce décret-loi on avait envisagé la création

— la troisième est réservée aux *publicistes* (*publicisti*) c'est-à-dire à ceux qui exercent la profession de journaliste simultanément avec une autre profession.

Une liste spéciale reçoit les noms de ceux qui, bien que n'exerçant pas la profession rétribuée de journaliste, s'occupent de la publication et assument la responsabilité, en tant que directeurs ou rédacteurs, de revues scientifiques ou techniques (à l'exclusion des publications sportives et cinématographiques ou à desseins uniquement commerciaux).

Lorsqu'il s'élève une controverse relative à la nature de la publication, c'est la *Commission supérieure de la Presse* qui est compétente¹; cette commission, siégeant au Ministère de la Justice, est nommée par décret royal sur proposition du Ministre de la Justice, d'accord avec les Ministres de l'Intérieur et des Corporations. Elle est composée d'un président et de dix membres, dont cinq sont choisis sur une liste de dix noms proposés par le directeur du Syndicat national fasciste des journalistes. Ces membres restent en fonctions trois ans, mais peuvent être maintenus plus longtemps.

La Commission décide à la simple majorité; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. La présence d'un minimum de six membres est indispensable pour la validité de toute délibération².

L'inscription sur le registre professionnel des journalistes est décidée par le Comité dont nous avons traité plus haut, après délibération et examen de la demande faite par l'intéressé.

A la demande adressée au Comité, doivent être joints les documents suivants :

d'une école de journalisme. Repoussé par le gouvernement, ce projet a reçu un commencement de réalisation avec l'adjonction à la Faculté des Sciences Politiques d'une chaire de journalisme.

1. Art. 4.

2. Art. 14.

- un certificat de nationalité italienn¹;
- un certificat prouvant que le requérant jouit de ses droits civils ;
- un acte de naissance ;
- un extrait du casier judiciaire, daté de trois mois au plus avant le jour où est formulée la demande ;
- un certificat du directeur du journal ou du périodique, relatif aux fonctions exercées par l'impétrant dans la publication² ;
- un diplôme d'école moyenne supérieure, ou des titres de culture équivalents³.

Avant de procéder à l'inscription, le Comité demande au préfet de la province où réside le requérant, une attestation sur la conduite politique de ce dernier.

Il est interdit d'être inscrit sur plusieurs registres en même temps, mais le transfert d'un registre à un autre est possible et, d'ailleurs, obligatoire après un changement de résidence d'une durée supérieure à trois mois⁴.

Les registres sont envoyés par les Comités aux chancelleries des Cours d'appel du ressort, aux autorités politiques locales et au Secrétariat de la Commission supérieure de la Presse. Toute nouvelle inscription ou radiation est communiquée à la chancellerie de la Cour d'appel et aux autorités politiques locales⁵.

Ne peuvent être inscrits sur le registre ou doivent en être rayés, en cas d'inscription éventuelle, ceux qui ont été condamnés à une peine de réclusion ou à plus de cinq ans de prison ; si la durée de la condamnation est inférieure à

1. Les étrangers résidant en Italie peuvent exercer la profession de journaliste dans des journaux ou revues publiés en Italie, pourvu qu'ils satisfassent aux conditions d'âge et de moralité exigées des journalistes italiens et contenues dans les art. 4 et 5 du décret (Art. 7).

2. Art. 6.

3. Ces diplômes sont exigés pour toute nouvelle inscription depuis le 30 septembre 1928 (Art. 16).

4. Dans ce cas, si l'intéressé ne demande pas son transfert, il est rayé d'office par les soins du Comité (Art. 8).

5. Art. 9.

ce temps, le Comité peut accorder l'inscription, s'il juge que la personnalité morale du requérant n'a pas été entachée par la condamnation ; s'il s'agit d'une personne déjà inscrite sur le registre, le Comité peut ouvrir une procédure par voie disciplinaire en vue de l'application éventuelle des peines suivantes¹ :

- simple avertissement ;
- suspension pour un temps inférieur à six mois ;
- radiation du registre².

Le Comité peut réprimer d'office, ou sur requête du ministère public, les abus et fraudes commis par les inscrits dans l'exercice de leurs fonctions ; il inflige alors l'une des trois peines ci-dessus.

La perte de la nationalité italienne ou de la jouissance des droits civils entraîne toujours la radiation d'office ; il en est de même pour une interruption de plus de deux ans dans l'exercice de la profession, si cette suspension d'activité n'est pas due à des charges administratives ou à des fonctions politiques³.

En cas de mandat d'arrestation lancé contre un journaliste déjà inscrit, les effets de l'inscription se trouvent suspendus jusqu'à la révocation du mandat⁴.

Toute délibération du Comité, tant sur les demandes d'inscription qu'en matière disciplinaire, doit être communiquée à l'intéressé par lettre recommandée, ainsi qu'au procureur du roi.

Dans les trente jours suivants, l'intéressé peut se pourvoir auprès de la Commission supérieure de la Presse ; le droit au recours appartient également au ministère public⁵, au

1. Art. 5.

2. Art. 11.

3. Art. 10.

4. Art. 5.

5. La Commission, dans son règlement intérieur, approuvé par le Ministre de la Justice, établit les formalités de procédure pour la mise en œuvre du recours. Quand le recours n'est pas intenté par le ministère public, il doit être accompagné du versement d'une taxe de cent liras au secrétariat de la Commission.

directeur du Syndicat national des journalistes et au préfet, quand les décisions du Comité ont été prises sur sa requête ¹.

Le journaliste radié peut, sur sa demande, être ré-inscrit quand les raisons qui ont motivé sa radiation ont cessé d'exister. Si la radiation résulte d'une condamnation pénale, la demande de ré-inscription peut être faite quand les exigences du Code de procédure pénale en matière de réhabilitation sont satisfaites. Si la radiation est la conséquence de mesures disciplinaires, la ré-inscription ne peut être demandée que deux ans après. Si la demande est repoussée, un recours est possible auprès de la Commission supérieure de la Presse ².

Le directeur ou rédacteur responsable d'un journal quotidien doit être inscrit sur le registre des journalistes professionnels (*professionisti*) ; les responsables des autres publications périodiques doivent l'être simplement sur le registre des journalistes ; s'il s'agit des publications, pour lesquelles suffit l'inscription sur la liste spéciale annexée au registre des journalistes, le responsable est seulement tenu de joindre à sa demande de reconnaissance auprès du procureur général, la preuve qu'il a sollicité du Comité son inscription sur cette liste spéciale. La reconnaissance de sa responsabilité lui est un titre suffisant pour obtenir l'inscription elle-même ³.

Le Ministre de la Justice exerce, directement ou par l'intermédiaire des procureurs généraux près les Cours d'appel, la haute surveillance sur les Comités locaux. Il peut dissoudre par décret un Comité qui s'est refusé à accomplir ses devoirs ou qui persiste à les violer. Dans ce cas, les fonctions du Comité sont exercées par le président du tribunal et par un juge délégué par lui, jusqu'à la formation d'un nouveau Comité ⁴.

1. Art. 14.

2. Art. 15.

3. Art. 19. Ces dispositions relatives aux directeurs ou rédacteurs responsables des journaux et périodiques ont été rendues applicables le 1^{er} janvier 1929.

4. Art. 17.

LICENCE

La loi de sûreté publique (art. 111) autorise, moyennant la concession d'une licence délivrée par les autorités de sûreté publique, les impressions typographiques, photographiques, lithographiques, etc..., mais elle interdit (art. 112) la fabrication, introduction ou distribution sur le territoire italien des écrits, dessins, gravures, et tous objets quels qu'ils soient, contraires à l'ordre moral ou politique de la Nation.

L'autorité peut refuser la licence à ceux qu'elle juge capables d'en abuser, et ordonner le séquestre, par voie administrative, de tout imprimé paru sans obtention préalable de la licence ou contraire aux ordonnancements politiques de l'Italie, à la moralité publique et aux bonnes mœurs.

LA CAUTION

Les propriétaires de journaux et périodiques peuvent déposer une caution dont le montant est fixé au début de chaque année par le président du tribunal de leur circonscription d'après l'importance et la diffusion de la publication. Au cas de non-versement de la caution, la garantie du paiement des sommes dues en réparation des préjudices causés du fait de la publication ou pour les frais de procédure occasionnés par toute condamnation relative aux délits de presse, cette garantie est constituée par les machines et autres accessoires typographiques servant à l'impression de la publication ¹.

LA DIRECTION DE LA PRESSE, LE MINISTÈRE DE LA PRESSE

Pour achever de donner à l'organisation nationale de la presse le caractère « *totalitaire* » ² de toutes les institutions

1. Loi du 31 décembre 1925, n° 2307 (1926, 10) art. 4.

2. P. Chimienti, dans son *Cours de droit constitutionnel à l'Université de Rome*.

du régime fasciste, on a d'abord créé plusieurs organismes supérieurs, chargés de tenir en main l'opinion publique tout entière. Ce sont :

— la Direction générale des services de presse près la Présidence du Conseil, dont le rôle est de donner les directives politiques aux journaux du royaume ;

— le Bureau de presse et de propagande, près la Direction du Parti, dont le rôle est davantage administratif (création, suppression ou fusion des journaux ; désignation ou révocation des directeurs et rédacteurs, etc...) ;

— la Commission de surveillance pour la vente des livres, brochures, quotidiens, périodiques, etc..., chargée d'arrêter tout imprimé dont les tendances ne seraient pas conformes à la doctrine fasciste ¹.

Tout récemment, en 1934 ², ces divers organismes ont été coordonnés par l'institution d'un sous-secrétariat pour la presse et la propagande, bientôt transformé en ministère (*Ministero per la stampa e la propaganda*) ³.

Ce ministère est l'une des plus importantes créations du régime. Il exerce la direction et le contrôle non seulement sur la presse et la production livresque tout entière, mais encore sur tous les moyens de propagande quels qu'ils soient, théâtre, cinéma, radio, tourisme.

LE THÉÂTRE

Jusqu'en 1935, malgré l'existence de la Corporation du théâtre, le gouvernement n'était intervenu dans les initiatives privées que d'une façon très exceptionnelle. Avec la création de l'Inspection du théâtre (*Ispettorato del Teatro*) ⁴,

1. Cette commission aurait une puissance telle qu'elle serait capable d'exercer une action jusqu'à l'étranger ; ainsi, S. Trentin rapporte qu'une maison de Paris lui refusa, par crainte de représailles italiennes, d'éditer un ouvrage qu'elle lui avait cependant promis de publier.

2. Décret royal du 6 septembre 1934, n° 1434 (1973).

3. Décret royal du 24 juin 1935, n° 1009 (639). Ce ministère a, depuis, reçu le nom de *Ministero della Cultura popolare*.

4. Décret-loi du 1^{er} avril 1935, n° 327 (325), repris dans la loi du 6 juin 1935, n° 1142 (772).

dépendant du Ministère de la Presse, le théâtre fut considéré pour la première fois comme un corps d'Etat. Il s'agit de canaliser et d'accroître en même temps l'influence qu'il peut avoir sur les foules. On envisagea donc de le réformer, de fond en comble, « âme, technique, substance et forme »¹.

Pour avoir un théâtre national, l'Inspection a créé des bureaux réglant sévèrement l'introduction en Italie des œuvres étrangères et leur distribution aux différentes troupes, à la formation desquelles l'Inspection elle-même préside et concourt financièrement. L'Inspection est encore chargée d'organiser les tournées en province : il est question que l'Etat achète les théâtres municipaux, afin de permettre une plus grande unification de l'ensemble. Il est question aussi de créer trois théâtres d'Etat pour la prose. L'Académie Eleonora Duse a été constituée en véritable école de théâtre. L'Inspection veille avec un soin particulier sur les groupes universitaires fascistes, qui manifestent (notamment celui de Florence) une activité théâtrale intense.

Mais la fondation la plus originale est celle du *Sabato teatrale* : des prix réduits et souvent minimes sont pratiqués le samedi dans les plus grands théâtres, afin de permettre aux ouvriers et petits employés d'assister au spectacle. Le samedi théâtral a été réalisé par l'Inspection du théâtre, en accord avec l'œuvre nationale des loisirs (*Opera Nazionale Dopolavoro*) qui déjà avait créé dans les villes et villages de province le *Carro di Tespi*, sorte de théâtre ambulant, de prose et lyrique.

LE CINÉMA

Plus influent encore que le théâtre sur l'esprit des foules, il a fait l'objet d'une réglementation spéciale et de soins tout particuliers.

1. *La cultura fascista, Testi per i corsi di preparazione politica*, p. 70.

Une Direction générale du cinéma a été instituée en 1934¹ auprès du Ministère de la Presse. L'année suivante, ont été prises les mesures les plus importantes, destinées à donner à l'Italie un cinéma vraiment orthodoxe et national.

On a réglementé étroitement le contingentement et la location des films étrangers. D'après la loi du 13 juin 1935², toute salle doit projeter pour trois films étrangers sonores, au moins un film italien³ sonore, d'un métrage supérieur à 1.500 mètres, et ne datant pas de plus de deux ans ; les films italiens à projeter sont d'ailleurs fixés au chiffre minimum de trois par trimestre. Le Ministère de la Presse se réserve le droit d'augmenter la proportion des films nationaux aux films étrangers, selon le développement de la production cinématographique italienne. Enfin, les conditions de location des films nationaux ne peuvent en aucun cas être moins favorables que celles qui se pratiquent pour les films étrangers d'importance égale.

On encourage la production italienne par le système des avances au moyen d'un fonds spécial créé en 1935 auprès du Ministère des Finances ; ces avances peuvent atteindre le tiers des dépenses prévues pour la réalisation du film. De plus, on a constitué une seconde caisse, la Section autonome pour le crédit cinématographique près la Banque Nationale du Travail⁴, qui prête jusqu'à soixante pour cent du coût des films⁵. Pour obtenir avance ou emprunt, il faut natu-

1. Décret-loi du 28 septembre 1934, n° 1566 (2156), repris par la loi du 10 janvier suivant, n° 65 (138).

2. N° 1143 (772).

3. Sont considérés comme nationaux les films réunissant les conditions suivantes : a) le sujet est d'auteur italien ou adapté par des Italiens ; b) la plus grande partie du personnel artistique et exécutif est italienne ; c) toutes les scènes (intérieurs et extérieurs) doivent être, sauf exception tout à fait rare, tournées en Italie. Quant aux films étrangers, ils doivent être doublés en italien (une seule salle, à Rome, la *Quirinetta*, projette des films étrangers dans la langue originale) ; il est perçu une taxe de doublage de trente mille liras par film (en sont exemptés pour trois films, les producteurs qui ont en même temps réalisé un film purement italien).

4. Décret du 14 novembre 1935, n° 2504.

5. Déduction faite naturellement de l'avance qui aurait été obtenue déjà au titre de la caisse précédente.

rellement que la Direction générale du cinéma ait approuvé le sujet et les modes de réalisation du film, les plans financiers et le crédit des sollicitateurs, ce qui aboutit en fait à une véritable mainmise de l'Etat sur le cinéma national.

Enfin, des prix et récompenses, décernés par le gouvernement, entretiennent l'émulation parmi les producteurs de films ; les films étrangers eux-mêmes sont admis à certains de ces concours, dont le plus important est la Coupe Mussolini à la *Mostra cinematografica internazionale di Venezia*.

Au point de vue de la propagande pure, signalons l'activité intense de l'Institut de cinéma éducatif, *L.U.C.E.*, qui présente les actualités et les films documentaires nationaux.

L'essor du cinéma italien est marqué par la fondation d'un Centre expérimental, véritable école pour le cinéma, et par la construction, près de Rome, d'une Cité du cinéma géante.

LA RADIO

Elle est soumise, comme le théâtre et le cinéma, au Ministère de la Presse et de la Propagande, par l'intermédiaire d'un organisme spécial, l'*Ente Italiano Audizioni Radiofoniche*.

Comme elle est un moyen de propagande, non seulement à l'intérieur du pays, mais à l'étranger¹, on a travaillé à obtenir des postes d'émission suffisamment puissants pour porter les voix italiennes le plus loin possible, et permettre la réception des ondes avec des appareils simples et à bon marché².

La loi du 15 juin 1933³ a créé la Radio rurale, organisme d'Etat dépendant directement du Secrétaire du Parti et

1. De là les émissions en langues étrangères organisées par les postes italiens (on se rappelle la propagande pro-arabe menée contre l'Angleterre par celui de Bari).

2. Ce qui n'empêche pas la perception d'une taxe annuelle sur les appareils récepteurs : décret royal du 11 janvier 1932, n° 7 (139).

3. N° 791.

fonctionnant auprès du Ministère des Communications : dans toute commune le Secrétaire politique doit se mettre d'accord avec les autorités locales pour assurer à chaque école la disposition d'un appareil récepteur.

« Après avoir débuté, voici une dizaine d'années, avec une rubrique éducative assez maigre, *Il Cantuccio dei bimbi*, la radio finissait par trouver le moyen de propagande politique le plus efficace dans les « Chroniques du régime ». Le plus représentatif parmi les nouveaux organismes radio-phoniques, *Il Giornale Radio*, passait de Milan à Rome, sous le contrôle direct du Ministère, et il est aujourd'hui confié, pour la direction politique, artistique et culturelle, à l'Inspection du théâtre, qui est en train de lui insuffler une vie nouvelle.

« Le journal Radio s'est ainsi constitué comme un grand et véritable organisme journalistique, avec sa physionomie propre et des fonctions particulières d'information et d'éducation. Il a été jusqu'à créer, à travers un réseau de correspondants et de collaborateurs spécialisés, des rubriques géniales, comme *Le voci del mondo*. Cette dernière, qui est la radiophonie par excellence, a ouvert à la radio le monde des voix naturelles et des voix sociales, comme un immense et unique théâtre... En conclusion, la radio apparaît tous les jours davantage comme la fusion originale d'un journal *sui generis* et d'un théâtre *sui generis*... »¹.

On voit donc que le Fascisme, outre les buts immédiats de propagande doctrinale et nationale, a cherché aussi, et par des initiatives quelquefois heureuses, à élever le niveau artistique et intellectuel du peuple italien.

CONCLUSION

Il ne nous appartient pas de prendre position pour ou contre la législation italienne de la presse ; mais ce serait considérer la science juridique comme une sèche compilation

1. *La Cultura fascista*, p. 81-83.

de textes que de borner ici notre étude, et nous serions d'autant moins pardonnable que c'est peut-être en matière de presse que les innovations fascistes ont soulevé les controverses les plus ardentes et les plus passionnées.

D'après les uns, on ne dénoncera jamais avec assez de mépris ni de force un meurtre aussi infâme de la liberté. Les journalistes italiens se trouvent placés devant un terrible dilemme : « le silence absolu, total, perpétuel, la condamnation à mourir de mutisme et de faim, ou bien la résignation à lécher les bottes des bourreaux »¹.

Certains prétendent que les mesures fascistes contre la presse ont cherché à abattre une ennemie irréductible : « par la presse furent démasqués les procédés infâmes que le Fascisme inaugura dans l'exercice des fonctions publiques... les ignobles impostures et les mystifications cyniques par lesquelles il s'efforce constamment de duper l'opinion du pays ; par elle furent marqués au fer rouge les sicaires dont il se servit abondamment pour étouffer dans le sang la voix de ses adversaires les plus indomptables. C'est par la presse que fut démontrée au monde civilisé la nullité constitutionnelle de la Chambre issue des soi-disant comices électoraux de 1924 ; que furent poursuivis les meurtriers de Giacomo Matteoti et leurs mandants ; que fut continué, après la sécession de l'Aventin, le combat de l'opposition parlementaire. C'est enfin en se prévalant de la liberté de la presse que les intellectuels italiens élevèrent leur suprême protestation contre les propos sacrilèges de la dictature et revendiquèrent avec fierté, dans un document dû à la plume de Benedetto Croce, la noblesse et l'incorruptibilité de leur foi : la foi qui a été depuis deux siècles et demi l'âme de l'Italie renaissant à la vie, de l'Italie moderne, la foi qui se fonde sur l'amour de la vérité, sur l'aspiration à la justice, qui se compose de sentiments humains, à la fois généraux et civils, de zèle pour l'éducation intellectuelle et

1. S. Trentin, *L'aventure italienne*, Paris, 1928, p. 127.

morale, de sollicitude pour la liberté, force et garantie de tout progrès »¹.

Des intellectuels de tous les pays se sont dressés, violemment indignés : « Il est clair que, du moment où il peut tout, M. Mussolini a le droit de s'arranger de telle sorte que toutes les administrations et toutes les institutions n'existent que pour concourir à son omnipotence et à sa gloire... il s'arrange même si bien qu'il organise des administrations, là où le besoin ne s'en fait pas sentir. Cela lui procure le moyen de les mettre plus aisément dans sa poche. C'est ainsi qu'il a imaginé un ordre des journalistes, en dehors duquel nul ne peut écrire et où les journalistes n'entrent qu'à la condition d'appartenir à leur syndicat, lequel syndicat légal expulse à sa volonté — ou à la volonté du Fascisme »².

Silvio Trentin se fait l'écho d'appels émouvants lancés par des journalistes, désespérés de l'oppression dont furent victimes leurs confrères en régime fasciste ; c'est Alexandre Kouprine qui s'écrie : « Journalistes de tous les pays, écoutez l'appel de vos confrères martyrisés, entendez-les protester contre les géôliers de la parole et de la pensée... » ; puis Ivan Bounine : « Je m'adresse aux écrivains du monde entier ; pourquoi vous taisez-vous devant le spectacle qui se déroule à côté de vous, en Europe civilisée ? Où êtes-vous, vous qui scrutez le fond du cœur, vous, les voyants, vous, la conscience du monde ? Depuis sept ans je vous implore ; répondez au déchirant appel... » C'est surtout l'écrivain et homme politique Giovanni Amendola qui, de son lit de mort, prononce ces paroles poignantes : « Ils ont supprimé la liberté de la presse, et je ne peux plus écrire ; ils ont aboli le Parlement, et je ne peux plus parler ; ils m'ont frappé, et je vais mourir... Mais cela

1. S. Trentin, *Les transformations récentes du droit public italien*, Paris, 1929, p. 438.

2. Voir *La Dépêche* de Toulouse, du 4 septembre 1927.

n'est rien, il y a un malheur bien plus grand, c'est qu'ils assassinent l'Italie ».

Cependant, si ému qu'on puisse être par de tels accents, il faut, avant de se former une opinion, examiner de quels puissants arguments le Fascisme défend ses positions.

Ce qui fait toute la gravité de la question, c'est le rôle capital de la presse dans le monde ¹. « Entre tous les prodiges réalisés par notre civilisation, que certains jugent peut-être trop mécanique, le journal occupe certainement la première place ; il est le miroir du monde ; la liberté de la presse pourrait éventuellement être maintenue, si ce miroir se bornait à refléter les événements sans jamais les déformer ni les subordonner à des intérêts particuliers. Mais quelle est la presse qui, d'une façon ou d'une autre, ne subit pas l'influence d'intérêts souvent opposés aux intérêts généraux du pays ? » ²

La presse présente en effet un double danger qui provient, d'une part, de l'extrême expansion des journaux et périodiques, et de l'autre, des facilités généralement offertes à quiconque veut s'improviser journaliste. Les conditions professionnelles du journalisme sont bien souvent paradoxales, surtout dans les pays démocratiques : alors que la tendance dominante y est l'élection, le contrôle par le peuple de tout citoyen désireux d'acquérir une influence

1. Le Fascisme et Mussolini lui-même, plus que quiconque, n'ont cessé de reconnaître l'extrême puissance de la presse et de lui rendre hommage. Il n'est pas nécessaire de rappeler que le Duce a été d'abord un journaliste, et qu'il a vu dans le journalisme le plus sûr moyen de faire triompher sa cause. Dès décembre 1914, pour défendre et imposer l'interventionnisme, il fondait, en même temps que les premiers faisceaux d'action révolutionnaire, un grand quotidien, *Il Popolo d'Italia*. On sait tout le rôle qu'a joué ensuite ce journal de Milan, lors de la révolution d'après guerre ; il a pris maintenant le caractère d'une institution nationale. L'importance éducative des revues n'a pas été négligée non plus par Mussolini ; dès le début de son action il a fondé, comme filiale du *Popolo d'Italia*, la première des revues fascistes, *Gerarchia*.

2. B. Mussolini, discours tenu au premier Congrès des journalistes italiens, Rome, juin 1925, cité par E. Amicucci, dans *l'Annuaire du Centre international d'études sur le Fascisme*, Paris-Bruxelles, I, 1928, p. 158 (art. sur la liberté de la presse).

politique, le journaliste seul n'est choisi par personne et ne rend de compte à personne. « Il est la seule autorité de l'Etat qui n'a pas besoin d'être officiellement consacrée. Elu par lui-même, il exerce son pouvoir comme bon lui semble, sans être aucunement responsable ni des abus, ni des erreurs les plus grossières qu'il peut commettre »¹.

Alors que le juge n'obtient sa charge qu'après de sérieuses études, alors qu'il est lié par des règles rigoureuses et que ses manquements souvent réparables sont immédiatement frappés de sanctions, le journaliste, lui, qui peut plus que quiconque porter atteinte à l'honneur d'un citoyen jusqu'à lui rendre tout séjour intenable dans un lieu déterminé, exerce ce pouvoir punitif sans en avoir nullement reçu mandat et sans offrir la moindre garantie de compétence ou d'impartialité. Enfin il lui est aisé d'échapper aux poursuites ; d'ailleurs, les dommages causés par la presse ne peuvent jamais être entièrement réparés : quelle somme d'argent, quel article de réhabilitation arrivent à effacer chez les innombrables lecteurs d'un texte injurieux, comme chez la victime elle-même, l'outrage qui en découle ?

En outre, il est bien évident que ce n'est pas toujours l'opinion publique qui s'exprime par la voie de la presse, mais beaucoup plus souvent l'ignorance, la verbosité, la méchanceté d'une minorité ; « il est aisé d'attirer la foule des lecteurs en spéculant sur les penchants peu nobles du public et en satisfaisant ses goûts pour le scandale... seul, le journaliste, dont le pouvoir s'étend à tout, n'est soumis à aucune sanction... n'est-il pas insensé que ceux qui exploitent le plus ce despotisme prétendent justement être les défenseurs de la liberté » ?²

D'autre part, c'est sans doute au point de vue international que la presse peut jouer le rôle le plus capital, excel-

1. M. Nordau, *Mensonges conventionnels*, Paris, 1897.

2. Pobiedonostzeff, procureur général du Saint-Synode, dans le *Recueil de Moscou*, 1906, cité par L. Naudeau, *L'Italie fasciste ou l'autre danger*, Paris, 1927, p. 332.

lent ou déplorable, selon les hommes dont elle est l'instrument.

Ce sont de telles constatations, aggravées encore par les désordres de l'Italie d'après guerre, qui ont ouvert la route aux rigueurs de la législation actuelle. Les prémisses en étaient déjà implicitement contenues dans le programme d'action de l'ancien parti nationaliste ; on trouve en effet dans les paroles de l'un de ses principaux chefs, le sénateur Corradini, une sorte de justification des lois fascistes en la matière :

« Dans celles des grandes nations dont la Constitution est très ancienne, une absolue liberté de la presse peut se perpétuer comme un legs des temps révolus. Mais, quand il s'agit d'un régime politique nouveau, il est essentiel que la presse soit soumise à un certain état de subordination et ne jouisse que d'une liberté très relative.

« La liberté du journaliste n'est que l'une des nombreuses libertés civiques et doit se proportionner à celles-ci. Comme celles-ci, le statut du journaliste doit se soumettre à l'autorité souveraine de l'Etat. Dans le cas contraire, que se passerait-il ? L'Etat aurait tout simplement sacrifié sa suprématie à un petit nombre de privilégiés. Le mot de liberté est un terme légal : comme tel, il est susceptible de limitation et de correction. Il existe une autre sorte de liberté sauvage, appelée communément *licence*. En Italie, la Nation et l'Etat s'étaient accoutumés aux attaques licencieuses menées contre eux par une presse subversive au nom de la liberté. Il était donc indispensable que le Parti Fasciste fît rentrer dans de justes limites la liberté de la presse.

« L'irresponsabilité est un privilège que nul ne devrait avoir le droit d'invoquer »¹.

Le Fascisme justifie lui-même son action en arguant qu'il fallait « enrayer les conséquences de l'un des phénomènes les

1. L. Naudeau, *op. cit.*, p. 237.

plus douloureux de la dernière période de la vie italienne... et ramener toutes les forces sociales dans l'orbite de l'Etat de façon à permettre à tout moment à celui-ci de les dominer en maître »¹.

« Naturellement, la nouvelle discipline juridique imposée par le Fascisme à la presse italienne a provoqué une véritable *révolution journalistique*. Pour reconstruire, le régime a dû auparavant détruire... Les journaux et les journalistes qui vivaient selon le principe de la toute puissance de la presse, placée au-dessus de l'Etat et contre lui, au-dessus de la société et contre elle, ont dû disparaître ou se plier à l'ordre nouveau. Les journaux qui luttèrent contre l'Etat n'ont plus eu la liberté d'accomplir leur œuvre néfaste. Les journalistes qui se croyaient les despotes intangibles du fameux *quatrième pouvoir*, ont disparu. Beaucoup d'entre eux qui eurent sous l'ancien régime la plus grande — et presque toujours la plus néfaste — influence sur la vie politique italienne, ont été exclus de l'exercice de la profession.

« Quelques journaux et quelques journalistes du libéralisme et de la démocratie qui, par contre, ont compris la tâche nouvelle imposée à la presse par le Fascisme, se sont encore encadrés dans la réalité de la discipline fasciste.

« De la révolution journalistique est issue une presse nationale qui opère dans l'orbite de l'Etat et soumet naturellement son action au contrôle et aux sanctions de l'Etat ; une presse fasciste qui est un instrument politique du régime, arme souple, sûre, formidable de la Révolution fasciste... La Presse, ainsi que l'Ecole, doit constituer un instrument du régime »².

Il est vrai que, lors des années troubles qui ont précédé l'avènement du Fascisme, la presse italienne est loin d'avoir régulièrement accompli ses devoirs ; des mesures sévères

1. A. Rocco, *La legislazione*, dans *La Civiltà fascista*, Turin, 1928, p. 306.

2. E. Amicucci, *Il giornalismo nel Regime Fascista*, dans *La Civiltà fascista*, Turin, 1928, p. 508.

s'imposaient à tout gouvernement décidé à rétablir l'ordre, et il n'est peut-être pas exagéré de soutenir que « *ce n'est pas chose difficile de concilier la liberté et la répression des abus qui peuvent en découler, c'est chose impossible* »¹.

« La liberté de la presse est non seulement un droit, elle est un devoir. Mais si l'on désire que le journalisme soit une mission, un apostolat, comme il doit l'être, il faut que ceux qui l'exercent aient conscience de leur responsabilité ». L'expérience pré-fasciste ayant prouvé l'impossibilité de cette seconde assertion, le nouveau régime a réduit la presse à n'être qu'un instrument d'Etat².

Cependant cette législation n'est peut-être pas si exceptionnelle qu'on le prétend parfois ; d'autres pays également, — même à tendances et constitution libérales —, ont mis en pratique des systèmes restrictifs de la liberté de la presse. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, le directeur des Postes peut empêcher par une ordonnance la distribution des journaux qui offensent les institutions ou la moralité publiques ; en Grande-Bretagne, la loi interdit toute publication susceptible de porter préjudice aux intérêts du pays, et cette formule générale comporte de multiples applications ; en Allemagne, l'article 48 de la Constitution accordait au Président du Reich la facilité de suspendre la liberté de la presse. On pourrait multiplier les exemples de systèmes législatifs ayant en la matière des similitudes avec celui de l'Italie ; cependant il est impossible de ne pas reconnaître à ce dernier une profonde originalité qui lui vient de ce que « l'organisation nationale de la presse a le même caractère totalitaire que la Constitution et le fonc-

1. Propos prêtés à Cavour, lors de la suppression des journaux, la *Maga* et le *Fischietto*, qu'on avait jugés coupables de contrecarrer la politique étrangère italienne. On attribue encore au grand ministre cette parole : « *Liberté et responsabilité sont deux notions qui ne peuvent être séparées* » (cité par M. Nordau, *Mensonges conventionnels*, op. cit.).

2. Ce n'est d'ailleurs pas, dans la pensée fasciste, une diminution mais un accroissement de prestige qui est conféré ainsi à la presse. En tout cas, il en résulte, pour les journaux et périodiques italiens une uniformité qui ne manque pas de frapper tout observateur non prévenu.

tionnement politique de la Chambre élective et du Parti Fasciste »¹. La presse n'est plus destinée à renseigner les citoyens sur les événements mondiaux ni sur les courants d'opinions ; elle est devenue une arme pour le gouvernement.

Le Fascisme étant la Vérité par excellence, c'est être vraiment libre que de lui obéir :

« *Il giornalismo italiano è libero perchè, nell'ambito delle leggi del Regime, può esercitare e le esercita, funzioni di controllo, di critica, di propulsione* »².

1. P. Chimienti, *op. cit.*

2. B. Mussolini, *Il Giornalismo come missione* (10 octobre 1928), dans *Scritti e discorsi*, vol. VI, p. 250. — Il faut ajouter que, dans le champ de la moralité publique, la soumission de la presse peut porter les plus grands fruits : l'Italie a pratiquement supprimé de ses journaux toute cette chronique judiciaire qui s'étale encore trop complaisamment sur la première page des publications françaises ; le crime ou le scandale ne trouve plus dans la presse de la péninsule un instrument de publicité trop facile ; « *Tutto ciò che è insano, morboso, immorale ; tutto ciò che è capace di diffondere esempi riprovevoli e suggestioni nocive è escluso dalla stampa italiana* » (*La cultura fascista, Testi per i corsi di preparaz. polit.*, p. 55).

CHAPITRE V

LA LIBERTÉ DE RELIGION

« L'Etat fasciste ne demeure pas indifférent au fait religieux en général, ni à cette religion particulière et positive qu'est le catholicisme italien. L'Etat n'a pas une théologie, mais une morale. Dans l'Etat fasciste, la religion est considérée comme une des manifestations les plus profondes de l'esprit ; en conséquence, elle n'est pas seulement respectée, mais défendue et protégée ».
(B. Mussolini, *Scritti e discorsi*, t. VIII, p. 87).

« S'il y a peu de temps, je suis entré dans le temple et me suis incliné devant l'autel, je ne l'ai pas fait pour rendre un hommage superficiel à la religion de l'Etat ; je l'ai fait par une conviction intime, parce que je pense qu'un peuple ne peut devenir grand, puissant et conscient de ses destins, s'il ne se rapproche de la religion et ne la considère comme un élément essentiel de sa vie privée et publique... ».
(*Ibid.*, t. IV, p. 277).

La législation pré-fasciste. Les accords du Latran : traité et concordat du 11 février 1929 ; le mariage ; l'éducation de la jeunesse. Conclusion.

L'article premier du Statut de 1848 portait que « la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'Etat et que les autres cultes existant actuellement sont tolérés conformément aux lois ». La liberté de

religion ne se trouva nullement atteinte par cette déclaration de principe : la loi du 19 juin 1848 indiquait, dans son article unique, que la différence de culte n'entraîne aucune distinction quant à la jouissance des droits civils et politiques et quant à l'admissibilité aux emplois civils et militaires.

Peu à peu on avait aboli, soit les privilèges dont jouissait antérieurement la religion catholique, notamment en matière d'enseignement, soit le tribunal de l'Inquisition qui fonctionnait encore dans diverses provinces. On avait institué le mariage civil, supprimé les facultés de théologie, rendu indépendant de toute formule religieuse le serment prêté par les témoins, les jurés ou les experts, ainsi que celui des députés et sénateurs. La liberté de conscience avait été garantie encore par l'abrogation de l'appel *ab abusu*, de toute exécution forcée des actes de l'autorité religieuse, de toute juridiction ecclésiastique pourvue d'effets civils¹.

Mais le gouvernement n'avait pas réussi à régler le problème, difficile entre tous, de la présence sur le sol italien du chef d'une grande religion universelle, le Pape.

Le Fascisme qui avait donné, dès son arrivée au pouvoir, des marques de bienveillance et de préférence même au culte catholique (ainsi la reconnaissance de l'enseignement religieux comme base et sommet de l'éducation nationale)², entreprit peu de temps après de résoudre la question romaine.

LES ACCORDS DU LATRAN

Les pourparlers, commencés le 6 août 1926, furent longs et parfois tumultueux. Ils aboutirent enfin, le 11 février 1929, à la signature du traité et du concordat annexe.

Ces accords mettaient fin à l'état de choses existant de-

1. *Pandectes françaises*, Paris, 1901, t. XXXVI, art. *Italie*, p. 916.

2. Voir le chapitre sur la liberté d'enseignement.

puis l'annexion des provinces romaines (2 oct. 1870) et la loi de transfert de la capitale (26 janv. 1871) ; ils remplaçaient la loi des garanties du 13 mai 1871, à laquelle le Souverain Pontife n'avait pas voulu donner son adhésion.

La paix fut ainsi rétablie entre le pouvoir officiel et le pouvoir religieux : un domaine matériel était assuré au Pape, en toute propriété et souveraineté, domaine très restreint en vérité puisqu'il ne comprend que la Cité du Vatican, mais suffisant en droit international pour servir de support à la souveraineté du Chef de la Chrétienté. Ainsi cesse la fiction du Pape prisonnier au Vatican. Le Pontife reçoit toutes les prérogatives d'un Chef d'Etat ; il peut traiter d'égal à égal avec toutes les puissances ¹.

Au traité du Latran fut annexé un Concordat ² pour régler les rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Le caractère essentiel en est la reconnaissance de la religion catholique comme religion d'Etat, tout au moins en principe. Aux termes de l'article premier, « l'Italie assure à l'Eglise catholique le libre et public exercice du culte, ainsi que celui de sa juridiction en matière ecclésiastique, selon les règles du présent Concordat. Là où il le faudrait, elle accorde aux ecclésiastiques pour les actes de leur ministère spirituel la défense de la part de ses autorités. En considération du caractère sacré de la ville éternelle, siège épiscopal du Souverain Pontife, centre du monde catholique et but des pèlerinages, le gouvernement italien aura soin d'empêcher à Rome tout ce qui pourrait être en contradiction avec ce caractère ».

En conséquence de cette idée fondamentale toute une série de dispositions du Concordat assurent au Saint-Siège un ensemble d'immunités et de privilèges tant en ce qui

1. Sur l'Etat du Vatican, lire *La Cité du Vatican* par Mgr. J. Roserot de Melin, Paris, 1937 (Coll. *Les Etats contemporains*).

2. Le tout fut approuvé par la loi du 27 mai 1929, n° 810 (987), qui entérina aussi la convention financière signée le même jour que le traité. Il y eut ensuite entre l'Etat et le Saint-Siège, des conventions d'ordre postal, télégraphique, téléphonique, ferroviaire, touristique, monétaire, etc...

concerne le choix et la nomination des évêques et archevêques, le régime des édifices ouverts au culte, l'organisation du service religieux dans l'armée, la provision des bénéfices ecclésiastiques, la personnalité juridique des associations religieuses¹, la gestion des biens ecclésiastiques, les adoucissements fiscaux en faveur des corps ecclésiastiques que par la renonciation de l'Etat aux privilèges du passé, l'abolition de l'exequatur, du placet royal, de la régale sur les bénéfices majeurs et mineurs.

Sans nous appesantir davantage sur ces dispositions générales et qui visent plus spécialement l'organisation de la vie religieuse en Italie, nous devons étudier certaines parties du Concordat qui rentrent plus particulièrement dans le cadre de ce travail.

LE MARIAGE

L'article 34 contient une disposition très importante sur le mariage. « L'Etat italien, voulant redonner à l'institution du mariage qui est la base de la famille, une dignité conforme aux traditions catholiques de son peuple, *reconnaît au sacrement de mariage réglé par le droit canonique les effets civils* ». L'acte de mariage sera rédigé par le curé après la célébration du sacrement, et transmis par lui à la commune pour être transcrit sur les registres de l'état civil.

On a beaucoup discuté sur cette innovation qui donne à la législation italienne du mariage une physionomie si différente de la nôtre. Le Chef du gouvernement la défendit à la Chambre par un argument tiré de la commodité. « Les communes en Italie sont au nombre de 8.000, les paroisses au nombre de 15.000. Qu'avons-nous fait ? Nous avons donné aux catholiques qui le veulent la possibilité de faire

1. Cette reconnaissance de la personnalité juridique des associations religieuses mettait fin au régime d'exception de la loi du 7 juillet 1866 (Cf. le chapitre sur la liberté d'association).

la même chose dans le même temps et avec les mêmes personnes. Cela encouragera les mariages jeunes et si, de ces mariages naît une abondante progéniture, j'en serai particulièrement heureux »¹.

Ce n'est pas seulement la célébration du mariage, mais encore son annulation et sa dispense qui font l'objet d'une réforme importante, la plus originale à vrai dire.

L'article 34 continue ainsi : « Les causes concernant la nullité du mariage et la dispense du mariage conclu et non consommé sont réservées à la compétence des tribunaux et dicastères ecclésiastiques. Les décisions et les sentences sur la question, quand elles sont devenues définitives, seront portées au suprême tribunal de la Signature, lequel s'assurera si on a respecté les règles du droit canonique relatives à la compétence du juge, à la citation et à la légitime représentation ou à la contumace des parties. Les dites décisions et sentences définitives avec les décrets y afférents du suprême tribunal de la Signature, seront transmises à la Cour d'appel de l'Etat, compétente pour le territoire, laquelle, par ordonnances émises en Chambre du Conseil, les rendra exécutoires pour les effets civils et ordonnera qu'elles soient notées dans les registres de l'état civil, en marge de l'acte de mariage. Pour les causes de séparation de corps, le Saint-Siège consent à ce qu'elles soient jugées par les autorités judiciaires civiles ».

Ce second alinéa de l'article 34 est beaucoup plus original dans la législation comparée que le premier : il y a bien d'autres pays qui ont reconnu au mariage religieux des effets civils, par exemple la Bulgarie, la Tchéco-Slovaquie, le Danemark, la Grèce, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Irlande, la Yougo-Slavie, etc...² ; *il n'y en a pas qui aient été jusqu'à accorder aux seuls tribunaux d'église la connaissance*

1. P. de Montesquiou-Fesenzac, *Rapports de la Papauté avec le royaume d'Italie depuis 1870* ; *Le traité de Latran*, Paris, 1936, p. 111.

2. *Op. cit.*, p. 110.

des causes matrimoniales. C'est en somme faire entrer le droit canonique dans la législation civile italienne.

Jusqu'ici nous avons constaté les résultats d'un accord complet, obtenu par la compréhension réciproque, entre les hautes parties contractantes, des grands intérêts en jeu et des transactions nécessaires. Un seul point toutefois fut générateur de frictions, le même qui faillit arrêter les pourparlers et empêcher la signature du traité, le problème de l'éducation de la jeunesse.

L'ÉDUCATION DE LA JEUNESSE

Ici en effet se sont affrontées sans compromis possible deux conceptions opposées, touchant l'une et l'autre au caractère fondamental des pouvoirs en présence : d'un côté, l'Eglise, détentrice de la vérité éternelle, directrice des âmes, émanation de la divinité ; de l'autre, le Fascisme, doctrine totalitaire, qui se prétend maître absolu des corps et des esprits et ne saurait concevoir ni tolérer la moindre atteinte à son prestige.

Dès 1926, Pie XI s'exprimait en termes catégoriques sur le danger que courrait la jeunesse catholique si sa formation était abandonnée à l'Etat civil. De son côté, Mussolini n'était pas moins formel : « Pie XI sait qu'il y a des questions sur lesquelles nous sommes intransigeants autant que lui, et si, pendant toute l'année 1927, il y eut une période de stagnation, si tout se limita à maintenir les contacts, cela est dû aux dissensions ... à propos de l'éducation des jeunes générations. Un autre régime que le nôtre, un régime libéral, un régime de ceux que nous méprisons peut juger utile de renoncer à l'éducation des jeunes générations. Dans ce domaine, nous sommes intraitables. L'enseignement doit être nôtre. Ces enfants doivent être élevés dans notre foi religieuse, mais nous avons besoin de donner à ces jeunes gens le sens de la virilité, de la puissance, de la conquête... » ¹.

1. Cité par P. de Montesquiou-Fesenzac, *op. cit.*, p. 119.

Le Fascisme visait surtout l'activité de l'*Action catholique*, groupement laïque participant à l'apostolat hiérarchique. Des violences furent commises contre les personnes et les locaux, il y eut même des emprisonnements. Enfin, on aboutit à la transaction exprimée par l'article 45 du Concordat :

« L'Etat italien reconnaît les organisations dépendant de l'*Action catholique* italienne, en tant que celles-ci, comme le Saint-Siège l'a décidé, développent leur activité en dehors de tout parti politique et sous la dépendance immédiate de la hiérarchie de l'Eglise, pour la diffusion et l'application des principes catholiques. Le Saint-Siège prend occasion de la stipulation du présent concordat pour renouveler à tous les ecclésiastiques et religieux d'Italie la défense de s'inscrire et de militer dans quelque parti politique que ce soit ».

Cependant, les difficultés n'étaient pas réglées d'un seul coup ; il en surgit bientôt de nouvelles, qui amenèrent plusieurs crises, d'abord celle de 1931¹, puis celle, toute récente, d'août et septembre 1938. Au sujet de cette dernière, on a pu lire dans l'*Osservatore Romano* : « Les points actuellement en examen concernant les relations entre l'*Action catholique* et le Parti Fasciste ont reçu les éclaircissements adéquats. En particulier il a été déclaré qu'aucune incompatibilité ne subsiste dans le fait d'appartenir à l'*Action catholique* et au Parti Fasciste pour les dirigeants respectifs de l'une et de l'autre. En conséquence les derniers cas dus à une préten-

1. On accusait l'*Action catholique* de chercher à rénover l'ancien parti populaire contre le régime fasciste. L'encyclique « *Non abbiamo bisogno* » du 29 juin 1931, condamna formellement le monopole du Fascisme dans la formation de la jeunesse. Finalement on arriva à un accord ; tous les dirigeants ecclésiastiques et laïcs de l'*Action catholique* devaient dépendre directement de l'évêque qui les choisirait, ils ne seraient en aucune manière des adversaires du régime ; l'*Action* ne se proposerait pas de buts syndicaux ou professionnels ; elle n'aurait qu'un drapeau, le drapeau national, et les emblèmes religieux ; il en serait de même pour les associations de jeunesse de l'*Action catholique* ; ces dernières s'abstiendraient de toute activité de nature athlétique ou sportive et se limiteraient à des réunions de caractère récréatif et éducatif ou ayant la religion comme fin (cf. P. de Montesquiou-Fesenzac, p. 126).

due incompatibilité seront rapidement restitués *in integrum* »¹.

Sous les arrangements provisoires que des incidents fréquemment renouvelés rendent nécessaires, on sent percer l'incompatibilité foncière et irréductible des deux forces en présence, que seule, la notion supérieure de l'intérêt empêche de s'affronter trop vivement. L'accord vient de se révéler de plus en plus précaire, depuis la subite conversion du Duce aux théories du racisme et la protestation que le Saint-Père n'a pas manqué d'élever au nom des droits supérieurs de l'humanité².

Quoi qu'il en soit, le Fascisme a conservé la haute main sur la formation de la jeunesse : nous avons vu d'ailleurs comment il l'a conçue.

Seule, l'instruction religieuse est réservée à l'Eglise, par les articles 35 et 36 du Concordat. L'article 36 reprend les termes du décret du 10 octobre 1923, examiné plus haut : « L'Italie considère comme le fondement et le couronnement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la forme reçue de la tradition catholique ». Il est prévu que l'enseignement religieux, déjà donné dans les écoles élémentaires, sera étendu aux écoles secondaires³ ; cet enseignement sera confié à des maîtres ou professeurs, prêtres ou religieux, approuvés par l'autorité ecclésiastique, et subsidiairement à des maîtres et professeurs laïcs, munis d'un certificat de capacité délivré par l'Ordinaire diocésain. La révocation du certificat de la part de l'Ordinaire prive sans autre formalité le maître du pouvoir d'enseigner. Dans le dit enseignement religieux des écoles publiques ne seront acceptés que les manuels approuvés par l'autorité ecclésiastique ».

Dans l'article suivant (art. 37) il est prescrit que les

1. Cité par *Le Temps* du 25 août 1938.

2. D'autre part, les récentes dispositions raciales sur le mariage (interdiction du mariage mixte, juif ou étranger) ne peuvent s'accorder pleinement avec l'art. 34 du Concordat, examiné ci-dessus.

3. Cette disposition a fait l'objet du décret d'avril 1930, dont il est question dans notre chapitre sur la liberté de l'enseignement.

associations d'Etat pour l'éducation physique et la préparation militaire, ainsi que l'œuvre Balilla, devront régler leurs horaires de manière à ne pas empêcher, les dimanches et jours de fête obligatoire, l'accomplissement des devoirs religieux. Les directeurs d'écoles publiques agiront de même pour les réunions éventuelles des élèves les jours de fête.

Enfin, les Universités catholiques, les grands et petits séminaires, les Académies et institutions chargées de la formation des ecclésiastiques continueront à dépendre uniquement du Saint-Siège, sans aucune ingérence des autorités scolaires du royaume¹. Les grades en théologie décernés par les facultés approuvées par le Saint-Siège seront reconnus par l'Etat ; il en sera de même pour les diplômes des écoles de paléographie et diplomatique instituées auprès de la Bibliothèque vaticane².

CONCLUSION

En conclusion, les accords du Latran marquent le désir du Fascisme d'assurer au pays la paix religieuse ; le régime a compris en outre de quel poids pouvait être la Papauté dans son établissement et son maintien ; mais les concessions, si importantes soient-elles, qu'il a pu consentir au Saint-Siège, n'ont pas amené entre les deux puissances un accord définitif. L'Eglise, puissance spirituelle, s'est heurtée au Fascisme, puissance totalitaire qui prend l'homme tout entier, corps et âme. On peut croire que le Fascisme l'a emporté jusqu'ici, puisque les associations catholiques de jeunesse, dont l'Eglise est à bon droit si jalouse, sont tout juste tolérées en Italie et y jouissent d'une liberté et d'un champ d'action beaucoup plus restreints qu'en pays

1. Art. 39.

2. Art. 40. Il est par ailleurs spécifié (art. 35), qu'en toute autre matière les examens de l'Etat sont seuls valables ; les élèves des écoles religieuses sont admis à s'y présenter sur un pied d'égalité avec leurs camarades des instituts gouvernementaux.

libéral, chez nous par exemple. Le Fascisme a peut-être eu le dessein d'asservir l'Eglise¹ ; mais l'histoire nous montre qu'on n'enchaîne pas l'Esprit.

LES AUTRES CULTES

Comme dans l'ancienne Charte Albertine, ils sont qualifiés de « *culti ammessi nello Stato* », par la loi du 24 juin 1929², qui règle leurs rapports avec l'Etat. Cette loi spécifie encore les effets civils des mariages conclus devant les ministres de ces différents cultes.

Tous les citoyens, de quelque religion qu'ils soient, sont égaux en droit. Même les mesures anti-sémitiques ne sont pas dirigées contre le culte israélite ; elles n'ont à la base qu'un principe racial ; toutefois la distinction ici est subtile et machiavélique, puisque le seul effet pratique en est d'éteindre les persécutions aux Juifs convertis à d'autres religions.

1. D'ailleurs il croit et enseigne couramment que l'Eglise doit tout ce qu'elle est à Rome et à l'Empire romain. Le Duce écrit : « *Cette religion est née en Palestine, mais elle est devenue catholique à Rome*. Si elle était restée en Palestine, il est fort probable qu'elle aurait été une de ces nombreuses sectes qui fleurissaient dans cette atmosphère surchauffée, comme par exemple celles des Esséniens et des Thérapeutes, et qu'elle s'y serait éteinte sans laisser de trace. Notre collègue Orano n'aime pas les précurseurs et il combat avec force la théorie du précurSIONNisme. Il n'aura pas de chagrin si moi, qui ai lu, dans la première et la seconde édition, son livre admirable, *Cristo e Quirino*, je lui rappelle que lui-même trouve un précurseur au Christianisme dans le poète Horace. Récemment, un homme de lettres célèbre, qui a écrit une histoire du Christ renommée, mais peut-être pas très chrétienne, retient dans son livre *Gli operai della vigna* que le Christianisme a eu deux autres précurseurs : Virgile, et cela ne vous étonne pas et Jules César, dont le nom peut-être vous étonnera davantage » (*Scritti e discorsi*, t. VII, p. 34). Cette citation de Mussolini est reprise tout au long dans le texte officiel des Cours de préparation politique (section *La dottrina del Fascismo*, Rome, an. XIV, p. 132) qui ajoute : « La victoire de l'Eglise au IV^e siècle est surtout l'affirmation de la conception latine et réaliste du Christianisme, contre l'obscurité de l'agnosticisme oriental et hellénistique. C'est l'affirmation de Rome contre Byzance, de l'esprit latin contre le syncrétisme byzantin. A Byzance, le Christianisme se transforme en un vaste rituel imprégné de mysticisme et vit dans la vaste organisation de l'Empire comme un élément, indispensable certes, mais subordonné ; à Rome, il s'imprègne du sens civil de l'ordre et pendant l'écroulement du vieux monde, s'affirme comme une force éthique et sociale... Nonobstant la puissance séculaire que la Papauté est amenée à assumer... l'idée impériale n'a jamais été abolie... ».

2. N° 1159 (1215).

CHAPITRE VI

LA LIBERTÉ DE RÉUNION

Le droit de réunion dans le Statut, dans la loi de 1926 et dans celle de 1931, comportant des formalités préalables ; les sanctions prévues ; les réunions religieuses hors des lieux destinés au culte.

Une réunion est un groupement temporaire de personnes, mais on qualifie plus spécialement de réunion une assemblée tenue dans le dessein de discuter ou de délibérer sur un thème déterminé (par exemple les meetings anglais)¹.

Le Statut italien, en vigueur jusqu'au Fascisme, déclarait dans son article 32 :

« Le droit de se réunir pacifiquement et sans armes est reconnu par les lois qui pourront en réglementer l'exercice dans l'intérêt public. Cette disposition n'est pas applicable aux réunions dans des lieux publics ou ouverts au public, lesquels demeurent entièrement soumis aux lois de police »².

La loi du 6 août 1926³ apporta à cette législation libérale des restrictions considérables. Elle interdit que les manifestations publiques de science, de bienfaisance ou de sport, de même que les célébrations et commémorations, aient lieu sans une autorisation préalable du préfet de la province, à qui les promoteurs de ces réunions doivent adresser une demande documentaire un mois avant la date fixée⁴.

1. Cf. la définition donnée par le Code italien : « *Riunione, convegno occasionale di persone che si riuniscono in una data località momentaneamente per un determinato argomento* ».

2. La matière est réglementée par les lois du 23 décembre 1888, sur la sûreté publique, et du 30 juin 1889, sur les réunions publiques.

3. Loi n° 1486 parue à la *Gazzetta ufficiale* du 7 septembre, n° 208.

4. Art. 1-5.

Le préfet, avant de donner sa décision, requiert — sauf en cas d'urgence — l'avis d'une commission spéciale, constituée en permanence dans chaque province sous sa présidence et composée du commandant de la garnison, du proviseur régional des études ou de l'un de ses délégués, du secrétaire politique de la Fédération provinciale fasciste et du podestat¹.

L'autorisation est refusée aux manifestations qui semblent contraires à la conscience nationale, ou qui, par défaut de moyens ou insuffisance d'organisation, ne paraissent pas en mesure de réaliser les fins poursuivies.

Aujourd'hui, toute la législation relative au droit de réunion — formalités, sanctions, etc... —, est contenue dans le titre second de la *loi de sûreté publique du 18 juin 1931*, qui n'est qu'une répétition remaniée, complétée, précisée mais identique, quant au fond, des titres II et III de la loi de sûreté de 1926².

Désormais, les organisateurs d'une réunion qui doit se tenir dans un lieu public ou ouvert au public sont dans l'obligation de prévenir le questeur au moins huit jours à l'avance.

Peut être considérée comme publique une réunion qui, bien que privée, acquiert un certain caractère de publicité par le lieu où elle est faite, par son but ou par le nombre élevé de ses composants.

Les contrevenants sont passibles d'un emprisonnement d'une durée inférieure à six mois et d'une amende de mille à quatre mille liras ; sont susceptibles d'encourir les mêmes peines les orateurs qui auraient pris la parole pendant les réunions tenues ainsi clandestinement³.

1. Art. 4.

2. La loi de 1931, n° 773 (669) a été publiée en supplément à la *Gazzetta ufficiale* du 26 juin suivant, n° 146.

3. Cf. l'art. 655 du nouveau Code pénal (art. 189 du Code pénal de 1889). La *radunata sediziosa* est passée, avec la formation de groupes armés, de la catégorie des délits dans celle des contraventions ; il n'est pas nécessaire qu'elle tende à la perpétration d'une violence publique pour être considérée

Le questeur peut imposer des modalités de temps ou de lieu et même interdire la réunion, soit que les formalités prescrites n'aient pas été remplies, soit qu'interviennent des motifs de moralité, de santé ou d'ordre public.

Les contrevenants aux décisions prises par le questeur sont passibles d'un emprisonnement d'une durée supérieure à un an et d'une amende de deux mille à quatre mille liras ; les mêmes sanctions sont applicables à ceux qui auraient pris la parole au cours de la réunion en question.

Le port d'armes¹ est totalement interdit dans les réunions publiques ; il entraîne, outre les peines établies par le Code pénal pour port d'armes prohibé, un emprisonnement de dix jours à trois mois et une amende de cinq cents à cinq mille liras, avec la confiscation des armes.

Lorsque des cris séditieux, des manifestations de quelque nature que ce soit, susceptibles de nuire au prestige des autorités ou à l'ordre public, prennent naissance au cours d'une réunion tenue dans un lieu public ou ouvert au public, la réunion peut être dissoute et ses membres dispersés.

L'exposition de drapeaux ou emblèmes, symboles de conceptions contraires au Fascisme, ou paraissant exprimer une critique quelconque à l'égard du gouvernement et de l'Etat, est toujours considérée comme une manifestation séditieuse.

Si l'invitation à la dispersion formulée par les officiers ou les sous-officiers des carabinieri reste sans effet, elle est réitérée au moyen de trois sommations, *tre squilli di tromba* ;

comme séditieuse. Le nombre des composants en est fixé à dix pour éviter toute interprétation excessive et dangereuse ; le fait de la non punissabilité de celui qui se retire donne un caractère plus personnel aux mesures prises en la matière, contrairement à l'esprit du Code de 1889.

1. Toute participation à un cortège armé, non pourvu de la licence de port d'armes délivrée par le préfet, est punie d'un emprisonnement d'au moins six mois et qui peut atteindre, pour les meneurs, une durée d'un an (art. 28 de la loi de 1926 et 29 de la loi de 1931). Une modification de caractère général a supprimé l'article 470 du Code pénal de 1889 définissant les armes dites *insidiose* ; on a écarté ainsi une distinction superflue (voir nouveau Code pénal, art. 704).

si ces avertissements restent sans effet, la police et l'armée ont alors recours à la force. Quant aux personnes qui refusent d'obtempérer aux ordres de dispersion, elles sont passibles d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de trois cents à quatre mille liras.

Toutes ces dispositions peuvent s'appliquer également aux *cérémonies et réunions religieuses tenues hors des locaux qui leur sont habituellement destinés*. Cependant, un adoucissement aux sanctions encourues par les organisateurs qui n'ont pas prévenu le questeur dans les délais voulus par la loi, abaisse l'emprisonnement à une durée maxima de trois mois et l'amende à une somme inférieure à cinq cents liras.

D'autre part, le questeur ne peut changer les modalités de temps et de lieu de ces réunions qu'après en avoir prévenu les organisateurs au moins vingt-quatre heures à l'avance¹.

Les principes énoncés ci-dessus laissent d'ailleurs le champ libre à des sanctions beaucoup plus fortes que celles qui sont prévues dans les chapitres sur la liberté de réunion ; par exemple, quoi de plus aisé pour l'autorité fasciste que d'assimiler une réunion tenue sans l'autorisation préalable de la police à une conspiration entraînant une peine de trente années de réclusion et relevant exclusivement de la compétence du Tribunal spécial ?

1. Art. 25 à 27 de la loi de 1931 (art. 24-25 de la loi de 1926). Ces dispositions ne s'appliquent pas aux transports funèbres ou du viatique, sauf en cas de prescriptions législatives spéciales ou de règlements locaux de santé publique et de police.

CHAPITRE VI

LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Bref aperçu de la législation pré-fasciste en matière d'association.
La législation fasciste : conditions d'existence d'une association,
conditions d'adhésion pour les simples citoyens et pour les fonction-
naires. Associations subversives, anti-nationales et internationales.

L'association est un groupement de personnes fondé pour une durée plus ou moins longue, avec un statut propre, et destiné à réaliser des buts communs à ses composants.

La liberté d'association était, avant le Fascisme, un principe incontesté en Italie ; on en voyait la source dans l'article 32 du Statut, bien que cet article visât seulement la liberté de réunion¹, et dans le décret du 26 septembre 1848, lequel avait abrogé le Code pénal sarde, dont les articles 483-486 assujettissaient toute association à une autorisation préalable².

De la sorte, le droit d'association n'était soumis à aucune restriction, l'existence même d'une association, à aucune formalité. Par ailleurs, après décret royal rendu en Conseil d'Etat, les associations pouvaient obtenir très facilement le régime et les avantages de la personnalité morale : le Conseil d'Etat se montrait si libéral que la reconnaissance

1. Cf. le chapitre précédent. Un arrêt de la Cour de cassation de Rome du 16 février 1880 refusa de prononcer la dissolution d'une association internationale de travailleurs, en arguant qu'elle s'était placée à bon droit sous le statut sarde.

2. Cf. A. Choteau, *Le contrat d'association en Italie*, Paris, 1921 (thèse), p. 25.

des associations consistait souvent en un simple enregistrement ¹.

LA LÉGISLATION FASCISTE

Grâce à ce régime si facile, les associations de toute nature s'étaient multipliées en Italie : deux catégories d'entre elles, le réseau syndical organisé par la Confédération Générale du Travail, et les sociétés occultes de la franc-maçonnerie avaient acquis une puissance considérable et jugée par le Fascisme néfaste pour l'Etat. Aussi la première tâche du gouvernement nouveau est-elle de les réduire l'une et l'autre.

Il promulgue tout d'abord le décret-loi royal du 24 janvier 1924 ², qui confie institutionnellement à l'autorité politique provinciale la surveillance des associations ou corporations de toute sorte, alimentées par les contributions des travailleurs.

Les préfets reçoivent la possibilité, non seulement d'ordonner des inspections ou des enquêtes sur le fonctionnement de ces associations, mais encore de révoquer ou d'annuler les actes par elles accomplis, de dissoudre, dans les cas les plus graves, leurs Conseils d'administration et de déléguer temporairement, pour une période qui peut s'étendre à deux années, la gestion de leur patrimoine ; ils peuvent en répartir les activités éventuelles parmi les différents associés, les attribuer à des établissements publics ou

1. Les associations religieuses subissaient un régime d'exception, la loi du 7 juillet 1866 ayant supprimé pour elles la possibilité d'une reconnaissance par l'Etat. Elles subsistaient donc « à l'état d'associations licites, non reconnues, dans une situation juridique identique à toute association non reconnue » (A. Choteau, p. 40). Ainsi on avait dépouillé les congrégations de leur personnalité, on n'avait pas entendu les dissoudre (toutefois le droit même d'association était, dans presque toutes les provinces, dénié aux Jésuites). Ce régime d'exception a pris fin avec le Concordat de 1929 (art. 29), et par la loi du 27 mai 1929, n° 848 (1018) : *riconoscimento agli effetti civili degli istituti ecclesiastici e degli enti di culto*.

2. N° 64 (339).

même les employer à des fins plus conformes aux besoins de la tutelle économique et morale des classes laborieuses¹.

D'autre part, la loi du 26 novembre 1925² supprime ou tout au moins affaiblit considérablement l'action occulte de la franc-maçonnerie, en contraignant les associations, quelles qu'elles soient, à communiquer aux autorités de police leur acte constitutif, leur statut et règlement intérieur, la liste nominative de leurs charges sociales et de leurs sociétaires, et tout renseignement utile relatif à leur organisation et à leur activité, chaque fois qu'elles en sont requises par les autorités, pour des raisons d'ordre public ou de sûreté.

Cette même loi et celle de sûreté publique du 6 novembre 1926, reprise dans la loi du 18 juin 1931, adoptent des mesures très rigoureuses envers les associations ; elles décident que l'obligation de fournir les dits renseignements incombe à tous ceux qui exercent des fonctions de direction ou de représentation, et qu'ils ont, pour s'exécuter, un délai de deux jours à dater de la notification de la demande. L'inobservation de ces modalités entraîne, pour le contrevenant, un emprisonnement d'une durée minima de trois mois et le paiement d'une amende de deux mille à six mille liras. En cas de renseignements incomplets ou faux, les responsables sont punis d'un emprisonnement qui peut atteindre une année et d'une amende de cinq mille à trente mille liras ; en outre, ils se voient interdire l'exercice de tout emploi public pendant une période de cinq ans. Enfin, le préfet peut dissoudre sans aucune formalité préalable les associations dont les dirigeants auraient refusé de communiquer les renseignements requis par la police, ou auraient communiqué des renseignements inexacts, et les associations qui

1. D'après S. Trentin (*Les transformations du droit public italien*, ouvrage déjà cité, p. 457) ces mesures aboutirent à mettre les organisations ouvrières à la merci du pouvoir exécutif, tout en épargnant complètement l'activité des sociétés capitalistes. Voir, plus haut, notre chapitre sur la liberté du travail.

2. N° 2029 (1784).

entreprendraient une activité jugée contraire à l'ordre national et à l'Etat¹.

Ceux qui tenteraient de prendre des initiatives pour éluder cette prohibition sont passibles de trois à dix ans de réclusion ; tandis que ceux qui s'obstineraient à faire partie des associations dissoutes ou continueraient à en répandre les programmes, les doctrines et la méthode d'action encourent un emprisonnement de deux à cinq ans.

Le décret du préfet dissolvant l'association peut également ordonner la confiscation de ses biens sociaux.

Le recours contre le décret préfectoral peut être porté devant le Ministre de l'Intérieur, contre la décision de qui aucun recours n'est plus admis, même pour motif d'illégitimité.

De plus, il est interdit de créer, organiser, constituer ou diriger sur le territoire italien des associations de caractère international sans obtenir l'autorisation du Ministre de l'Intérieur ; il est défendu également de faire partie d'associations similaires qui n'auraient pas reçu l'approbation des autorités italiennes.

Quant au port d'uniformes ou de marques distinctives, il n'est permis que s'il s'agit d'emblèmes du Parti ou d'emblèmes officiels ; ceux d'une association ou d'une institution constituée et travaillant dans l'Etat sont rigoureusement interdits et peuvent entraîner une amende de cent à mille liras. Le porteur d'un emblème politique contraire au Fascisme s'expose à une peine de trois mois à cinq ans de réclusion et à une amende de trois mille à dix mille liras.

1. C'est cette reconnaissance au préfet du pouvoir de dissolution des associations dangereuses pour l'ordre national qui constitue la seule innovation importante de la loi de 1931. Ces mesures sont opposées à l'esprit comme au texte du Code pénal italien qui, dans ses articles 247, 248 et 251, qualifie d'association à fin criminelle l'association constituée en vue de délits déterminés, dont les motifs politiques, comme le renversement de la constitution de l'Etat, ne font pas partie (contrairement du reste aux lois du 17 juillet 1894, n° 316 et du 17 juillet 1898, n° 297, qui demeurèrent d'ailleurs très peu de temps en vigueur).

DES ASSOCIATIONS DE FONCTIONNAIRES

Les fonctionnaires, employés, agents civils ou militaires de tout ordre et de tout grade, de l'Etat ou des provinces, des communes ou des établissements soumis au contrôle de l'administration publique, qui appartiennent, même en qualité de simples adhérents, à des associations ou institutions dont l'activité est clandestine ou occulte, ne serait-ce que partiellement, ou dont les membres sont assujettis au secret, se voient destitués de leur grade et révoqués de leur emploi. Aussi sont-ils tenus, sous menace de peines sévères, de déclarer par écrit s'ils ont appartenu ou s'ils appartiennent, même en qualité de simples sociétaires, à des associations, de quelque nature qu'elles soient, constituées et agissant dans le royaume ou à l'étranger. En outre défense est faite aux magistrats de l'ordre judiciaire et administratif, aux professeurs des Facultés et des écoles secondaires et aux fonctionnaires des Ministères des Affaires étrangères, des Colonies et de l'Intérieur, de faire partie d'associations professionnelles, tandis que l'exercice du libre droit d'association est simplement soumis, en ce qui concerne les autres catégories de fonctionnaires, à l'autorisation expresse du gouvernement, accordée par le Ministre s'ils dépendent directement de l'Etat, et par le préfet de la province dans tous les autres cas. Les susdits fonctionnaires, employés, agents civils et militaires, qui ne certifient pas leur adhésion ou non adhésion à une association dans un délai de deux jours à dater de la notification de la demande qui leur est adressée à cet effet, encourent la suspension de leur emploi pour un temps qui varie entre quinze jours et trois mois; s'ils donnent sciemment des renseignements incomplets ou faux, ils sont suspendus de leurs fonctions pour un temps supérieur à six mois.

Nous n'insisterons pas ici — nous en avons parlé plus haut¹ — sur les décrets du 1^{er} juillet 1926, du 9 janvier

1. Voir le chapitre sur la liberté de l'enseignement.

1927 et du 9 avril 1928¹, qui interdisent les associations constituées pour la défense de prétendus intérêts scolaires ou professionnels par les étudiants des établissements d'instruction de tous ordres, et les qualifiant de graves infractions, prévoient comme sanction l'exclusion de toutes les écoles du royaume. Est interdite également toute organisation, même provisoire, destinée à favoriser l'instruction, la préparation professionnelle, l'éducation physique, morale et spirituelle des jeunes gens.

DES ASSOCIATIONS SUBVERSIVES, ANTI-NATIONALES ET INTERNATIONALES

Ces associations sont étudiées par le nouveau Code pénal, dans ses articles 270 à 274 et 305, 306.

Quiconque, sur le territoire national, crée, organise ou dirige des associations destinées à établir par la violence la dictature d'une classe sociale sur les autres, ou à bouleverser les lois politiques de l'Etat, est puni d'un emprisonnement de deux à douze ans.

Ce sont les groupements à tendances socialistes que visent ces mesures, et auxquels se réfère également la loi sur la défense de l'Etat du 25 novembre 1926, d'après laquelle quiconque rétablit, même sous une forme et un nom divers, les associations, organisations ou partis dissous par ordre des autorités constituées, est passible de trois à dix ans de réclusion et d'une inaptitude perpétuelle aux fonctions publiques; quant aux simples membres de telles associations, organisations et partis, ils sont frappés de la même inaptitude et d'une peine de réclusion variant entre deux et cinq ans.

Le Code pénal prévoit une sanction similaire pour les

1. Cf. *Il nuovo codice penale*, de Brasiello, illustré de très intéressants commentaires (Turin, 1932). Une édition en français a été publiée par les soins de l'*Office de législation étrangère* près le Ministère de la Justice, avec une introduction et des notes de P. de Casabianca, Paris, 1932. Ce nouveau Code pénal est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1931.

fondateurs ou dirigeants d'associations destinées à renverser l'ordre politique et juridique de la société (il s'agit naturellement ici des anarchistes). La simple participation à ces groupements est punissable d'un emprisonnement d'un à trois ans. Quant au rétablissement d'une telle association préalablement dissoute, il entraîne cinq à douze ans de réclusion.

Les associations anti-nationales sont celles qui se proposent de développer ou développent en effet une activité destinée à détruire ou tout au moins à affaiblir le sentiment national.

Le fait de les créer, organiser ou diriger sur le territoire national, ou de les reconstituer après leur dissolution, est sanctionné par un emprisonnement d'un à trois ans. Les membres affiliés à de telles associations encourent une peine de réclusion allant d'un mois à deux ans.

Les associations internationales considérées par le législateur fasciste comme susceptibles de porter atteinte au sentiment patriotique italien, font l'objet d'une assez stricte réglementation.

Elles sont tout d'abord interdites sans l'assentiment du gouvernement et leurs organisateurs ou dirigeants sont passibles de six mois d'emprisonnement et d'une amende de cinq à vingt mille liras. En outre, toute déclaration fautive faite au gouvernement entraîne pour son auteur une réclusion d'un à cinq ans et le paiement d'une amende supérieure à dix mille liras.

Quant à la simple participation à ces associations non autorisées, elle est punie, de même que le fait d'adhérer sans la permission gouvernementale à une association internationale dont le siège est à l'étranger, d'une amende de mille à dix mille liras.

TITRE III

Les garanties juridictionnelles des libertés

« En matière juridique, il faut toujours chercher les garanties et les sûretés. Cela est particulièrement vrai pour les droits individuels qui sont le fondement de tout le système juridique ».

(Hauriou, *Précis de droit constitutionnel*, 2^e éd., Paris, 1923, p. 702).

Introduction historique. Le recours administratif simple. Les recours devant le Conseil d'Etat, la Junte provinciale, la Cour des Comptes. Le jugement des conflits entre les tribunaux judiciaires et les autorités ou les tribunaux administratifs.

La justice administrative a une importance considérable dans le droit public de notre temps. « La grande expansion de l'activité sociale de l'Etat moderne, expansion qui s'est accentuée encore en Italie à la suite de l'organisation corporative, a rendu immense la masse des rapports administratifs et fait sentir davantage la nécessité de leur conférer des garanties efficaces de justice, sans lesquelles toute reconnaissance de droits publics subjectifs s'avère vaine et illusoire... Lorsqu'à côté du concept traditionnel de *liberté politique*, entendue comme la faculté de participer à l'exercice des fonctions publiques, s'est dessiné celui de *liberté civile*, entendue comme la réserve et la sauvegarde

d'une sphère de déploiement de la volonté et de l'activité individuelles en face de l'action de l'Etat dans l'accomplissement du pouvoir exécutif, il a bien fallu prendre en considération le problème des garanties à donner à cette liberté contre les limitations arbitraires que le comportement des organes de l'administration publique peut déterminer. Problème ardu, puisqu'il s'agit de protéger la liberté des individus sans diminuer pour cela l'autorité de l'Etat, et qui ne souffre pas de demi mesures ou d'accommodements temporaires..., problème vaste et multiforme, toujours de haute importance sociale, problème constant, malgré la diversité des directions politiques, en régime constitutionnel, et considéré aussi comme fondamental par le Fascisme »¹.

Nous nous étendrons cependant assez peu sur la question des garanties juridictionnelles des libertés en régime fasciste. Il existe là-dessus de fort bons et récents ouvrages que nous ne pouvons que résumer à grands traits². Aussi bien, l'organisation italienne du contrôle juridictionnel date dans ses grandes lignes d'avant le Fascisme : voyons-en rapidement l'histoire.

C'est successivement en 1865, 1889, 1890 et 1907, puis en 1923 qu'ont eu lieu les réformes importantes en matière de contentieux administratif, *rapprochant le système italien alternativement du système belge et du système français*.

En 1865³, la méfiance envers les tribunaux administratifs conduit à leur suppression⁴ et au transfert du contrôle juridictionnel de l'administration aux tribunaux judiciaires, en limitant leur compétence, comme en Belgique, aux litiges

1. U. Borsi, *La giustizia amministrativa*, Padoue, 1938, p. 1-2.

2. U. Borsi, *op. cit.* ; R. Bonnard, *Le contrôle juridictionnel de l'administration*, Paris, 1934, p. 195-209.

3. Loi du 20 mars 1865.

4. En vertu de la loi du 30 octobre 1859, le royaume sarde avait pour le contentieux administratif une organisation calquée sur l'organisation française. Les tribunaux administratifs de compétence générale pour le contentieux administratif étaient, en première instance, dans les provinces, les Conseils de gouvernement, et en appel, la section contentieuse du Conseil d'Etat.

dans lesquels un droit de l'administré est en cause ; lorsqu'il ne s'agit que d'un simple intérêt, c'est l'administration elle-même qui est compétente ; dans tous les cas, c'est l'administration, et elle seule, qui a le pouvoir d'annuler les actes administratifs après constatation de leur illégalité par elle-même ou par les tribunaux judiciaires.

En 1889, à l'imitation du Conseil d'Etat français, le Conseil d'Etat italien reçoit la compétence d'apprécier l'illégalité des actes administratifs ; en 1890, une réforme analogue est opérée, pour l'instance inférieure, au profit de la Junte provinciale.

Les lois et règlements suivants accentuent l'imitation du système français. En 1907, le Conseil d'Etat acquiert une certaine compétence de pleine juridiction : dans des cas déterminés avec précision par le législateur, il a, non seulement pouvoir d'annulation, mais encore de réformation. En 1923¹, on reconnaît enfin la juridiction exclusive du Conseil d'Etat : on prélève certaines matières sur le contentieux des droits des administrés réservé jusque-là aux tribunaux judiciaires pour en donner la connaissance exclusive au Conseil d'Etat.

En définitive, l'organisation actuelle repose en principe sur une distinction du contentieux administratif en contentieux de l'exécution matérielle et contentieux de la légalité des actes ; le contentieux de l'exécution matérielle est déféré aux tribunaux judiciaires, le contentieux de la légalité des actes appartient au Conseil d'Etat.

Lorsqu'un individu s'estime lésé dans ses droits ou ses intérêts par un acte administratif quelconque, il peut, suivant les cas, intenter une action devant les tribunaux ordinaires² (*azione giudiziaria*), introduire devant l'autorité

1. Décret royal du 30 décembre 1923, n° 2840.

2. Pour intenter une action judiciaire, il est nécessaire en tous les cas d'avoir un droit subjectif (*diritto soggettivo*), puisque c'est en somme demander au juge ordinaire de reconnaître le droit lésé par l'acte administratif en question et de déterminer les effets juridiques de cette lésion. La distinc-

administrative un recours administratif simple (*ricorso amministrativo semplice*) ou devant les diverses juridictions administratives un recours administratif contentieux (*ricorso amministrativo contenzioso o giurisdizionale*).

Le recours administratif simple prend généralement la forme du recours hiérarchique ; le recours contentieux peut être porté devant le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes, la Junte provinciale administrative, ou certaines juridictions administratives d'ordre spécial.

LE RECOURS ADMINISTRATIF SIMPLE

On distingue communément trois sortes de recours administratifs simples : l'*opposition*, le *recours hiérarchique*, le *recours en voie extraordinaire au Roi-Empereur*. C'est la seconde forme qui est la forme courante ; les deux autres ne sont que très exceptionnelles.

L'*opposition* est le recours à l'autorité même dont émane l'acte administratif imputé. En règle générale, un tel recours n'est pas fondé en droit¹ : qui l'intente, le fait à ses risques et périls, sans pouvoir exiger une décision de l'administration. Toutefois, en certains cas bien déterminés, la loi admet expressément le recours contre un acte administratif à l'autorité même dont il émane : il va de soi alors que la suite donnée au recours est la condition nécessaire pour le déclenchement de recours ultérieurs et pour la formation de l'acte dit définitif (*provvedimento definitivo*).

Le *recours hiérarchique* est présenté à l'autorité hiérarchiquement supérieure à celle dont émane l'acte administratif. Ce recours est fondé sur l'article 3 de la loi du 20 mars 1865 (*allegato E*), et il est réglé dans ses détails suivant les

tion fondamentale établie par la loi de 1865, séparant le contentieux administratif d'après les notions de droit et d'intérêt, est donc restée en vigueur jusqu'à nos jours.

1. Il n'en est pas de même dans d'autres pays. En droit allemand, par exemple, le recours à l'autorité même qui a émis l'acte est admis sur une vaste échelle (U. Borsi, *op. cit.*, p. 61).

matières sur lesquelles il porte, par une quantité d'autres lois. Normalement il doit se faire dans un délai de trente jours¹; mais ce délai est abaissé à dix jours en ce qui touche les matières visées par la loi de sûreté publique². Le recours hiérarchique ne peut avoir lieu, quand l'acte administratif est considéré comme définitif; on a beaucoup discuté jusqu'à ces temps derniers pour savoir quels actes il fallait regarder comme définitifs; la décision, très importante, prise par la cinquième Section du Conseil d'Etat en date du 9 octobre 1935³ a mis fin à ces incertitudes: dans tous les cas où l'acte administratif n'est pas, par la loi qui le concerne directement, défini comme non susceptible de recours hiérarchique, un recours de cette nature est permis à l'administré qui s'estime lésé dans ses droits ou ses intérêts.

Un recours dit hiérarchique est parfois admis devant une autorité qui n'est pas liée par un lien proprement hiérarchique à l'autorité dont émane l'acte administratif; ces cas sont en général prévus par la loi.

L'autorité devant laquelle est présenté un recours hiérarchique est-elle dans l'obligation juridique d'y répondre? Cette question, longtemps débattue, a été résolue dans le sens de l'article 5 du texte unique de la loi du 3 mars 1934 sur l'administration communale et provinciale: si l'administration n'a pas donné suite au recours dans un délai de cent vingt jours après qu'il lui a été présenté, le requérant peut demander qu'une décision intervienne; si aucune décision n'intervient dans les soixante jours qui suivent, le recours est considéré comme rejeté.

« Les garanties de justice que le recours hiérarchique offre à l'intéressé sont relativement minces... à cause du peu d'efficacité des contrôles internes; il en résulte que la tentative de recours hiérarchique est due le plus souvent à la

1. C'est le délai adopté par la loi communale et provinciale du 3 mars 1934 n° 383 (504), art. 5, qui semble avoir fait jurisprudence en la matière.

2. Art. 6 du texte unique du 18 juin 1931, n° 773 (669).

3. *Foro amministrativo*, 1935, I, 2, 299.

nécessité d'obtenir l'acte définitif (*provvedimento definitivo*) indispensable pour proposer le recours extraordinaire au Roi ou le recours au Conseil d'Etat ; toutefois, Crispi exagérât certainement en qualifiant le recours hiérarchique de *dérisoire*, et la preuve en est dans le fait qu'un assez grand nombre de recours reçoivent un accueil favorable plein ou partiel »¹.

Le *recours extraordinaire au Roi-Empereur* ne doit pas être confondu avec le recours hiérarchique au Roi ou au gouvernement du Roi, qui ne diffère en rien des autres recours hiérarchiques, en ce sens que, mettant en cause des actes ministériels, il ne peut être réglé que par un décret royal. Le recours extraordinaire regarde la seule légalité de l'acte administratif, présuppose que l'acte est définitif et exclut tout pourvoi devant les sections juridictionnelles du Conseil d'Etat. Il fait l'objet des articles 16 n° 4 et 34 du texte unique de la loi sur le Conseil d'Etat du 26 juin 1924². Il est accordé à l'individu qui, y ayant un intérêt personnel et direct, se propose d'obtenir l'annulation, pour des motifs de pure légalité, d'un acte administratif définitif ; tout comme le recours hiérarchique, il peut servir à la défense, en même temps que des intérêts légitimes, des droits subjectifs, sans exclusion, dans ce dernier cas, de l'exercice d'une action judiciaire. Il ne peut être introduit qu'après l'avis conforme du Conseil d'Etat réuni en Assemblée générale. Il est soumis à des règles de procédure spéciales (notification à l'administration dont émane l'acte imputé ; présentation du recours au ministère dans un délai de cent quatre vingts jours après la connaissance de l'acte par l'intéressé, etc...) ; il n'est d'ailleurs utilisé qu'exceptionnellement.

1. U. Borsi, p. 83.

2. N° 1054 (1196).

LE CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat est le plus haut et important tribunal administratif italien. Après la réforme de 1865, il était resté uniquement l'organe consultatif du gouvernement. La loi du 2 juin 1889 a refait de lui un organe juridictionnel, en créant une quatrième section, chargée de juger le contentieux objectif de la légalité des actes administratifs ; la loi du 7 mars 1907 l'a complété en organisant une cinquième section qui reçut alors le contentieux de pleine juridiction attribué au Conseil d'Etat. Aujourd'hui donc, le Conseil d'Etat italien ressemble au Conseil d'Etat français en ce qu'il est à la fois un organe consultatif et un organe juridictionnel ; la fonction consultative est exercée par les trois premières sections, la fonction juridictionnelle par les sections quatre et cinq. Depuis la loi du 30 décembre 1923 ¹, ces deux dernières sections n'ont plus leur compétence aussi strictement limitée qu'autrefois ; elles ne sont plus spécialisées, l'une dans le contentieux de l'annulation, l'autre dans le contentieux *di merito* ; la répartition des affaires entre elles est maintenant décidée discrétionnairement par le président du Conseil d'Etat assisté des présidents des sections.

Les deux sections juridictionnelles ont un pouvoir de décision propre et définitif, c'est-à-dire que leur jugement n'est soumis à aucun renvoi même devant le Conseil d'Etat réuni en Assemblée générale, comme c'est le cas pour les avis donnés par les sections administratives ².

Le caractère de tribunal donné au Conseil d'Etat est encore accru du fait de la situation de ses membres : les conseillers ³ ont en effet un statut très voisin de celui des

1. N° 3282, art. 2.

2. C'est ce qui existait en France après la loi du 15 janvier 1849 qui avait donné pouvoir de décision propre à la section du contentieux. Aujourd'hui les mesures prises par cette section doivent être entérinées par l'assemblée publique du contentieux, organisme constitué par emprunt de personnel aux sections administratives (R. Bonnard, p. 199).

3. Selon la loi du 24 mars 1932, n° 270 (428), le Conseil d'Etat comprend

juges ordinaires ; ils jouissent à peu près des mêmes garanties de situation. Nommés par décret royal, sur proposition du Chef du gouvernement, après délibération du Conseil des Ministres, il ne peuvent être révoqués, suspendus ou changés d'emploi sans leur consentement, ou, s'il s'agit d'une mesure disciplinaire, sans l'avis du Conseil d'Etat réuni en Assemblée générale. Il est vrai que cet avis n'est pas déterminant, ce qui diminue notablement la garantie qui en découle pour les intéressés.

Le Conseil d'Etat est compétent¹, tout d'abord, en matière d'*illégalité* (par suite d'incompétence, vice de forme, violation de la loi, détournement de pouvoir) des actes administratifs, *lorsque seul un intérêt et non un droit de l'administré est en cause*. Ce contrôle de la légalité s'exerce sur tous les actes des autorités administratives ou des corps administratifs délibérants, exception faite des actes dits de gouvernement qui sont définis comme étant les actes accomplis par le gouvernement dans l'exercice de ses fonctions politiques.

Le recours devant le Conseil d'Etat ne peut avoir lieu qu'après épuisement des recours hiérarchiques. Néanmoins il devient irrecevable après exercice du recours extraordinaire au Roi, ce dernier n'étant en somme qu'un recours au Conseil d'Etat avec justice retenue, puisque la décision du Roi n'est prise qu'après avis des sections contentieuses réunies du Conseil d'Etat².

Nous avons dit que le recours n'était possible au Conseil d'Etat que s'il y a lésion d'un intérêt ; s'il y a violation d'un droit, il faut s'adresser aux tribunaux judiciaires. Par désir de simplification et d'uniformisation, on s'est demandé si, à l'occasion d'un acte illégal ayant violé un droit, on ne

un président, six présidents de sections, cinquante conseillers, trois premiers référendaires et trois référendaires, auxquels il faut ajouter sept secrétaires de section et divers employés subalternes de secrétairerie.

1. Cf. les art. 26 à 34 de la loi du 26 juin 1924, n° 1054 (1196).

2. R. Bonnard, p. 201, n. 1.

pourrait pas recourir devant le Conseil d'Etat en faisant valoir le droit subjectif comme un intérêt et en requérant seulement l'annulation de l'acte, non la reconnaissance du droit. La question a été longtemps débattue et résolue dans les deux sens, mais on a fini par admettre qu'il ne saurait y avoir concurrence entre les tribunaux judiciaires et le Conseil d'Etat ; la jurisprudence est donc la suivante : dans toutes les matières qui ne regardent pas la juridiction exclusive du Conseil d'Etat, il n'est pas possible devant ce dernier de faire valoir des droits subjectifs, même en les présentant comme intérêts. « Il n'est pas douteux que cette solution soit en pleine harmonie avec le développement de notre législation et avec les termes mêmes des dispositions en vigueur. Reste l'inconvénient indéniable que les droits jouissent d'une tutelle *moins ample* (par l'effet des limites imposées à l'enquête de légalité menée par le juge ordinaire), *moins rapide* (par l'interdiction faite au juge de suspendre l'acte imputé) et *moins efficace* (le juge n'ayant pas le droit de prononcer l'annulation de l'acte) que celle des intérêts légitimes... »¹.

Outre la compétence de reconnaître de l'illégalité des actes administratifs qui lui est accordée par clause générale, le Conseil d'Etat a reçu deux autres compétences établies par voie d'énumération législative ; c'est ainsi qu'il lui a été déferé un *certain contentieux subjectif* et un *contentieux de pleine juridiction*.

Dans plusieurs matières énoncées avec précision par la loi et où les litiges mettent en cause non plus un intérêt légitime mais un droit subjectif, le recours peut être adressé

1. U. Borsi, p. 215. La distinction est faite en effet par le droit italien entre intérêts légitimes et intérêts simples. L'intérêt de l'administré est simple lorsque le pouvoir de l'administration dont l'exercice lui donnerait satisfaction est un pouvoir discrétionnaire (R. Bonnard, p. 204) ; il est clair qu'en ce cas la question de légalité ne se pose pas et qu'il n'y a pas matière à recours devant le Conseil d'Etat, mais seulement devant l'administration ; seul un intérêt légitime en cause permet de recourir au Conseil d'Etat.

au Conseil d'Etat par dérogation au principe qui réserve ces sortes de recours aux tribunaux judiciaires. Un contentieux subjectif a été de cette manière attribué au Conseil d'Etat, vraisemblablement parce que ce dernier, plus spécialisé, est mieux à même de juger certaines questions où la technique administrative se révèle particulièrement délicate et complexe ; il est des cas, dit la relation ministérielle jointe au décret royal du 30 décembre 1923 qui a institué cette nouvelle compétence du Conseil d'Etat, « où la connexion du droit privé et de l'intérêt public est si grande qu'il est impossible ou très difficile de les séparer l'un de l'autre, alors que l'intérêt général est d'une prépondérance telle qu'il en fait disparaître ou affaiblit considérablement la portée effective de la question de droit privé »¹.

Cette compétence de contentieux subjectif est une compétence *exclusive*, car elle exclut la compétence des tribunaux judiciaires auxquels elle a été enlevée ; c'est ce qu'on appelle aussi la *juridiction exclusive* du Conseil d'Etat.

Outre cette juridiction exclusive, le Conseil d'Etat a reçu encore une autre compétence qui lui a été reconnue pour la première fois par la loi du 7 mars 1907. C'est le pouvoir dit de pleine juridiction (*di merito*) : c'est la faculté, en certains cas déterminés avec précision par la loi², non seulement d'annuler, mais encore de réformer les actes administratifs qui font l'objet des recours. Ce pouvoir de pleine juridiction peut être exercé aussi bien quand le Conseil

1. Les principaux de ces cas sont, par exemple, les rapports d'emploi (*rapporti d'impiego*) près l'Etat et les institutions publiques placées sous le contrôle de l'administration centrale ; les litiges relatifs aux sociétés de constructions de routes, d'ouvrages d'art ou de travaux hydrauliques ; les controverses qui s'élèvent à propos de la fondation d'œuvres de bienfaisance, etc...

2. Voir l'article 27 du texte unique du 26 juin 1924. Citons quelques cas : le recours pour obtenir que l'autorité administrative se conforme au jugement du tribunal qui a constaté la lésion d'un droit civil ou politique ; le recours contre un refus d'autorisation d'ester en justice, lorsqu'il s'agit de personnes morales soumises à la tutelle de l'administration ; le recours contre une décision prononcée par une Junta provinciale siégeant juridictionnellement dans un cas où la Junta a elle-même la compétence *di merito*, etc...

d'Etat statue sur la légalité d'un acte administratif que lorsqu'il se prononce sur un droit lésé, dans le contentieux subjectif qui lui est dévolu. Il permet des décisions plus nuancées que la simple annulation et plus conformes dans le détail aux intérêts des parties.

Quant aux formalités de procédure, rappelons que le recours au Conseil d'Etat doit s'accompagner du versement d'un droit de timbre et s'effectuer dans un délai de soixante jours qui peut être réduit si les lois qui concernent l'acte incriminé le mentionnent expressément. A n'importe quel moment de l'instance, le requérant peut renoncer à la poursuivre par une déclaration appropriée et le paiement des frais de procédure.

Les sections juridictionnelles du Conseil d'Etat peuvent prononcer des *décrets*, des *ordonnances* et des *décisions*. La sentence, toujours rendue au nom du Roi-Empereur, a force de chose jugée, c'est-à-dire qu'elle ne peut donner lieu qu'à deux sortes de recours : le *recours en révocation*, admis, comme pour les jugements ordinaires, dans les cas prévus par le Code de procédure civile (sentence obtenue par dol de la part d'une des parties en cause aux dépens de l'autre, ou par suite d'une erreur de fait) et adressé à la Section même qui a prononcé la décision ; le *recours en cassation*, admis lorsqu'il y a eu un vice absolu de juridiction, par suite d'incompétence ou d'excès de pouvoir, et dont la connaissance appartient à la Cour de cassation, siégeant toutes Chambres réunies ¹.

LA JUNTE PROVINCIALE ADMINISTRATIVE

La Junte provinciale administrative, créée par la loi du 30 décembre 1888 pour exercer le contrôle sur les autorités administratives locales, a reçu par la loi du 1^{er} mars

1. Le tribunal judiciaire suprême semble donc avoir le pas sur le Conseil d'Etat : on verra toute l'importance de ce fait au chapitre sur le jugement des conflits.

1890 une compétence juridictionnelle de première instance avec appel devant le Conseil d'Etat dans certaines matières que le législateur a énumérées limitativement. Cette compétence est aujourd'hui déterminée par la loi, texte unique du 26 juin 1924¹.

Par sa double fonction, administrative et juridictionnelle, la Junte italienne semble rappeler le Conseil de préfecture français ; le parallélisme paraît donc se continuer entre nos deux pays en ce qui touche l'organisation du contentieux administratif. C'est en fait une illusion : *la Junte diffère profondément de notre Conseil de préfecture*. Au point de vue administratif d'abord, elle ne joue pas du tout le même rôle : *elle exerce uniquement un pouvoir de contrôle, non un pouvoir consultatif*². *En tant qu'organe juridictionnel, d'autre part, elle change de composition*, comme si l'on voulait par là souligner la dualité de ses fonctions : la composition du Conseil de préfecture français demeure au contraire constante, qu'il siège administrativement ou juridictionnellement. Enfin, les membres de la Junte sont, pour la plupart, des agents chargés déjà d'autres fonctions administratives et qui en font partie à ce titre.

C'est la loi sur l'administration communale et provinciale, texte unique du 3 mars 1934³, qui a réglé définitivement la composition de la Junte. Elle est formée de neuf personnes : le préfet, président, l'inspecteur provincial, deux conseillers de préfecture, le « *ragioniere* » en chef de la préfecture, et quatre membres désignés par le Secrétaire du Parti Fasciste parmi des experts en matière juridique, administrative ou technique⁴. La section contentieuse ne comprend que le préfet, président, les deux conseillers de

1. N° 1058 (1213).

2. Il existe auprès des préfets italiens des Conseils de préfecture qui jouent uniquement ce rôle d'organes consultatifs.

3. N° 383 (504), art. 25.

4. Ces membres, désignés par le Secrétaire du Parti, sont nommés par le Ministre de l'Intérieur.

préfecture et les deux plus anciens parmi les membres désignés au titre du Parti ¹.

Comme le Conseil d'Etat, la Junte a trois catégories de compétences : une compétence pour reconnaître la légalité des actes administratifs, une compétence *di merito* et une compétence exclusive.

Contrairement à celle du Conseil d'Etat, la compétence de légalité de la Junte provinciale ne lui est pas reconnue à titre général, mais seulement dans les cas énumérés législativement : le texte unique du 26 juin 1924 en indiquait deux ; la loi de sûreté publique en ayant supprimé un ², « le cas unique de compétence de légalité dévolu à la Junte (cas qui appartient d'ailleurs à la juridiction exclusive), est aujourd'hui celui des questions relatives au rapport d'emploi près les établissements et institutions soumis à la tutelle ou au seul contrôle de l'administration publique locale, lorsqu'il s'agit d'actes émanant des dites institutions et qui ne se rapportent ni à un licenciement, ni à une suspension d'une durée de plus de trois mois, ni à l'établissement des rôles d'ancienneté » ³.

La compétence *di merito* reconnue à la Junte est, en revanche, beaucoup plus ample : la loi de 1924 énumère onze cas ⁴ dans lesquels elle peut s'exercer ; pour trois de ces onze cas, la juridiction de la Junte est exclusive de toute action judiciaire ⁵.

1. Loi du 3 mars 1934, art. 405.

2. En ce qui touche certaines autorisations de police (Cf. U. Borsi, p. 350), le recours contentieux à la Junte provinciale a été remplacé par un recours hiérarchique au préfet (texte unique du 18 juin 1931, art. 224).

3. U. Borsi, p. 351.

4. Par exemple lorsqu'il s'agit d'un recours contre des actes émanant d'un podestat et touchant des matières de police locale, d'hygiène publique ou d'édilité ; d'un recours en matière de sociétés d'entreprises publiques de caractère local (routes, travaux hydrauliques, bonifications), etc... Cf. les art. 1 et 4 de la loi du 26 juin 1924.

5. L'un de ces trois cas est indiqué dans le paragraphe précédent ; les deux autres concernent les recours portés contre les délibérations municipales en matière de foires et marchés ou contre les inscriptions sur les rôles de dépense pour la fourniture de quinine aux colons et ouvriers.

Néanmoins on a constaté à plusieurs reprises que la juridiction des Juntas provinciales, à la différence de celle du Conseil d'Etat, ne rencontre « *qu'une faveur médiocre dans le public*. Certes cela dépend en partie du manque de caractère général de l'une de leurs compétences, et du nombre infime, comme de l'importance minime des actes relatifs à certaines des matières attribuées à leur connaissance... Toutefois on ne peut refuser tout crédit à l'opinion formulée par plusieurs auteurs et selon laquelle le public n'aurait pas suffisamment confiance dans la sérénité et l'impartialité des Juntas provinciales, parce que ces dernières sont composées en majorité de fonctionnaires locaux du gouvernement, parce qu'elles sont présidées et moralement dirigées par les préfets, c'est-à-dire par des autorités de caractère politique, parce qu'elles sont appelées souvent à se prononcer sur des actes émanés d'administrateurs qui doivent jouir de la confiance ou suivre les directives des préfets, et parfois même sur des actes qu'elles ont pu approuver auparavant en exerçant leurs fonctions de contrôle administratif... »¹.

LA COUR DES COMPTES

La Cour des Comptes italienne, outre ses fonctions de contrôle, exerce une certaine activité juridictionnelle. Elle est compétente :

- a) pour tout ce qui concerne les comptes des trésoriers, receveurs, agents, chargés par l'Etat ou les administrations publiques d'effectuer des paiements ou des encaissements ;
- b) dans les litiges qui s'élèvent à l'occasion de la liquidation des pensions à la charge de l'Etat ;
- c) en matière de mesures administratives ou disciplinaires touchant ses propres employés ou d'autres fonction-

1. U. Borsi, p. 361-362.

naires civils et militaires, chargés d'un service public de comptabilité¹.

Les attributions de la Cour des Comptes ainsi que sa composition font l'objet de la loi, texte unique du 12 juillet 1934².

Le recours doit être présenté dans un délai de quatre-vingt-dix jours après notification de l'acte attaqué.

Les décisions de la Cour des Comptes sont susceptibles d'être renvoyées devant cette Cour elle-même pour *révocation* (en cas de dol ou d'erreur matérielle, découverte de nouveaux documents, etc...), ou devant la Cour suprême pour *cassation* (par suite d'incompétence ou excès de pouvoir).

A part la Cour des Comptes, il existe encore d'autres juridictions spéciales administratives ou organes administratifs pourvus accessoirement de fonctions juridictionnelles ; la liste n'en peut d'ailleurs être dressée sans difficulté ; par exemple, on a beaucoup discuté la question très complexe de la Magistrature du Travail ou des Tribunaux des Eaux publiques : faut-il ou non considérer ces institutions comme des juridictions spéciales administratives³ ?

LE JUGEMENT DES CONFLITS

Le jugement des conflits entre les tribunaux judiciaires et les autorités ou les tribunaux administratifs est réglé par la loi du 31 mars 1877. Il présente deux caractères particuliers : *l'élévation du conflit est unilatérale au profit de l'administration*, c'est-à-dire que l'administration seule peut revendiquer la compétence contre les tribunaux judiciaires ; mais *le jugement des conflits est unilatéral au*

1. S'il s'agit des administrations communales ou provinciales, le contentieux appartient au premier degré aux Conseils de préfecture, et à la Cour des Comptes en seconde instance (loi comm. et prov. du 3 mars 1934, art. 252-260).

2. N° 1214 (1356).

3. U. Borsi, p. 157.

*profit du pouvoir judiciaire, la décision définitive étant prise par la Cour de cassation toutes Chambres réunies. « Ce système de jugement unilatéral des conflits par le pouvoir judiciaire est une conséquence de cet esprit du système italien qui consiste à vouloir donner de larges pouvoirs aux tribunaux judiciaires à l'égard de l'administration »*¹.

La Cour de cassation a donc, en l'occurrence, le pas sur le Conseil d'Etat. C'est un fait grave, profondément différent de ce qui se passe en France, où l'on a eu le souci de maintenir la balance égale entre les tribunaux administratifs et les tribunaux judiciaires, en instituant un tribunal spécial des conflits². L'organisation italienne n'est pas restée, en Italie même, exempte de critiques : certains ont prétexté la tendance de la Cour de cassation à étendre au delà des limites légales la compétence du pouvoir judiciaire ; M. Borsi³ réplique que sans doute la compétence juridictionnelle du Conseil d'Etat a pu s'en trouver restreinte, mais que jamais de *graves excès* n'ont été commis. On a dit encore que les magistrats de la Cour de cassation, rompus aux questions de droit privé ou de droit pénal, ne pouvaient avoir une expérience suffisante du droit public pour décider correctement des conflits : c'est, d'après M. Borsi, un argument sans valeur, car, depuis l'unification de la Cour suprême⁴, il ne doit pas être difficile de trouver, parmi le grand nombre de conseillers qui y siègent, des juges capables de se prononcer excellemment sur telle ou telle question. Mais citons, pour terminer, la conclusion du même auteur :

« Certes, nous ne voulons pas prétendre que la proposi-

1. R. Bonnard, p. 209.

2. Ce *Tribunal des conflits* est composé en principe de trois conseillers à la Cour de cassation et de trois conseillers d'Etat sous la présidence du Ministre de la Justice (ou de son délégué).

3. *Op. cit.*, p. 147.

4. Le royaume d'Italie a longtemps compté plusieurs Cours de cassation, à Florence, Naples, Palerme et Turin : elles n'ont été supprimées qu'en 1923 (décret royal du 24 mars) ; la Cour de Rome est alors devenue Cour de cassation du royaume.

tion d'instituer en Italie un tribunal spécial pour la décision des conflits, composé de juges de l'ordre judiciaire en même temps que de juges administratifs, ne mérite pas d'être prise sérieusement en considération ; mais on doit le faire en se gardant d'exagérer les inconvénients minces et sporadiques du système actuel et sans oublier les différences fondamentales dans l'organisation de la justice administrative en Italie et en France, c'est-à-dire dans le pays sur lequel ont plus particulièrement les yeux fixés ceux qui soutiennent avec le plus de force cette proposition ».

CONCLUSION

Etats libéraux. Etats totalitaires. Jamais les deux conceptions ne se sont opposées avec autant d'âpreté qu'aujourd'hui. En face des pays où l'Etat est tout, la France s'obstine à conserver un régime d'individualisme, outrancier semble-t-il, et qui paraît souvent contradictoire : c'est ainsi que les grandes banques et les entreprises industrielles ne cessent de se réclamer du libéralisme économique et de se plaindre de la tutelle croissante de l'Etat ; et pourtant, depuis quelques années, combien de fois n'ont-elles pas fait appel au gouvernement, à combien d'opérations de « renflouement » n'avons-nous pas assisté ? Ce qui est vrai des sociétés capitalistes l'est aussi des simples individus : on n'entend parler partout que de droits, jamais de devoirs ; l'Etat est l'être à qui l'on demande toujours, sans vouloir jamais donner ; on envisage la liberté individuelle sans sa contre-partie nécessaire, un Etat fort qui puisse l'assurer, et égale pour tous.

A ce point de vue, les doctrines totalitaires paraissent séduisantes : c'est nous qui sommes les véritables démocrates, a dit le chancelier Hitler. Non seulement nous respectons la liberté, mais nous l'accroissons, proclame le Fascisme. Car où est, par exemple, en pays démocratique, la liberté de commerce du petit détaillant en face des grands trusts, où, la liberté de travail de l'artisan en face des grands consortiums ? Chez vous, nous a-t-on dit plusieurs fois en Italie, la liberté n'existe pleinement que pour les puissants de ce monde ; elle représente la licence pour les uns et l'asservissement pour les autres ; l'Etat n'est pas à même de la garantir à tous, puisqu'il y a des forces devant lesquelles il trem-

ble. L'exercice de la liberté ne peut aboutir dans un Etat débile qu'à la création de féodalités de toutes sortes. C'est le mot célèbre de Lamennais : « *Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit* ».

Il serait facile de pousser encore ce raisonnement et d'en tirer d'autres conséquences. De là vient, dans le désarroi des esprits en France, que certains se tournent avec complaisance vers les régimes voisins. Mais il ne faut pas s'y tromper : si la France, par sa démocratie individualiste, voit se commettre des excès, il s'en produit de plus regrettables encore de l'autre côté de nos frontières. L'Etat ne s'arrête pas aisément sur le chemin de la toute puissance. Après la contrainte sur les biens, il en vient à exercer la contrainte sur les corps, et il finit par violenter les âmes. Il ne connaît plus de frein à sa tyrannie ; il se lance alors dans la persécution raciale et religieuse. Le nivellement primitif s'opère sur une ligne de plus en plus basse : il n'y a pas d'espoir qu'on s'arrête jamais...

Et encore si l'Etat-Dieu, cet Etat-Moloch auquel on sacrifie ainsi toutes les valeurs humaines, représentait le pays entier, l'ensemble de la Nation ! Mais il s'identifie le plus souvent avec le gouvernement en fonction, avec la classe ou le parti au pouvoir ; M. Neville Chamberlain a flétri récemment ¹ cette « *subordination complète de l'indépendance individuelle à quelque chose qui est appelé l'Etat, mais qui signifie seulement en réalité ceux qui pour le moment dirigent l'Etat* ».

Anarchie individuelle, déification de l'Etat, n'y a-t-il plus de choix entre l'un ou l'autre de ces pôles ? Les régimes libéraux ne peuvent-ils pas se réformer pour subsister ? La France elle-même, la France, pays de mesure et de raison, ne trouvera-t-elle pas un moyen terme qui lui permette de reconstituer sa force en gardant intactes ces libertés de l'esprit qui font son honneur dans le monde ?

1. Discours prononcé au dîner jubilaire de la *Foreign Press Association*, le 13 décembre 1938.

Montpellier, le 15 novembre 1938

Vu : le Président de la Thèse,
Louis DELBEZ.

Montpellier, le 16 novembre 1938

Vu : le Doyen de la Faculté de Droit,
Gaston MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 16 novembre 1938.

Le Recteur de l'Académie de Montpellier,
Henri PARISELLE.

Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE (France)

